

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 avril 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimerie de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, April 6th, 1957

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 10044-57)

Action Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat, Jack Klineberg, notaire, Pauline Sherman, Annie McNamee, toutes deux secrétaires et Gerald Schneider, étudiant, majeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et améliorations, sous le nom de "Action Development Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

44627

Letters Patent

(A.G. 10044-57)

Action Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Julius Briskin, advocate, Jack Klineberg, notary, Pauline Sherman, Annie McNamee, both secretaries, and Gerald Schneider, student of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Action Development Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

44627-o

(P.G. 10109-57)

Agence Immobilière Belœil Limitée
Belœil Real Estate Agency Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze février 1957, constituant en corporation: Damase Brissette, André St-Jacques, tous deux avocats, de Longueuil, et Lyette Saucier, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Agence Immobilière Belœil Limitée — Belœil Real Estate Agency Limited", avec un capital total de $75,000, divisé en 2,000 actions communes de $5 chacune et en 650 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belœil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10516-57)

Alfa Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize février 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Theodore H. Polisuk, étudiant en droit, Anne Zifkin et Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Alfa Construction Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3784 rue McKenzie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10363-57)

Arcade Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, tous deux avocats et Harriet Beutel, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et améliorations, sous le nom de "Arcade Realty Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(A.G. 10109-57)

Agence Immobilière Belœil Limitée
Belœil Real Estate Agency Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1957, incorporating: Damase Brissette, André St-Jacques, both advocates, of Longueuil, and Lyette Saucier, secretary, unmarried, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and general building contractors, under the name of "Agence Immobilière Belœil Limitée — Belœil Real Estate Agency Limited", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 650 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Belœil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10516-57)

Alfa Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Theodore H. Polisuk, law student, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Alfa Construction Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3784, McKenzie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10363-57)

Arcade Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, both advocates, and Harriet Beutel, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Arcade Realty Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10136-57)

Beautiful House, Casa-Bella, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1957, constituant en corporation: Mario I. Henriguez, entrepreneur, J.-Madeleine Henriguez, ménagère, épouse séparée de biens dudit Mario I. Henriguez, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sainte-Geneviève, et Mario Beaulieu, notaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Beautiful House, Casa-Bella, Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 13667-56)

Belvedere Enterprises of Montreal Inc.
Entreprises Belvédère de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Aurèle Ducap, assureur, Aline Couillard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Aurèle Ducap, tous deux de Laval-Ouest, Jacques Chagnon, ingénieur professionnel, et Marielle Lachaîne, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Chagnon, tous deux de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et agents d'immeubles, sous le nom de "Belvedere Enterprises of Montreal Inc.— Entreprises Belvédère de Montréal Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 12457-56)

Bocage Notre-Dame Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Yves Bélanger, architecte, de Montréal, Marcel Lamarche, ingénieur civil, de Ville Mont-Royal, Marcel-René de Cotret, industriel, de Saint-Laurent, Monique Rance de Guiseuil, religieuse, (en religion sœur Dominique Du Christ), Thérèse de Noussanne, religieuse, (en religion sœur Marie-Ange), et Renée Debay, religieuse, (en religion sœur Marie De Jésus), toutes trois de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

(A.G. 10136-57)

Beautiful House, Casa-Bella, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February 1957, incorporating: Mario I. Henriguez, foreman, J. Madeleine Henriguez, housewife, wife separate as to property of the said Mario I. Henriguez, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Sainte Geneviève, and Mario Beaulieu, notary, of of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general building contractors, under the name of "Beautiful House, Casa-Bella, Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte Geneviève, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13667-56)

Belvedere Enterprises of Montreal Inc.
Entreprises Belvédère de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Aurèle Ducap, insurer, Aline Couillard, housewife, wife separate as to property of the said Aurèle Ducap, both of Laval-West, Jacques Chagnon, professional engineer, and Marielle Lachaîne, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Chagnon, both of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and real estate agents, under the name of "Belvedere Enterprises of Montreal Inc.— Entreprises Belvédère de Montréal Inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Laval-West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12457-56)

Bocage Notre-Dame Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Yves Bélanger, architect, of Montreal, Marcel Lamarche, civil engineer, of the town of Mount-Royal, Marcel René de Cotret, industrialist, of Saint-Laurent, Monique Rance de Guiseuil, nun, (in religion, sister Dominique Du Christ), Thérèse de Noussanne, nun, (in religion, sister Marie-Ange), and Renée Debay, nun, (in religion, sister Marie De Jésus), all three of Jacques-Cartier, for the following purposes:

Diriger des colonies de vacances pour les jeunes et développer les facultés morales, intellectuelles et physiques des adolescents et des enfants, sous le nom de "Bocage Notre-Dame Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10410-57)

Canmont Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1957, constituant en corporation: John Maria Cerini, avocat et conseil en loi de la Reine, de Montréal, Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire et Herbert Clements Salmon, de Westmount, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Canmont Investment Corp.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 410 rue St-Nicholas, chambre 12, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10427-57)

Cité Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Eddy Callagher, vendeur d'automobiles, Juliette Poirier Callagher, ménagère, épouse séparée de biens dudit Eddy Callagher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Paul Shaienks, comptable, tous de Lévis, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Cité Automobiles Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Route Trans-Canada, Rond-Point, Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10310-57)

City Fire Adjustment and Inspection Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1957, constituant en corpora-

To direct vacation colonies for the young and to develop the moral, intellectual and physical faculties of adolescents and children, under the name of "Bocage Notre-Dame Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10410-57)

Canmont Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1957, incorporating: John Maria Cerini, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, Robert Learmont Jamieson, of Pointe Claire, and Herbert Clements Salmon, of Westmount, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Canmont Investment Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 410, St. Nicholas Street, Room 12, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10427-57)

Cité Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Eddy Callagher, automobile salesmen, Juliette Poirier Callagher, housewife, wife separate as to property of the said Eddy Callagher, and duly authorized by him for these present purposes, and Paul Shaienks, accountant, all of Levis, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to carry on business as garage-keepers, under the name of "Cité Automobiles Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Route Trans-Canada, Rond-Point, Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10310-57)

City Fire Adjustment and Inspection Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January 1957, incorporating: J.-Avila Boivin,

tion: J.-Avila Boivin, notaire, J.-Adélard Gouger, compatable, et Jeannette Plante, fille majeure, tous trois de Berthierville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ajusteurs, agents et inspecteurs pour fins d'assurance-incendie et tous genres d'assurances en général, sous le nom de "City Fire Adjustment and Inspection Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 14103-56)

Clermont Électrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit février 1957, constituant en corporation: Gaston Clermont, marchand, Marie-Jeanne Bergeron Clermont, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Clermont, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roger Arsenault, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Clermont Électrique Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6209, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 13627-56)

Coaticook Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1956, constituant en corporation: Georges Dupuy, industriel, Roland Mongeau, gérant, et Laurette Dupuy, comptable, mariée en séparation de biens dudit Georges Dupuy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Coaticook, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois, sous le nom de "Coaticook Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10101-57)

Continental Finance Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1957, constituant en corpo-

notary, J.-Adélard Gouger, accountant, and Jeannette Plante, fille majeure, all three of Berthierville, for the following purposes:

To carry on business as adjusters, agents and inspectors for fire insurance and insurance of every nature and kind generally, under the name of "City Fire Adjustment and Inspection Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14103-56)

Clermont Électrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1957, incorporating: Gaston Clermont, merchant, Marie-Jeanne Bergeron Clermont, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gaston Clermont, and duly authorized by him for these present purposes, and Roger Arsenault, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to operate a business dealing in electrical apparatus and accessories, under the name of "Clermont Électrique Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each, and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6209 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13627-56)

Coaticook Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1956, incorporating: Georges Dupuy, industrial, Roland Mongeau, manager, and Laurette Dupuy, accountant, wife separate as to property of the said Georges Dupuy, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Coaticook, for the following purposes:

To carry on the business and deal in lumber, under the name of "Coaticook Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10101-57)

Continental Finance Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1957, incorporating: Gilles

ration: Gilles Cossette, avocat, d'Outremont, Annette Deschamps, rentière, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, et Marcel Deschamps, vendeur, de Roxboro, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent en général, sous le nom de "Continental Finance Corp. Ltd.", avec un capital total de $225,000, divisé en 100,000 actions communes de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 44, rue Notre-Dame, est Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10390-57)

Dulac Chibougamau Mines Limited
(Libre de Responsabilité Personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation: Alfred Moreau, agent de publicité, Albert Lemieux, entrepreneur, J.-Philippe Beaulac, Roland Dulong, tous deux comptables, et Hélène Beaudette, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Dulac Chicougamau Mines Limited" (Libre de Responsabilité Personnelle), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie, pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10533-57)

Dumain Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1957, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, tous deux avocats, c.r., et Julien Chouinard, avocat, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de l'acier, de métaux, de leurs produits et sous-procuits, ainsi que de matériaux de construction, sous le nom de "Dumain Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur nominale de $5 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 915, rue St-Cyrille, ouest, Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

Cossette, advocate, of Outremont, Annette Deschamps, annuitant, of full age of majority and making use of her rights, of Montreal, and Marcel Deschamps, salesman, of Roxboro, for the following purposes:

To generally carry on business as money lenders, under the name of "Continental Finance Corp. Ltd.", with a total capital stock of $225,000, divided into 100,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 44 Notre Dame Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10390-57)

Dulac Chibougamau Mines Limited
(Libre de Responsabilité Personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, incorporating: Alfred Moreau, publicity agent, Albert Lemieux, contractor, J.-Philippe Beaulac, Roland Dulong, both accountants, and Hélène Beaudette, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name "Dulac Chibougamau Mines Limited" (Libre de Responsabilité Personnelle), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10533-57)

Dumain Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1957, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, both advocates, Q.C., and Julien Chouinard, advocate, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in steel, metals, products and by-procduts, as well as building materials, under the name of "Dumain Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $5 each and 800 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 915 St. Cyrille Street, West, Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10253-57)

Fernand Asselin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Fernand Asselin, contructeur, Marie-Jeanne Royal, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Asselin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Paul Asselin, menuisier, tous de Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Fernand Asselin Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1143, 4ième avenue, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957,

L'Assistant-procureur général suppléant,

44627-o P. FRENETTE.

(A.G. 10253-57)

Fernand Asselin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Fernand Asselin, builder, Marie Jeanne Royal, housewife, wife contractually separate as to property of the said Fernand Asselin, and duly authorized by him for the purposes therein, and Jean Paul Asselin, carpenter, all of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Fernand Asselin Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1143, 4th. Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44627 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10696-57)

Granoc Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1957, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, Fernande Dupuis, Josette Tremblay et Cécile McGee, toutes trois secrétaires, filles majeures, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, y compris le gaz naturel, pétrole, huile et leurs produits et sous-produits et les négocier, sous le nom de "Granoc Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44627 P. FRENETTE.

(A.G. 10696-57)

Granoc Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1957, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, both advocates and Queen's Counsel, Fernande Dupuis, Josette Tremblay and Cécile McGee, all three secretaries, spinsters, all of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including natural gas, petroleum, oil and their products and by-products and to deal with the same, under the name of "Granoc Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44627-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10480-57)

Guaranteed Generator & Starter Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, tous deux avocats et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens; fabriquer et faire le commerce de générateurs, démarreurs et accessoires d'iceux, appariels et dispositifs électriques, sous le nom de "Guaranteed Generator & Starter Products Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires

(A.G. 10480-57)

Guaranteed Generator & Starter Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, both advocates, and Annette Katz, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in generators, starters, strater products, electric and mechanical apparatus and products, under the name of "Guaranteed Generator & Starter Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 com-

de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10734-57)

Hunch Quebec Exploration Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1957, constituant en corporation: Paul Miquelon, Denys Dionne, Charles-E. Leclerc, tous trois avocats, Denise Guay, secrétaire, et Henri Verge, notaire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais y compris du gaz naturel, pétrole, huile, produits et sous-produits d'iceux, et les négocier, sous le nom de "Hunch Quebec Exploration Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10443-57)

Ile Bizard Realties Ltd.
Immeubles Ile Bizard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, de Ville Mont-Royal, Mary Elizabeth Spracklin et Margot Mary Quinn, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, portefeuille et placements, sous le nom de "Ile Bizard Realties Ltd. — Immeubles Ile Bizard Ltée", avec un capital total de $1,600, divisé en 1,600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 901 Carré Victoria, chambre 505, Montreal, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10319-57)

International Steel & Metal Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1957, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, tous deux de Ville Mont Royal et John Ciaccia, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

mon shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10734-57)

Hunch Quebec Exploration Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1957, incorporating: Paul Miquelon, Denys Dionne, Charles-E. Leclerc, all three attorneys, Denise Guay, secretary, and Henri Verge, notary, all of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including natural gas, petroleum, oil and their products and by-products and to deal with the same, under the name of "Hunch Quebec Exploration Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10443-57)

Ile Bizard Realties Ltd.
Immeubles Ile Bizard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, of the Town of Mount Royal, Mary Elizabeth Spracklin and Margot Quinn, both secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, holding and investment company, under the name of "Ile Bizard Realties Ltd. — Immeubles Ile Bizard Ltée", with a total capital stock of $1,600, divided into 1,600 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 901, Victorial Square, Room 505, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10319-57)

International Steel & Metal Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1957, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, both of the Town of Mount Royal, and John Ciaccia, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de machines-outils ferronnerie, ustensiles de cuisine, serrures, cabinets classeurs, fer, acierie et métallurgie, sous le nom de "International Steel & Metal Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 705 ouest rue Craig, chambre 31, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le ternte janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10403-57)

Jack Lehman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentse, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Jack Lehman, administrateur, Arthur Yanofsky, avocat, tous deux de St-Laurent, Nelson Lehman, marchand, de Montréal et Daniel Lazare, étudiant en droit, de Westmount, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements de toutes sortes, lainages, doublures et soieries, sous le nom de "Jack Lehman Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10261-57)

J. Brissette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1957, constituant en corporation: J.-Guy Brissette, notaire, de Saint-Laurent, L.-Jacques Brissette, ingénieur professionnel, et Jehan Perdriau, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de synstèmes de chauffage, de ventilation et de réfrigération, sous le nom de "J. Brissette Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1002, De Fleurimont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10374-57)

La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Jacques Dionne, Claude-R. Vallerand,

To manufacture and deal in machine tools, hardware, kitchenware, lockers, filing cabinets, iron, steel and metal works, under the name of "International Steel & Metal Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 705, Craig Street, West, Room 31, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10403-57)

Jack Lehman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Jack Lehman, executive, Arthur Yanofsky, advocate, both of St. Laurent, Nelson Lehman, merchant, of Montreal, and Daniel Lazare, law student, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of all kinds, woollens, linings and silks, under the name of "Jack Lehman Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10261-57)

J. Brissette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1957, incorporating: J. Guy Brissette, notary, of Saint Laurent, L. Jacques Brissette, professional engineer, and Jehan Perdriau, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in heating, ventilation and refrigeration systems, under the name of "J. Brissette Limitée" with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1002 De Fleurimont, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10374-57)

La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Jacques Dionne, Claude R. Vallerand and Pierre

et Pierre Bernier, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits alimentaires, ainsi que de toutes les matières brutes qui servent à leur fabrication, de même que des produits qui en sont faits ou semblabes, sous le nom de "La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc.", avec un capital total de $90.000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10497-57)

La Société Industrielle de Matane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1957, constituant en corporation: Herménégilde Gagnon, industriel, Elisa Dionne Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Herménégilde Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean Gagnon, comptable, tous de Matane, pour les objets suivants:

Exploiter des forêts et des carrières; exercer l'industrie et le commerce du bois et de ses sous-produits; exercer le commerce du transport; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et plombiers, sous le nom de "La Société Industrielle de Matane Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10523-57)

Le Domaine Notre-Dame Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Masson, chimiste, Jean-Claude Bédard, commis de bureau, et René Bédard, serre-frein, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs et de villégiature, sous le nom de "Le Domaine Notre-Dame Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 13601-56)

Le Salon de la Jeunesse Inc.
Youth Exhibition Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Bernier, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry and operate a business dealing in alimentary products, as well as in all raw matters used to manufacture same, also products derived from these or similar matters, under the name of "La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc.", with a total capital stock of $90,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10497-57)

La Société Industrielle de Matane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1957, incorporating: Herménégilde Gagnon, industrial, Eliza Dionne Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Herménégilde Gagnon, and duly authorized by him for the purposes therein, and Jean Gagnon, accountant, all of Matane, for the following purposes:

Logging and quarrying operations; to carry on the business of and deal in lumber and the by-products thereof; deal in transportation; carry on business as general building and plumbing contractors, under the name of "La Société Industrielle de Matane Inc.", with a total capital of $100,000, divided into 750 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10523-57)

Le Domaine Notre-Dame Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Masson, chemist, Jean-Claude Bédard, office clerk, and René Bédard, brakeman, all three of Quebec, for the following purposes:

To establish a recreational and summer resort center, under the name of "Le Domaine Notre-Dame Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of Quebec.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13601-56)

Le Salon de la Jeunesse Inc.
Youth Exhibition Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1957, constituant en corporation: Alphonse Barbeau, d'Outremont, Adrien Meunier et Émile Boucher, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être et l'éducation de la jeunesse, par des manifestations, des expositions, des activités sociales, artistiques, intellectuelles ou physiques, sous le nom de "Le Salon de la Jeunesse Inc.— Youth Exhibition Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10142-57)

Les Entreprises Renald Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Renald Beaudry, Joseph Beaudry, tous deux industriels, et Luce Lafontaine, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers et restaurateurs, sous le nom de "Les Entreprises Renald Limitée", avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10027-57)

Les Minéraux Laurentiens Limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre janvier 1957, constituant en corporation: Uldéric Kelley, entrepreneur, d'Orsainville, Gilles Beaudouin, marchand en gros, et Jacques Beaudoin, négociant, tous deux de Saint-Joseph de Beauce, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Les Minéraux Laurentiens Limitée" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 14069-56)

Levasseur Électrique Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February 1957, incorporating: Alphonse Barbeau, of Outremont, Adrien Meunier and Émile Boucher, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To further the welfare and education of young folks, by demonstrations, exhibitions, social, artistic, intellectual or physical activities, under the name of "Le Salon de la Jeunesse Inc.— Youth Exhibition Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10142-57)

Les Entreprises Renald Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Renald Beaudry, Joseph Beaudry, both industrialists, and Luce Lafontaine, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, innkeepers, tavern-keepers, and restaurant-keepers, under the name of "Les Entreprises Renald Limitée", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal value and into 750 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10027-57)

Les Minéraux Laurentiens Limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-fourth day of January, 1957, incorporating: Uldéric Kelley, contractor, of Orsainville, Gilles Beaudoin, wholesale merchant, and Jacques Beaudoin, dealer, both of Saint-Joseph de Beauce, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name "Les Minéraux Laurentiens Limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Saint-Joseph, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14069-56)

Levasseur Électrique Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation: Donat Demers, Gilles Demers, notaires, et Raymond Lacroix, étudiant, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de "Levasseur Électrique Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10558-57)

Linfield Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1957, constituant en corporation: Maurice Mercure, avocat, de Ville Mont-Royal, Luce Lafontaine, secrétaire, de Montréal, et Jean-Louis Handfield, aubergiste, de Laprairie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers, restaurateurs et propriétaires de logements et de théâtres, sous le le nom de "Linfield Limitée", avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10514-57)

Longview Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1957, constituant en corporation: Joseph Samuel Caplan, Harold Lande, tous deux de Montréal, et Nathan Abraham Levitsky, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents d'immeubles et courtiers d'assurances, sous le nom de "Longview Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10491-57)

Lora Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Kalman Weissglas, Emanuel Weissglas, tous deux

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, incorporating: Donat Demers, Gilles Demers, notaries, and Raymond Lacroix, student, all of Quebec, for the following purposes:

To operate as electricians; to carry on the business and deal in electrical and electronic accessories and apparatus, under the name of "Levasseur Électrique Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Kenogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10558-57)

Linfield Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1957, incorporating: Maurice Mercure, advocate, of the town of Mount-Royal, Luce Lafontaine, secretary, of Montreal, and Jean-Louis Handfield, inn-keeper, of Laprairie, for the following purposes:

To carry on as hotel-keepers, inn-keepers, tavern-keepers, restaurant-keepers and tenement owners and theatre owners, under the name of "Linfield Limitée", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal value and into 750 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10514-57)

Longview Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1957, incorporating: Joseph Samuel Caplan, Harold Lande, both of Montreal, and Nathan Abraham Levitsky, of the town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and insurance brokers, under the name of "Longview Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10491-57)

Lora Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Kalman Weissglas, Emanuel Weissglas, both merchants,

marchands, Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Louis Freedman, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bonneterie pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Lora Hosiery Mills Ltd.", avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10468-57)

Magic Creamery Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze février 1957, constituant en corporation: René Patenaude, industriel, Robert Leblanc, commis, et Claude Leblanc, voyageur, tous de Magog, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du lait, de ses produits et sous-produits; faire affaires comme fermiers et bouchers, sous le nom de "Magic Creamery Products Limited", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10402-57)

Metro 5c — $1.00 Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Joseph Achtman, marchand, Netty Mol, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Daniel Lazare, étudiant en droit, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour hommes, femmes et enfants, meubles, bijouterie, marchandises de sport, textiles et menus articles de toutes sortes, sous le nom de "Metro 5c — $1.00 Stores Inc." avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10222-57)

Motel Fontaine Bleue, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze février 1957, constituant en corporation: Wilfrid-D. St-Cyr, entrepreneur en plomberie et en chauffage, Louis-Philippe St-Cyr,

Sadie Gersovitz, secretary, spinster, all three of Montreal, and Louis Freedman, advocate and Queen's Counsel, of the town of Cote St. Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in hosiery for men, women and children, under the name of "Lora Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10468-57)

Magic Creamery Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1957, incorporating: René Patenaude, industrial, Robert Leblanc, clerk, and Claude Leblanc, traveller, all of Magog, for the following purposes:

To deal in milk and the products and by-products thereof; to carry on business as farmers and butchers, under the name of "Magic Creamery Products Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10402-57)

Metro 5c — $1.00 Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Joseph Achtman, merchant, Netty Mol, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Daniel Lazare, law student, of Westmount, for the following purposes:

To deal in men's, ladies' and children's wearing apparel, furniture, jewellery, sporting goods, textiles and smallwares of all kinds, under the name of "Metro 5c — $1.00 Stores Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10222-57)

Motel Fontaine Bleue, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February 1957, incorporating: Wilfrid D. St-Cyr, heating and plumbing contractors, Louis Philippe St-Cyr, foreman, Ghislaine Beaulieu

contremaître, et Ghislaine Beaulieu St-Cyr, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis-Philippe St-Cyr, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter des motels et restaurants, sous le nom de "Motel Fontaine Bleue, Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à avenue Laurier, Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 14150-56)

N. P. Goodhue Petroleum Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Max-Henri Gagnon, notaire, Raymond Galarneau, comptable agréé, tous ceux de Montréal, et Lucien St-Onge, comptable, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'huile à chauffage; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "N. P. Goodhue Petroleum Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hudson, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 14164-56)

Numix Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: André Gervais, comptable agréé, de Ville Mont Royal, André Ducharme, avocat, de Pont Viau et Thomas Ducharme, jr., notaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Préparer et faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Numix Products Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à 8225 chemin Royden, ville Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10478-57)

Omaf Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Manuel Shacter, avocat, de Dorval, Leo Rosentzveig, avocat, Stanley Taviss, étudiant et Bertha Mendelson, St-Cyr, housewife, wife contractually separate as to property of Louis Philippe St-Cyr, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Hull, for the following purposes:

To operate motels and restaurants, under the name of "Motel Fontaine Bleue, Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laurier Avenue, Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14150-56)

N. P. Goodhue Petroleum Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Max-Henri Gagnon, notary, Raymond Galarneau, chartered accountant, both of Montreal, and Lucien St-Onge, accountant, of Verdun, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fuel oil, to operate as garage-keepers, under the name of "N. P. Goodhue Petroleum Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 preferred shares of a par value of $100 each and into 15,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Hudson, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14164-56)

Numix Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: André Gervais, chartered accountant, of the town of Mount Royal, André Ducharme, lawyer, of Pont Viau, and Thomas Ducharme, jr., notary, of Montreal, for the following purposes:

Preparation and sale of food products, under the name of "Numix Products Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at 8225, Royden Road, town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10478-57)

Omaf Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Manuel Shacter, advocate, of Dorval, Leo Rosentzveig, advocate, Stanley Taviss, student, and Bertha Mendelson, secretary,

secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de portefeuille et de placements, sous le nom de "Omaf Realties Ltd.", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10569-57)

Parent Carrières & Pavages Inc.
Parent Quarries & Paving Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1957, constituant en corporation: Jules Dupré, avocat, C.R., d'Outremont, Raymond Lette, avocat, de la ville de Hampstead, Hélène Gélinas, fille majeure, René Cousineau, Léo Marcotte, Louis Vaillancourt, tous quatre avocats, Gertrude McFarland, Jacqueline Landry, toutes deux secrétaires, filles majeures et Paul Parent, industriel, tous sept de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme maître-carriers, préposés au pavage, marchands de granit et pierre, constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Parent Carrières & Pavages Inc.— Parent Quarries & Paving Inc.", avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10462-57)

Personnel Research Associates Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: William Tetley, Kenneth Arnold Frank Gates, tous deux avocats, de ville Mont Royal et Claire LeBlanc, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à établir, expérimenter, estimer, sélectionner, embaucher et coordonner les membres de personnels, sous le nom de "Personnel Research Associates Limited", avec un capital total de $10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 660 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10351-57)

Pratt Hardware & Lumber (St. Jérôme) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, holding and investment company, under the name of "Omaf Realties Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10569-57)

Parent Carrières & Pavages Inc.
Parent Quarries & Paving Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1957, incorporating: Jules Dupré, lawyer, q.c., of Outremont, Raymond Lette, lawyer, of the town of Hampstead, Hélène Gélinas, spinster of age, René Cousineau, Léo Marcotte, Louis Vaillancourt, all four lawyers, Gertrude McFarland, Jacqueline Landry, both secretaries, spinsters of age, and Paul Parent, industrial, all seven of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as quarry masters, pavers, granite and stone merchants, builders and contractors, under the name of "Parent Carrières & Pavages Inc.— Parent Quarries & Paving Inc.", with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10462-57)

Personnel Research Associates Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: William Tetley, Kenneth Arnold Frank Gates, both advocates, of the town of Mount Royal, and Claire LeBlanc, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of locating, testing, evaluating, selecting, employing and placing personnel, under the name of "Personnel Research Associates Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and into 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 660, St. Catherine St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10351-57)

Pratt Hardware & Lumber (St. Jérôme) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs et plombiers; fabriquer et faire le commerce de quincaillerie, accessoires électriques, de construction, pour exploitation minière, bucherons et navires, machinerie et outillage de toutes sortes, sous le nom de "Pratt Hardware & Lumber (St. Jérôme) Ltd.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, both advocates, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders and plumbers; to manufacture and deal in hardware, electrical, building, mining, lumbermen's and ship supplies, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Pratt Hardware & Lumber (St. Jérôme) Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10534-57)

Romaine Electric Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Gilles de Billy, Claude Gagnon, tous deux avocats et conseils en loi, de la Reine, de Sillery, Denise Demers, de Québec, Claire Miquelon, de Beauport et Claire Kennedy, de Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'électricité et de courant électrique dans le but de fournir de la chaleur, de la lumière et de l'énergie; transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Romaine Electric Company", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1625 route Marie Victorin, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(A.G. 10534-57)

Romaine Electric Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Gilles de Billy, Claude Gagnon, both advocates and Queen's Counsel, of Sillery, Denise Demers, of Quebec, Claire Miquelon, of Beauport, and Claire Kennedy, of Sillery, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in electricity and electric current for heat, light and power; to carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Romaine Electric Company", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1625, Route Marie Victorin, Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10743-57)

Salaberry Mining Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1957, constituant en corporation: Léo Davignon, Florent Bélair, tous deux comptables, Claire Groulx, Jeannette Brodeur et Jacqueline Davignon, toutes trois secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Salaberry Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au délà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

(A.G. 10743-57)

Salaberry Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1957, incorporating: Léo Davignon, Florent Bélair, both accountants, Claire Groulx, Jeannette Brodeur and Jacqueline Davignon, all three secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Salaberry Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

(P.G. 14049-56)

Service des Loisirs Saint-Charles

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: René Soucy, épicier, Mme Henri St-Germain, ménagère, épouse commune en biens de Henri St-Germain, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Wilfrid Marcil, chauffeur, Louise Renaud, commis, et Honoré Legault, gardien CNR, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer des loisirs à la population de la paroisse Saint-Charles de Montréal, par l'établissement d'une centre récréatif et culturel et de terrains de jeux, sous le nom de "Service des Loisirs Saint-Charles".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10166-57)

Teknika Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1957, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, tous deux avocats, C.R., et Julien Chouinard, avocat, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, acier, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, textiles, verre et leurs sous-produits, de minéraux, produits chimiques, instruments de précision ou scientifiques; faire affaires comme entrepreneurs généraux en électricité et en construction, sous le nom de "Teknika Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10287-57)

The English Province of Holy Cross

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Arnold E. Toner, Paul

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14049-56)

Service des Loisirs Saint-Charles

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: René Soucy grocer, Mrs. Henri St-Germain, housewife, wife common as to property of Henri St-Germain, and duly authorized by him for the purposes therein, Wilfrid Marcil, chauffeur, Louise Renaud, clerk, and Honoré Legault, C.N.R. watchman, all of Montreal, for the following purposes:

Provide recreational activities for the population of the parish of Saint Charles of Montreal, by means of recreational and cultural centre and play-grounds, under the name of "Service des Loisirs Saint-Charles".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10166-57)

Teknika Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1957, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, both advocates, Q.C., and Julien Chouinard, advocate, all of Quebec, for the following purposes:

To operate an industry and carry on a business dealing in articles and merchandise made in whole or in part of leather, rubber, steel, metal, metalloïd, wood, paper, nylon, plastic, textiles, glass and their by-products, of minerals, chemical products, precision or scientific instruments; to carry on business as general contractors in electricity and in construction, under the name of "Teknika Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 800 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10287-57)

The English Province of Holy Cross

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Arnold E.

Kingston et William Belyea, tous trois prêtres, de Montréal, pour les objets suivants:

La religion, l'enseignement, l'instruction et la charité; acquérir, établir, posséder, entretenir, administrer et diriger des maisons religieuses, séminaires, noviciats, scolasticats, collèges, écoles, maisons de convalescence, hospices, maisons de retraite, églises, chapelles, cimetières, presbytères, centres récréatifs, bibliothèques, auberges et terrains de jeux, sous le nom de "The English Province of Holy Cross".

Le montant auquel est limité le revenu annuel provenant des biens immobiliers est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10469-57)

The Mont Tremblant Lodge Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Mary R. Johnson Ryan, veuve de Joseph B. Ryan, préposée à la mise en valeur d'immeubles, Wolcoots W. Robinson, consultant en publicité, tous deux de-la municipalité de Mont Tremblant, et Jean Casgrain, avocat et conseil en loi de la Reine, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, organiser, diriger et administrer un club champêtre et social pour le bien-être et l'agrément des membres du "The Mont Tremblant Lodge Club" et leurs amis, sous le nom de "The Mont Tremblant Lodge Club".

Le montant auquel est limité le revenu annuel provenant des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera dans la municipalité de Mont Tremblant, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44627 P. FRENETTE.

(P.G. 10183-57)

Tremblay & Frères Meubles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Gonzague Tremblay, Gaston Tremblay et Rosaire Tremblay, tous trois menuisiers, de Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce demeubles, portes, fenêtres et châssis, d'appareils de réfrigération et de chauffage, d'appareils et accessoires électriques, de matériaux de construction, de machineries et outillages de toutes sortes, d'articles en bois, métal, verre ou plastique, de munitions, vivres, vêtements et marchandises sèches, sous le nom de "Tremblay & Frères Meubles Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Moulin, district judiciaire de Chicoutimi.

Toner, Paul Kingston and William Belyea, all three priests, of Montreal, for the following purposes:

Religion, teaching, education and charity; to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage religious houses, seminaries, noviciates, scholasticates, colleges, schools, rest houses, hospices, retreat houses, churches, chapels cemeteries, presbyteries, recreational centers, librairies, public houses and playgrounds, under the name of "The English Province of Holy Cross".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10469-57)

The Mont Tremblant Lodge Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Mary R. Johnson Ryan, widow of Joseph B. Ryan, real estate developer, Wolcoot W. Robinson, advertising consultant, both of the municipality of Mont Tremblant, and Jean Casgrain, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, for the following purposes:

To establish, organize, conduct and manage a country and social club for the welfare and convenience of the members of The Mont Tremblant Lodge Club and their friends, under the name of "The Mont Tremblant Lodge Club."

The amount to which the annual revenue from property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be in the municipality of Mont Tremblant, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44627-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10183-57)

Tremblay & Frères Meubles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Gonzague Tremblay, Gaston Tremblay and Rosaire Tremblay, all three joiners, of Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To carry on an industry of and to deal in furniture, doors, windows and widow frames, refrigeration and heating apparatus, electrical accessories and apparatus, building material, machinery and equipment of all kinds, articles in wood, metal, glass or plastic, munitions, foodstuffs, clothing and frygoods, under the name of "Tremblay & Frères Meubles Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Moulin, judicial district of Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10522-57)

W. J. Bell Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1957, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus et Isidore Reuben Prazoff, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de rouliers, sous le nom de "W. J. Bell Limited", avec un capital total de $49,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 240 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10522-57)

W. J. Bell Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1957, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus and Isidore Reuben Prazoff, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as carriers, under the name of "W. J. Bell Limited", with a total capital stock of $49,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 240 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44627-o Acting Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 122 du 29 février 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 313 du 27 mars 1957, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1957 au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 122, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 122 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans le métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 122 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués, les noms, prénoms, adresses de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Buildings Trades Joint Committee of the Eastern Townships District formed, under decree No. 122, of February 29, 1956, has been authorize by a by-law approved by Order in Council No. 313, of March 27, 1957, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1st, 1957, to March 31st, 1958; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 122, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree No. 122, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established for a journeyman employee of their trade.

c) The employees governed by the decree No. 122, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be mentioned: the name and address of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected during

perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le 5 de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan ou le salarié, suivant le cas au Comité paritaire, à son siège social, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au Comité paritaire, à son siège social, à la même date que celle ou ledit employeur professionnel doit payer au Comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaore. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DES CANTONS DE L'EST

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$43,500.00
Salariés	45,500.00
Artisans	1,300.00
Location de bureau	1,000.00
Bureau des examinateurs	2,500.00
Recettes diverses	1,200.00
	$95,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Administration et inspection	$38,000.00
Frais de déplacement	8,000.00
Remboursement sur emprunt	2,000.00
Intérêt sur emprunt	1,000.00
Jetons de présence	1,500.00
Poste et téléphone	1,000.00
Frais légaux	1,500.00
Vérification	150.00
Échange de banque	400.00
Impression et papeterie	1,800.00
Ameublement divers	500.00
Frais de déplacement des délégués	1,200.00
Bureau des examinateurs	3,500.00
Assurance-chômage	350.00
Entretien des machines	4,000.00
Centre consultatif	350.00

the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employers shall have the reports made out and sent to the Parity Committee no later than the 5th day of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable on the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month, and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, at the office of the Parity Committee, without notice from the Committee.

The professional employer must collect, at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from their wages and the amounts so deducted are payable, without notice from the Committee, at the office of the Parity Committee, no later than the day set for the payment of the professional employer's own assessments to the Parity Committee.

The report of the professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the period between April 1st, 1957, and March 31st, 1958.

THE BUILDING TRADES JOINT CIOMMTTEE OF THE EASTERN TOWNSHIAS DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1st, 1957, and March 31st, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$43,500.00
Employees	45,500.00
Artisans	1,300.00
Rentals	1,000.00
Board of examiners	2,500.00
Various receipts	1,200.00
	$95,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Administration and inspection	$38,000.00
Travelling expenses	8,000.00
Loan reimbursement	2,000.00
Interest on loan	1,000.00
Meeting expenses	1,500.00
Postage and telephone	1,000.00
Legal fees	1,500.00
Audtion	150.00
Bank exchange	400.00
Printing and stationery	1,800.00
Various equipment	500.00
Representatives' travelling expenses	1,200.00
Board of examiners	3,500.00
Unemployment insurance	350.00
Machines upkeep	4,000.00
Information service	350.00

Chauffage, électricité, ass., taxes etc..	2,000.00
Plan de pension	4,500.00
Commission du Salaire minimum	750.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage	20,000.00
Divers	2,500.00
	$95,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 avril 1957. 44628-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'industrie de la chemise de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 1284 du 15 novembre 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 313 du 27 mars 1957, section "C", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les condition ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1957 au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1284 et amendements, doivent verser à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1284 et amendements, doivent verser à la Comission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1284 et amendements doivent verser à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ladite Commission. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir à la Commission à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom de la Commission le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables à la Commission conjointe par ses salariés. La Commission a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

Heating, electricity, insurance, taxes, etc.	2,000.00
Pension plan	4,500.00
Minimum Wage Commission	750.00
Subvention to the Apprenticeship Commission	20,000.00
Miscellaneous	2,500.00
	$95,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April, 6 1957. 44628-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec, formed under decree number 1284 of November 15, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 313 of March 27, 1957, part "C" to levy assessments upon the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1, 1957, to March 31, 1958; the levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1284 as amended, shall pay to the Joint Committee for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Commission shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Commission every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Commission, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and those of his employees. The Commission is empowered to demand sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

LA COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA CHEMISE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
Siège social: Montréal

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$31,500.00
Salariés	31,500.00
Divers	500.00
	$63,500.00
Déboursés:	
Salaires:	
Administration	$18,000.00
Inspecteurs	13,500.00
Loyer et taxes	4,300.00
Timbres et frais postaux	850.00
Téléphone	900.00
Impressions et fournitures de bureau	2,500.00
Éclairage	150.00
Dépenses de voyage des inspecteurs	6,500.00
Frais légaux	4,500.00
Frais de vérification	800.00
Assurances	750.00
Frais de dé placement — Assemblées	2,000.00
	$54,750.00
Surplus	8,750.00
	$63,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 avril 1957. 44628-o

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five (5) days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec for the period between April 1, 1957, and March 31, 1958.

THE JOINT COMMISSION FOR THE SHIRT INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC
Head office: Montreal.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1957 and March 31, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$31,500.00
Employees	31,500.00
Miscellaneous	500.00
	$63,500.00
Disbursements:	
Salaries:	
Administration	$18,000.00
Inspectors	13,500.00
Rent and taxes	4,300.00
Postage	850.00
Telephone	900.00
Printing and office equipment	2,500.00
Lighting	150.00
Travelling expenses of inspectors	6,500.00
Legal fees	4,500.00
Auditors	800.00
Insurance	750.00
Transportation for meetings	2,000.00
	$54,750.00
Surplus	8,750.00
	$63,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 6, 1957. 44628-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, établi en exécution du décret numéro 299 du 5 avril 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 313 du 27 mars 1957, (section "B"), le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q.,

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 299 of April 5th, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 313 of March 27, 1957, (part "B"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 14 avril 1957 au 14 avril 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 299 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% des salaires fixes et des pourcentages, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 299 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit $1.21 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 299 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% de leur salaire fixe, pourcentage, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'Industrie de la Peinture, pour la période comprise entre le 14 avril 1957 et le 14 avril 1958.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA PEINTURE
3600 rue Barclay, Ch. 400, Montréal

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 14 avril 1957 et le 14 avril 1958.

—

Recettes:

Cotisations (1/10 de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,000.00
Salariés	3,000.00
	$6,000.00

Déboursés:

Services du Comité Conjoint des Ma-

Quebec, 1941 chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Levy*

The period of levy shall extend from April 14, 1957 to April 14th, 1958; it shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree No. 299, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree No. 299 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of the wages fixed for the least remunerated journeyman, i.e. $1.21 per hour (minimum rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the said decree No. 299 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports made and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of every week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Paint Industry for the period between April 14, 1957 and April 14, 1958.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAINT INDUSTRY
3600 Barclay Street, Room 400, Montreal.

—

Estimate of receipts and disbursements for the period comprised between April 14th, 1957 and April 14th, 1958.

—

Receipts:

Levies (1/10 of 1%):	
Professional employers	$3,000.00
Employees	3,000.00
	$6,000.00

Disbursements:

Services from the Building Materials

tériaux de construction (12 mois à $250.00 par mois)	$3,000.00
Frais judiciaires et professionnels	500.00
Dépenses des membres y compris les jetons de présence	1,900,00
Impressions et papeterie	150.00
Divers	450.00
	$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 avril 1957. 44628-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
L'Association patronale des détaillants de gazoline et garagistes des comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain, Laviolette Inc.;

Et, D'AUTRE PART:
L'Association syndicale des employés de postes d'essence et de garages des comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain, Laviolette Inc.;
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions: a*) Le terme "employeur professionnel" désigne un employeur qui habituellement a à son emploi des salariés pour le genre de travail qui fait l'objet du décret.

b) Le terme "employeur" comprend tout individu, société ou corporation qui contracte un louage d'ouvrage régi par le décret.

c) Le terme "salarié" comprend tout apprenti, manœuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis, caissier et employé qui exécute individuellement, en équipe ou en société, du travail régi par le décret; et toute personne travaillant, à salaire ou à commission, pour le compte d'un employeur professionnel ou d'un employeur régi par le décret.

d) Le mot "compagnon" désigne tout ouvrier qui a terminé l'apprentissage de l'un des métiers régis par le décret et possède la compétence requise pour le pratiquer.

e) Le terme "apprenti" comprend tout ouvrier ou personne qui apprend un des métiers régis par le décret.

f) Le terme "débit d'essence" comprend tout endroit fixe ou mobile où l'on vend au détail de l'essence ou autre carburant ou des lubrifiants pour l'usage des véhicules automobiles.

g) Le terme "distributeur d'essence" comprend toute personne, société ou corporation, qui exploite à titre de locataire ou de propriétaire un débit d'essence ou une station de service.

h) Le terme "homme de service" comprend tout salarié qui pour le compte d'un employeur professionnel régi par le décret, conduit des automobiles, vend de la gazoline, lave des automobiles manuellement ou mécaniquement, fait le nettoyage de l'établissement, change les pneus

Joint Committee (12 months at $250.00 per month)	$3,000.00
Legal and professional expenses	500.00
Representatives' expenses including attendance fees	1,900.00
Printing and Stationery	150.00
Sundry expenses	450.00
	$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deguty Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 6, 1957. 44628-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
L'Association patronale des détaillants de gazoline et garagistes des comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain, Laviolette Inc.;

And, ON THE OTHER PART:
L'Association syndicale des employés de postes d'essence et de garages des comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain, Laviolette Inc.;
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions: a*) The term "professional employer" designates an employer who usually has in his employ wage earners for the execution of the kind of work regulated by the decree.

b) The term "employer" comprises any individual, partnership or corporation contracting an hiring of work regulated by the decree.

c) The term "wage earner" comprises any apprentice, labourer or non-qualified worker, qualified worker or journeyman, artisan, clerk, cashier and employee who performs individually, in shift or in partnership, any work governed by the decree, and any person paid on a wage or, commission basis and working for the account of an employer or professional employer governed by the decree.

d) The term "journeyman" means any workman who has completed his apprenticeship and is qualified in anyone of the trades governed by the decree.

e) The term "apprentice" comprises any workman or person learning one of the trades governed by the decree.

f) The term "gasoline station" means any place, stationary or moveable, where motor vehicle gasoline, fuel and lubricants are sold in retail.

g) The term "dealer" comprises any person, partnership or corporation, who, either as owner or tenant, operates alone or in partnership a gasoline or service station.

h) The term "service man" comprises any employee who, for the account of a professional employer governed by the decree, drives motor vehicles, sells gasoline, washes automobiles (by hand or with the help of devices), cleans the establishment, changes tires and storage batteries,

ou les accumulateurs, graisse les automobiles ou fait ce qu'on appelle le service de route, ainsi que les menus services d'urgence tel que remplacement de courroies d'éventail, de bougies ou tout autre accessoire d'automobile; l'homme de service ne pourra refuser de faire toutes ces opérations à la demande du patron.

i) Le terme "station de service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés ou reçoivent ce qu'on appelle communément le service de la route ainsi que les menus services d'urgence.

II. *Juridiction: a*) *Juridiction professionnelle:* Sont assujettis aux dispositions du décret les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des débits d'essence et stations de service situés dans la juridiction territoriale du décret.

b) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale pour les fins d'application du décret comprend les comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette.

III. *Durée du travail: a*) La semaine régulière de travail est de cinquante et une (51) heures. La journée de travail est de huit heures et demie (8½) réparties entre:

7.00 a.m. et 8.00 p.m. la semaine

midi et 6.00 p.m. le dimanche et les jours de fêtes suivants:

Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

b) En dehors de cet horaire, il est interdit aux hommes de services et aux artisans des débits d'essence et stations de service de travailler à la vente, à la distribution et à la manipulation de l'essence et des lubrifiants et de faire tous autres travaux reconnus comme menus services d'urgence.

c) *Exception:* La réparation de l'outillage agricole peut être faite en tout temps durant la saison active.

IV. *Salaires:* Dans tous les établissements définis comme débits d'essence ou stations de service, le salaire horaire minimum sera le suivant:

a) Homme de service	$0.85
b) Apprenti:	
premier semestre	0.50
deuxième semestre	0.55
troisième semestre	0.60
quatrième semestre	0.65

Pour tout travail fait en sus du temps régulier, les salariés de la présente catégorie doivent recevoir, en plus de leur salaire régulier, un supplément égal à 50%, du taux de salaire minimum ici déterminé pour leur classification.

V. *Salaires supérieurs:* Les taux de salaires supérieurs à ceux du décret ne peuvent être diminués. Toute entente plus avantageuse intervenue verbalement ou par écrit entre un employeur ou son représentant et l'un quelconque des salariés régis par le décret est considérée comme faisant partie du décret et ne peut être changée.

Les salaires supérieurs au taux minima fixé par la présente convention ne doivent pas être diminués après son entrée en vigueur.

VI. *Paiement du salaire:* La paie doit se faire hebdomadairement en monnaie ayant cours légal.

VII. *Congé annuel payé: a*) Après un (1) ans de service continu pour son employeur, tout salarié a droit à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept (7) jours comportant au moins six (6) jours ouvrable.

b) Si le salarié n'a pas un (1) an de service continu pour son employeur, il a droit à un congé annuel continu payé d'une durée minimum

greases automobiles or gives what is called a "route service", as well as any small emergency services such as replacing fan belts, spark plugs or any other automobile accessories; the service man shall not refuse to perform any of these operations when the employer so requires.

i) The term "service station" means any place where motor vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated or are given what is commonly called "route service", including minor emergency services.

II. *Jurisdictions: a*) *Professional jurisdiction:* Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, professional employers, artisans and wage-earners in gasoline stations and service stations, located in the territorial jurisdiction of the decree.

b) *Territorial jurisdiction:* For the purposes of the decree, the territorial jurisdiction comprises the counties of Trois-Rivières, St. Maurice, Maskinongé, Champlain and Laviolette.

III. *Duration of work: a*) The regular work week shall consist of fifty-one (51) hours. The work day shall consist of eight and one half hours (8½) distributed as follows:

7.00 a.m. to 8.00 p.m. during the week.

12.00 (noon) to 6.00 p.m. on Sunday and on the following holidays:

New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) Beyond the hours above determined, no service man or artisan in gasoline and service stations shall work at the sale, distribution and handling of gasoline and lubricants or perform any other operation known as minor service operations.

c) *Exception:* Farm equipment may be repaired at any time in the rush season.

IV. *Wages:* In all establishments defined as gasoline or service stations, the following shall be the minimum hourly rates of wages:

a) Service man	$0.85
b) Apprentice:	
1st six months	0.50
2nd six months	0.55
3rd six months	0.60
4th six months	0.65

For all time worked in excess of regular hours, employees of the present category shall receive, in addition to their regular wages, an amount equal to 50% of the minimum rate of wages herein determined for their classification.

V. *Higher wages:* Wages higher than those of the decree shall not be reduced. Any agreement, verbal or in writing, between an employer or his representative and any one of the employees hereby giverned stipulating better working conditions than those of the decree shall be considered as part of the decree and shall not be changed.

Wages higher than the minimum rates determined in the decree shall not be reduced after its coming into force.

VI. *Payment of wages:* Wages shall be paid every week, in legal currency.

VII. *Annual vacation with pay: a*) After one year of continuous service for an employer, every employee is entitled to an annual vacation with pay of at least seven (7) days with a minimum of six (6) working days.

b) When the employee has less than one (1) year of continuous service for his employer, he is entitled to a continuous yearly vacation with

d'autant de demi-jours qu'il y a de mois de calendrier au service de son employeur.

VIII. *Apprentissage:* Dans ce métier, aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de trois (3).

a) Aucun employeur ne peut employer d'apprenti s'il n'a pas de compagnon du même métier à son emploi.

b) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens;

c) Carnet d'apprentissage. Tout apprenti doit s'inscrire au Bureau d'Examinateurs formé par le Comité Paritaire chargé de l'application du présent décret, avant de commencer son apprentissage;

d) Le Bureau d'Examinateurs tient un registre indiquant les nom, prénom, âge et adresse de l'apprenti, la date de l'admission à l'apprentissage, le métier exercé et tous renseignements jugés nécessaires par le Comité paritaire qui l'a formé;

e) Le Bureau d'Examinateurs émet à l'apprenti un carnet d'apprentissage dans lequel est inscrit par chaque employeur la période de travail de l'apprenti sous la signature de cet employeur ou de son représentant autorisé;

f) La durée de l'apprentissage est de trois (3) années pour tous les métiers; chaque année d'apprentissage doit comprendre deux mille (2,000) heures de travail.

g) A l'expiration de sa période d'apprentissage, l'apprenti doit remettre son carnet au Bureau d'Examinateurs et subir son examen pour l'obtention de son certificat de compagnon. En cas d'insuccès à cet examen, le Bureau d'examinateurs doit remettre au candidat son carnet d'apprentissage pour une période indéterminée;

h) Tout apprenti doit aviser le Bureau d'Examinateurs des nom et adresse de son employeur chaque fois et aussitôt qu'il change d'employeur.

IX. *Durée du décret:* Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 21 mars, 1958. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 21 mars de l'année 1958 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 avril 1957. 44628-o

pay of at least as many half-days as he has calendar months of service for his employer.

VIII. *Apprenticeship:* In this trade, no employer may have more than one apprentice to each three (3) journeymen or fraction thereof.

a) No employer may hire an apprentice when he has no journeymen of the same trade in his employ.

b) Apprentices who attended a school operated under the provisions of the Specialized Schools Act shall receive a credit proportionate to the duration of their studies and to the result of their examinations.

c) Apprenticeship booklet. Every apprentice shall register with the Board of Examiners formed by the Parity Committee entrusted with the enforcement of the present decree before beginning his apprenticeship.

d) The Board of Examiners keeps a register giving the name in full and address of every apprentice, the date of admission to apprenticeship, the trade plied and all particulars deemed necessary by the Parity Committee which formed the Board.

e) The Board of Examiners issues in favour of the apprentice an apprenticeship booklet in which is inscribed by each employer the period of work of the apprentice under the signature of such employer or his duly authorized representative.

f) The duration of apprenticeship shall be three (3) years for all trades; each year of apprenticeship shall comprise two thousand (2,000) hours of work.

g) At the expiry of his period of apprenticeship, the apprentice shall give back his booklet to the Board of Examiners and sit for his examination to obtain his certificate as journeyman. In case of failure in this examination, the Board of Examiners shall give the booklet to the candidate for an indefinite period.

h) Every apprentice shall notify the Board of Examiners of the name in full and address of his employer every time and as soon as he changes employers.

IX. *Duration of the decree:* The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective until March 21, 1958. It will then renew itself automatically from year to year unless a notice of termination be served by one party hereto to the other within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day prior to March 21, of the year 1958 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 6, 1957. 44628-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du marbre dans la province de Québec, rendue obligatoire par la section 3 du décret numéro 324

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the marble industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by part 3 of the decree number 324 of March 30,

du 30 mars 1950 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de remplacer certaines dispositions de ladite Section 3 par les suivantes:

SECTION III

1° Le paragraphe "*b*" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"*b*) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de cette section comprend la province de Québec. Pour fins d'application, ladite juridiction est divisée en deux zones comme suit:

Zone I: L'Ile de Montréal et le territoire compris dans un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites.

Zone II: Le reste de la province."

2° L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	*Taux horaires à compter du 1er avril 1957 au 1er avril 1958*	*du 1er avril 1958 au 1er avril 1959*
Tailleur de marbre à la main	$1.96	$2.04
Apprentis tailleurs de marbre:		
1ère année	1.22	1.30
2ème année	1.42	1.50
3ème année	1.58	1.66
4ème année	1.76	1.84
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant	1.90	1.98
Coupeur à la machine avec scie à carborundun ou scie à diamant	1.74	1.82
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant:		
1er semestre	1.22	1.30
2e semestre	1.42	1.50
3e semestre	1.69	1.77
Polisseur à la machine et à la main	1.74	1.82
Apprenti polisseur:		
1er trimestre	1.32	1.40
après trois mois	1.74	1.82
Mouleur de terrazzo	1.90	1.98
Préposé au compresseur	1.74	1.82
Ajusteur de scie	1.74	1.82
Aide et manœuvre	1.22	1.30
Préposé au fonctionnement des scies:		
1er trimestre	1.32	1.40
après trois mois	1.74	1.82
Polisseur de face	1.74	1.82
Polisseur de bouts	1.74	1.82
Préposé aux grues	1.74	1.82
Gardien (par semaine)	48.00	50.00

Les taux de salaires des tailleurs et poseurs de marbre régis par le décret relatif aux métiers de la construction ne doivent pas être réduits lorsque ces salariés sont requis de travailler dans l'atelier temporairement."

3° Le troisième alinéa de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"Tout travail exécuté le Premier de l'An, la St-Jean-Baptiste, le jour de Noël, le Jour d'Action de Grâce, la Confédération, la Fête du Travail,

1950 and amendments, relating to the building materials industry in the province of Quebec, have submitted to him a petition to replace some of the provisions of said part 3 by the following:

PART III

1. Subsection "*b*" of section I will be replaced by the following:

"*b*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this part comprises the entire Province of Quebec. For the purposes of enforcement, the said jurisdiction is divided into two zones as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the territory included in a radius of twenty-five (25) miles from its limits.

Zone II: The remainder of the Province.

2. Section II will be replaced by the following:

"II. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates shall be the following for each one of the trades hereunder mentioned:

Trades:	*Wage rates per hour from April 1, 1957 to April 1, 1958*	*April 1, 1958 to April 1, 1959*
Hand cutter	$1.96	$2.04
Apprentice marble cutter:		
1st year	1.22	1.30
2nd year	1.42	1.50
3rd year	1.58	1.66
4th year	1.76	1.84
Carborundum machine operator (or diamond)	1.90	1.98
Machine cutter with carborundum saw or diamond saw	1.74	1.82
Apprentice carborundum machine operator (or diamond):		
1st six months	1.22	1.30
2nd six months	1.42	1.50
3rd six months	1.69	1.77
Hand and machine polisher	1.74	1.82
1st three months	1.32	1.40
After three months	1.74	1.82
Terrazzo caster	1.90	1.98
Compressorman	1.74	1.82
Saw setter of frame	1.74	1.82
Helper and labourer	1.22	1.30
Sawyerman on gang saws of frame:		
1st three months	1.32	1.40
After three months	1.74	1.82
Bed rubber face	1.74	1.82
Bed rubber end	1.74	1.82
Craneman	1.74	1.82
Watchman (per week)	48.00	50.00

Wage rates of marble cutters and setters governed by the decree relating to the construction trades shall not be reduced when such employees have to work temporarily in the shop."

3. The third paragraph of section IV will be replaced by the following:

"Work done on New Year's Day, St. John the Baptist Day, Christmas, Thanksgiving Day, Confederation, Labour Day, Good Friday and

le Vendredi Saint, les samedis après-midis et les dimanches, doit être rémunéré à raison de salaire double."

4° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. Taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers suivants:

	Taux horaires à compter du 1er avril 1957 au 1er avril 1958	*du 1er avril 1958 au 1er avril 1959*
Tailleur de marbre à la main	$1.65	$1.75
Apprenti tailleur de marbres:		
1ère année	1.10	1.20
2ème année	1.22	1.32
3ème année	1.35	1.45
4ème année	1.50	1.60
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum	1.35	1.45
Apprenti préposé-au fonctionnement des machines à carborundum:		
1er semestre	1.10	1.20
2ème semestre	1.18	1.28
3ème semestre	1.28	1.38
Polisseur à la main et à la machine	1.30	1.40
Apprenti polisseur:		
1er trimestre	1.10	1.20
Après 3 mois	1.30	1.40
Préposé au compresseur	1.30	1.40
Ajusteur de scies	1.25	1.35
Aide et manœuvre	1.15	1.25
Préposé au fonctionnement des scies:		
1er trimestre	1.00	1.10
Après 3 mois	1.25	1.35
Polisseur de face	1.30	1.40
Polisseur de bouts	1.30	1.40
Préposé aux grues	1.30	1.40
Carriers:		
Opérateur de foreuse	1.10	1.20
Préposé au dalot	1.10	1.20
Aide	1.00	1.10
Manœuvre (atelier de concassage)	1.15	1.25
Gardien (par semaine)	47.00	49.00

5° L'article XII sera remplacé par le suivant:

"XII. *Fêtes chomées:* Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, le Jour de Noël, la Fête du Travail, le jour d'Action de Grâce, les Samedis après-midi et les dimanches doit être rémunéré à raison de salaire double."

6° L'article XVI sera remplacé par le suivant:

"XVI. Nonobstant toutes autres dispositions, la présente section entre en vigueur à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté en conseil le rendant obligatoire et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1959."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 avril 1957. 44628-o

Saturday afternoons and Sundays shall be paid at double time."

4. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Wage rates:* The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

Trades:	*Wage rates per hour from April 1, 1957 to April 1, 1958*	*April 1, 1958 to April 1, 1959*
Hand cutter	$1.65	$1.75
Apprentice marble cutter:		
1st year	1.10	1.20
2nd year	1.22	1.32
3rd year	1.35	1.45
4th year	1.50	1.60
Carborundum machine operator	1.35	1.45
Apprentice carborundum machine operator:		
1st six months	1.10	1.20
2nd six months	1.18	1.28
3rd six months	1.28	1.38
Hand and machine polisher	1.30	1.40
Apprentice polisher:		
1st three months	1.10	1.20
After three months	1.30	1.40
Compressorman	1.30	1.40
Saw setter	1.25	1.35
Helper and labourer	1.15	1.25
Sawyerman on gang saws:		
First three months	1.00	1.10
After three months	1.25	1.35
Bed rubbers face	1.30	1.40
Bed rubber end	1.30	1.40
Craneman	1.30	1.40
Quarrymen:		
Drill runner	1.10	1.20
Channel runner	1.10	1.20
Helper	1.00	1.10
Labourer (crusher plant)	1.15	1.25
Watchman (per week)	47.00	49.00

5. Section XII will be replaced by the following:

"XII. *Holiday:* Work done on the first of January, Good Friday, St. John Baptist Day, Confederation Day, Christmans, Labour Day, Thanksgiving Day, Saturday after-noon and Sundays shall be paid at double rate."

6. Section XVI will be replaced by the following:

"XVI. Notwithstanding any other clause of the decree, the present part shall become effective as from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council rendering same obligatory and remain in force until March 31st, 1959."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 6, 1957. 44628-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile du comté de Drummond, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 313 du 27 mars 1957, (section "D") et ajoutés à la constitution et aux règlements dudit Comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 214 du 7 mars 1957 (section "A".)

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

Tenue du registre: Conformément au paragraphe "*g*" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 102 du 31 janvier 1957, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Rapport mensuel: Conformément au paragraphe "*h*" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 102 du 31 janvier 1957, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Certificat de qualification: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 102 du 31 janvier 1957 pour tous les salariés assujettis audit décret.

Le Comité paritaire crée au bureau d'examinateurs composé d'au plus de 4 membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats, le quorum du bureau d'examinateurs est de deux membres, dont l'un est patronal et l'autre syndical.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraire une somme n'excédant pas $2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et $1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 avril 1957. 44629-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County, have been approved by Order in Council No. 313 of March 27, 1957, (part "D") and added to the constitution and by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council No 214 of March 7, 1957, part "A".

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

Keeping of a register: Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 102 of January 31, 1957, the keeping of a register indicating the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention the mode and period of payment, as well as all other particulars deemed useful to the proper enforcement of the decree.

Monthly report: Pursuant to subsection "*h*" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree No. 102 of January 31, 1957, to submit to it as monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, giving the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms on which the report is to be made.

Certificate of competency: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the whole territorial jurisdiction of decree number 102 of January 31, 1957, for all employeers subject to the said decree.

The Parity Committee forms a Board of Examiners of not more than four (4) members to determine the competency of workers and issue the said certificates. Two (2) members (1 employers' and 1 employees' representatives) of the Board of Examiners shall constitute the quorum.

The Committee may charge a fee not exceeding $2.00 for the examination of a skilled worker and $1.00 for the examination of an apprentice.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 6, 1957. 44629-o

AVIS

L'arrêté en conseil dont le texte suit a pour but de rendre applicable le Code de Plomberie de la Province dans les limites de la cité des Trois-Rivières.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 299

Québec, le 27 mars 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le Code de plomberie de la province de Québec.

ATTENDU QUE, d'accord avec l'article 29 de la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie, S.R.Q., 1941, chapitre 173, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour établir, dans les municipalités dont la population excède 5,000 âmes, des règlements que tout entrepreneur, compagnon ou apprenti doit suivre pour l'exécution de travaux de plomberie (Code de plomberie de la province de Québec);

ATTENDU QUE le Conseil de la Cité des Trois-Rivières, à sa séance du 27 juin 1955, a abrogé le règlement 4-Z-26 relatif aux dispositions concernant la plomberie;

ATTENDU QUE le Conseil de la Cité des Trois-Rivières prie l'honorable ministre du travail de bien vouloir appliquer le Code de plomberie de la province dans les limites de la Cité des Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du travail:

QUE le Code de plomberie de la province de Québec soit applicable dans la Cité des Trois-Rivières;

QUE l'exemption d'application dudit Code en faveur de la Cité des Trois-Rivières, prévue par l'arrêté N° 816, du 22 mai 1947, soit annulée.

L. DÉSILETS,
44628-o Greffier du Conseil Exécutif.

NOTICE

The purpose of the following Order-in-Council is to render the Plumbing Code of the Province of Quebec applicable to the city of Trois-Rivières

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 299

Quebec, March 27, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the plumbing code of the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to section 29 of the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to prescribe, in municipalities the population of which exceeds five thousand souls, the rules to be observed by every contractor, journeyman or apprentice in the carrying out of plumbing work (Plumbing Code of the Province of Quebec);

WHEREAS the Council of the City of Trois-Rivières, at its meeting of June 27, 1955, has repealed by-law 4-Z-26 relating to the provisions applying to plumbing work;

WHEREAS the Council of the City of Trois-Rivières begs the Honourable the Minister of Labour to apply the Plumbing Code of the Province within the limits of the City of Trois-Rivières;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the Plumbing Code of the Province of Quebec be applicable to the City of Trois-Rivières;

THAT the exemption from the application of the said Code in favour of the City of Trois-Rivières, provided under in Council No. 816, of May 22, 1947, be annulled.

L. DÉSILETS,
44628-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Province de Québec

VILLE DES LAURENTIDES

Avis public est par les présentes donné qu'à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, cette Corporation s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour demander l'abandon de sa charte et obtenir des lettres patentes que cette Corporation soit exclusivement soumise aux dispositions de la Loi des Cités et Villes de la province.

Donné à Ville des Laurentides ce 19ième jour de mars 1957.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
44555-12-4-o R. HOGUE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Spécialisé des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Compagnie Lowney's, St-

Miscellaneous Notices

Province of Quebec

TOWN OF LAURENTIDES

Public notice is hereby given that at the expiration of the time-limit required by law after publication of this notice, this Corporation shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter and obtain letters patent in order that said Corporation be exclusively submitted to the provisions of the Cities and towns Act of the Province.

Given at the town of Laurentides, this 19th, day of March 1957.

(Seal) R. HOGUE,
44555-12-4 Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Spécialisé des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Compagnie Lowney's,

Cuthbert, cté de Berthier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-deux mars 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Cuthbert, comté de Berthier.

Le Sous-secrétaire de la province,
44633-o JEAN BRUCHÉSI.

Règlement N° 6 relatif à la distribution des biens entre les actionnaires et à l'abandon de la charte de la Compagnie "Constructions de Chez Nous, Limitée",

Attendu que la Compagnie a discontinué ses opérations et qu'elle n'a ni dettes ni obligations;

Sur proposition dûment secondée, il est unanimement résolu et édicté:

1° Que la Compagnie ayant disposé de ses biens est par les présentes autorisée à distribuer son Actif entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la Compagnie;

2° Que la Compagnie est par les présentes autorisée à procéder à sa dissolution par voie du procédure d'abandon de charte et ce, en vertu de l'article 26 de la Loi des Compagnies de Québec et en conséquence à demander au Procureur Général d'accepter l'abandon de sa charte, d'en ordonner l'annulation et de fixer une date à laquelle la Compagnie sera dissoute;

3° Que le Président de la Compagnie et son Secrétaire sont par les présentes autorisés à prendre les moyens nécessaires et à signer les documents requis ou favorables à l'exécution de ce qui précède.

Décrété le vingt-cinquième jour du mois de mars, mil neuf cent cinquante-sept.

Le Secrétaire,
44634-o ROLAND L. OUELLET.

(Sec. P. 24-24)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant procureur général, l'honorable secrétaire de la province a approuvé en date du 27 mars 1957 les amendements aux règlements de "The Quebec Forest Industries Association, Limited", en substituant le mot "vingt" au mot "trente" dans la première ligne du règlement numéro 9 et en remplaçant la dernière clause du règlement numéro 21, tels qu'adoptés à la septième assemblée annuelle des membres tenue le 28 janvier 1931, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44635 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 24-24)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a approuvé en date du 27 mars 1957, les amendements aux règlements de "The Quebec Forest Industries Association, Limited", tels qu'adoptés le 23 janvier 1957, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44635 JEAN BRUCHÉSI.

St-Cuthbert, cté de Berthier", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March twenty-second, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Cuthbert, county of Berthier.

JEAN BRUCHÉSI,
44633 Under Secretary of the Province.

By law No. 6 concerning the distribution of the assets and the surrender of the charter of the company "Constructions de Chez Nous, Limitée",

Whereas the Company has ceased to carry on its operations and that it has no debts nor obligations;

It is enacted as a by-law that:

1. The Company having disposed of its properties, is by these presents authorized to distribute its active rateably amongst its shareholders;

2. The Company is by these presents authorized to proceed to its dissolution by the surrender of its charter and this under section 26 of the Quebec Companies' Act and subsequently to make an application to the Attorney General for an order accepting the surrender of its charter and directing its cancellation and fixing a date upon and from which the Company shall be dissolved;

3. The President of the Company and its Secretary are hereby authorized to do, sign and execute all things, deed and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted on the twenty-fifth day of the month of March, one thousand nine hundred and fifty-seven.

ROLAND L. OUELLET,
44634-o Secretary.

(P. Sec. 24-24)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to the By-Laws of "The Quebec Forest Industries Association, Limited", by substituting the word "twenty" for the word "thirty" in the first line of By-Law number 9 and by replacing the last clause of By-law number 21, as adopted at the seventh annual meeting of the members held on January 28th, 1931, have been approved on March 27th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44635-o Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 24-24)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to the By-Laws of "The Quebec Forest Industries Association Limited", as adopted on January 23rd, 1957, have been approved on March 27th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44635-o Under-Secretary of the Province.

(Sec. P. 24-24)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable secrétaire de la province a, le 27 mars 1957, approuvé les amendements au règlement N° 9 de "The Quebec Forest Industries Association, Limited", en remplaçant les mots "au nombre de vingt" par les mots "au nombre de vingt-quatre" et les mots "les bureaux de direction des compagnies et/ou les responsables des firmes qui sont membres" par les mots "les bureaux de direction ou représentants accrédités des membres", tels qu'adoptés à la onzième assemblée annuelle des membres tenue le 26 février 1935, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

44635 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 24-24)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 27 mars 1957, approuvé les amendements aux règlements de "The Quebec Forest Industries Association, Limited", tels qu'adoptés à la onzième assemblée annuelle des membres tenue le 26 février 1935, à l'exception de cette partie concernant les amendements au règlement numéro 9, telle que décrite dans le deuxième avis donné à la page 1097 de la publication N° 12 de la *Gazette officielle de Québec*, publiée le 23 mars 1957, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

44635 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le vingt et un mars 1957, le changement de nom de l'"Association Patronale des Vendeurs Détaillants de Gazoline des comtés de Trois-Rivières, Saint-Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette", dont la formation a été autorisée le 27 décembre 1956, avec siège social aux Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, en celui de "L'Association Patronale des Détaillants de Gazoline et Garagistes des comtés de Trois-Rivières, Saint-Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-six mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

44653-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10859-57)

CANADIAN COMMODITY EXCHANGE INC.

Règlement spécial "A"

Diminution du nombre de directeurs

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, diminué de neuf à trois et l'article XII des règlements de la compagnie

(P. Sec. 24-24)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to By-law number 9 of "The Quebec Forest Industries Association, Limited", by replacing the words "numbering twenty" by the words "numbering twenty-four" and the words "the directorates of the companies and/or principals of the firms that are members" by the words "the directorates or accredited representatives of the members", as adopted at the eleventh annual meeting of the members held on February 26th, 1935, have been approved on March 27th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

44635-o Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 24-24)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to the By-laws of "The Quebec Forest Industries Association, Limited", as adopted at the eleventh annual meeting of the members held on February 26th, 1935, with the exception of that part concerning the amendments to By-Law number 9, as desdcribed in the second notice given on page 1097 of issue N° 12 of the *Quebec Official Gazette*, published on March 23rd, 1957, have been approved on March 27th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 29th day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

44635-o Under-Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that on the twenty-first day of March, 1957, the Honourable the Provincial Secretary authorized the changing of the name of "Association Patronale des Vendeurs Détaillants de Gazoline des comtés des Trois-Rivières, St. Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette", the formation of which had been authorized on December, 27, 1956, with head office at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, to that of "L'Association Patronale des Détaillants de Gazoline et Garagistes des comtés de Trois-Rivières, St. Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and the following of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-sixth day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

44653 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10859-57)

CANADIAN COMMODITY EXCHANGE INC.

Special by-law "A"

Decrease in number of Directors

The number of Directors of this Company is hereby decreased from nine to three and Article XII of the By-laws of the Company is amended

est amendé en y rayant le mot "neuf" et y substituant le mot "trois".

Montréal, le 27 février 1957.

Certifié vraie copie.

(Sceau) Le Secrétaire,

44646 MAURICE G. BOULIANE.

(P.G. 10208-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le cinq septembre 1956, les règlements généraux et les règlements spéciaux A, B, C, D, E et F de "Les Loisirs Notre-Dame-des-Neiges", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix septembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,

44654-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 3590-48)

RODIN'S INC.

Règlement N° 22

"Que le nombre des directeurs de Rodin's Inc. soit diminué de quatre à trois; et

Que l'avocat de la compagnie, Mtre S. Greenblatt, soit autorisé à prendre les procédures nécessaires pour valider ledit règlement."

Certifié vraie copie du règlement N° 22, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 28 février 1957.

Le Secrétaire,

44645 D. HAIMOVITCH.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif U.C.C. Petit-Saguenay", en date du 1er octobre 1956, dont le siège social est situé à Petit-Saguenay, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

44663-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4051-46)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le vingt-sept mars 1957, les règlements de "Le Service Social des Sourdes-Muettes", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

44664-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 2546-49)

LES INDUSTRIES LAURENTIDES LIMITÉE
THE LAURENTIDE INDUSTRIES LIMITED

Règlement N° 1

Un règlement ayant pour objet d'augmenter de trois à cinq le nombre des directeurs.

"Attendu que le règlement numéro 2A des règlements généraux décrète que les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs.

by deleting therefrom the word "nine" and substituting therefor the word "three".

Montreal, February 27th, 1957.

Certified true copy.

(Seal) MAURICE G. BOULIANE,

44646-o Secretary.

(A.G. 10208-55)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on September fifth 1956, the general by-laws and special by-laws, A. B, C, D, E and F of "Les Loisirs Notre-Dame-des-Neiges", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the tenth day of September, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,

44654 Under Secretary of the Province.

(A.G. 3590-48)

RODIN'S INC.

By-law No. 22

"That the number of Directors of Rodin's Inc. be decreased from four to three; and

That the Company's attorney, Mtre S. Greenblatt, be authorized to make the necessary proceedings to validate the said by-law."

Certified a true copy of by-law No. 22, as adopted by the directors and approved by the shareholders on February 28th, 1957.

D. HAIMOVITCH,

44645-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif U.C.C. Petit-Saguenay" under date of October 1st., 1956, whereof the head office is at Petit-Saguenay, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

44663 Under Secretary of the Province.

(A.G. 4051-46)

Notice is hereby given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on March twenty-seventh, 1957, the by-laws of "Le Service Social des Sourdes-Muettes", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, of the Province, on March twenty-ninth, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

44664 Under Secretary of the Province.

(A.G. 2546-49)

LES INDUSTRIES LAURENTIDES LIMITÉE
THE LAURENTIDE INDUSTRIES LIMITED

By-law No. 1

A by-law having for object to increase from three to five the number of its directors.

"Whereas by law number 2A of the general by-laws enact that the affairs of the company shall be administrated by a board of three directors.

Attendu qu'il a été jugé opportun et dans le meilleur intérêt de la compagnie de porter de trois à cinq le nombre des directeurs.

En conséquence, il est décrété et statué que le règlement numéro 2A des règlements généraux est par les présentes abrogé et remplacé par le suivant, savoir:

1° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs.

Le présent règlement entrera en vigueur dès que toutes les formalités prescrites par la loi à cet égard auront été remplies."

Montréal, le 5 février 1957.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
44665-o J.-B. PAUL.

Avis est par les présentes donné que j'ai dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Notre-Dame de la Garde (C.J.C.)" en date du 18 mars 1957, dont le siège social est situé à Jacques-Cartier, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétairat de la province.

Donné à mon bureau, à Québec, le 1er avril 1957.

Le Secrétaire de la province,
44667-o YVES PRÉVOST.

(P.G. 3363-47)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, j'ai approuvé, ce quatre avril 1957, les règlements 2, 3 et 6 de "La Corporation de Plage Saint-Laurent", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à mon bureau, à Québec, le quatre avril 1957.

Le Secrétaire de la province,
44668-o YVES PRÉVOST.

(P.G. 13914-56)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, j'ai approuvé, le 1er avril 1957, les règlements généraux et le règlement numéro 2 de l'"Association des Détaillants de Gazoline du Québec Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 29 janvier 1957, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à mon bureau, à Québec, le quatre avril 1957.

Le Secrétaire de la province,
44669-o YVES PRÉVOST.

Whereas it has been deemed opportune and in the best interest of the company to carry from three to five the number of its directors.

Therefore, it is ruled and ordained that by-law number 2A of the general by-laws is, by these presents, abrogated and replaced by the following, to wit:

1. The affairs of the company shall be administrated by a board of five directors.

The present by-law shall enter into force as soon as the formalities prescribed by law to this effect shall have been fulfilled."

Montreal, February 5, 1957.

Certified true copy.

J.-B. PAUL,
44665 Secretary.

Notice is hereby given that I have duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Notre-Dame de la Garde (C.J.C.)" under date March 18, 1957, whereof the head office is at Jacques-Cartier, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at my office at Quebec, this first day of April, 1957.

YVES PRÉVOST,
44667 Provincial Secretary.

(A.G. 3363-47)

Notice is hereby given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, I have approved on this fourth day of April, 1957, by-laws 2, 3 and 6 of "La Corporation de Plage Saint-Laurent", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at my office, at Quebec, on April fourth, 1957.

YVES PRÉVOST,
44668 Provincial Secretary.

(A.G. 13914-56)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, I have approved, on April 1st, 1957, the General By-laws and By-law number 2 of the "Association des Détaillants de Gazoline du Québec Inc.", as adopted at a general meeting held on January 29, 1957, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at my office, at Quebec, the fourth day of April 1957.

YVES PRÉVOST,
44669 Provincial Secretary.

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 416,065. Dame Marie Antoinette Archambault, domiciliée au numéro 5718, 5ième Avenue, Rosemont, dans les cité et district de Montréal, épouse contractuellement commune en biens de Stanislas Chaumont, employé civil, des mêmes lieux, demanderesse vs Stanislas Chaumont, employé civil, ces dité et district de Montréal, défendeur.

AVIS LÉGAL

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mars 1957.

Montréal, le 28 mars 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,
44630-o LEROUX & GUAY.

Action for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 416,065. Dame Marie Antoinette Archambault, domiciled and residing at 5718, 5th Avenue, Rosemount, in the city and district of Montreal, wife common as to property of Stanislas Chaumont, civil employee, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Stanislas Chaumont, civil employee of the city and district of Montreal, defendant.

LEGAL NOTICE

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 28th of March 1957.

Montreal, March 28, 1957.

LEROUX & GUAY,
44630-o Attorneys for the plaintiff.

Chartes — Abandon de

"Prenez avis que la Compagnie "Constructions de Chez nous, Limitée", demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte."

Le Procureur de la Compagnie,
Me BERNARD CORRIVEAU, notaire.
44634-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Wolf Underwear Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 février 1948, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour demander l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il plaira audit Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Daté à Lévis, Qué., ce 28ème jour de mars 1957.

Wolf Underwear Ltd.,
Le Secrétaire,
44655-o ROLAND HALLÉ.

Charters — Surrender of

"Take notice that the Company "Constructions de Chez Nous, Limitée", will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter".

Mtre BERNARD CORRIVEAU, Notary,
Attorney for the Company.
44634-o

NOTICE

Notice is hereby given that "Wolf Underwear Ltd.", a corporation constituted in virtue of letters patent dated February 24th, 1948, will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Industry and Commerce, in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, to request the surrender of its charter and its cancellation as and from such date as shall be fixed by the said Attorney General and Minister of Municipal Affairs, Industry and Commerce.

Dated at Lévis, Que., this 28th day of March, 1957.

Wolf Underwear Ltd.,
ROLAND HALLÉ,
44655-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 233-57)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Asarco Nickel Company Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le burdau principal de ladite compagnie dans la province sera à chambre 1700, 360 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Eldridge Cate, de 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 27e jour de mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44627 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 233-57)

Notice is hereby given that "Asarco Nickel Company Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be at Room 1700, 360 St. James Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Eldridge Cate of 360 St. James Street, W., Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44627-o Assistant Provincial Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 14089-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Aberdeen Agencies Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 juin 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A. G. 14089-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attornay General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Aberdeen Agencies Limited", incorporated by letters patent dated June 13, 1938.

Notice is also given that from and after March thirtieth 1957 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13434-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Armel Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1957, ladite compagnie a téé dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 13055-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Granby Trading Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 janvier 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 12396-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Joyal Motor Sales Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 août 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10145-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Carrière Gravel, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mai 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 10582-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur

(A.G. 13434-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941 and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Armel Limited", incorporated by letters patent dated August 24, 1944.

Notice is also given that from and after April 1st, 1957 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13055-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statues of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company" Granby Trading Incorporated", incorporated by letters patent dated January 29, 1954.

Notice is also given that from and after March thirtieth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12396-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Joyal Motor Sales Limited", incorporated by letters patent dated August 16, 1946.

Notice is also given that from and after March thirtieth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10145-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Carrière Gravel, Limitée", incorporated by letters patent dated May 19, 1936.

Notice is also given that from and after March thirtieth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10582-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased

général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lake View Realty Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 février 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 13760-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lumber Trading & Building Supplies, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 août 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 14060-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Menley & James, Limited, of Canada", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1908.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 13970-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mil Kap Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 mars 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 13969-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mountainside Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 mars 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

to accept the surrender of the charter of the company "Lake View Realty Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated February 2, 1951.

Notice is also given that from and after april first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13760-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lumber Trading & Building Supplies, Inc.", incorporated by letters patent dated August 20, 1951.

Notice is also given that from and after March thirtieth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14060-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Menley & James, Limited, of Canada", incorporated by letters patent dated November 14, 1908.

Notice is also given that from and after March thirtieth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April 1957.

P. FRENETTE,
44527 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13970-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mil Kap Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated March 27, 1952.

Notice is also given that from and after March thirtieth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13969-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mountainside Limited", incorporated by letters patent dated March 8, 1950.

Notice is also given that from and after March thirtieth 1957, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

(P.G. 13572-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rissman's Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44627-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General this first day of April 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13572-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rissman's Limited", incorporated by letters patent dated February 3, 1932.

Notice is also given that from and after March thirtieth 1957 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April 1957.

P. FRENETTE,
44627 Acting Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipale

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 318 du 27 mars 1957 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le règlement No 634 du conseil municipal de la cité de Hull et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la partie sud du canton de Hull, comté de Gatineau, et annexé à la cité de Hull:

Un territoire, situé dans le canton de Hull, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle sud-est du lot 7A rang V; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes:

La ligne est du lot 7E rang V sur une longueur de 255 pieds; une ligne parallèle à la ligne sud du lot 7A rang V sur une longueur de 255 pieds; une ligne parallèle à la ligne est du lot 7E rang V sur une longueur de 255 pieds; la ligne sud du lot 7A rang V en allant vers l'ouest; la ligne est et la ligne sud du lot 7C rang V jusqu'au côté est d'un chemin public; ledit côté est dudit chemin en allant vers le nord jusqu'au sommet de l'angle nord-ouest du lot 7C rang V; la ligne nord du lot 7C rang V jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 25 pieds de la ligne ouest du lot 7B rang V; une ligne parallèle à la ligne ouest du lot 7B rang V prolongée à travers le chemin public entre les rangs V et VI jusqu'à un point sur le côté nord dudit chemin à une distance perpendiculaire de 25 pieds de la ligne ouest du lot 7C rang VI; une ligne parallèle à ladite ligne ouest du lot 7C rang VI jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 50 pieds de l'axe du ruisseau Leamy; une ligne irrégulière se maintenant à une distance perpendiculaire de 50 pieds de l'axe du ruisseau Leamy passant dans les lots 7C et 7B rang VI jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 25 pieds à l'ouest de la ligne est du lot 7C rang VI; une ligne parallèle à la ligne est du lot 7C rang VI jusqu'au

Department of Municipal Affairs

Notice is hereby given that by Order in Council number 318 dated March 27, 1957 and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to authorized by-law No. 634 of the Municipal Council of the city of Hull and to enact that, as from the date of publication of this notice, the territory mentioned in said by-law and hereinunder described is detached from the municipality of the southerly part of the township of Hull, county of Gatineau, and annexed to the city of Hull.

A territory situated in the township of Hull, comprising, with reference to the official cadastre of said township, lots or parts thereof and their subdivisions both present and future as well as roads, streets, lanes, streams or parts thereof situated within the following boundaries, to wit:

Commencing at the vertex of the southeasterly angle of lot 7A, range V; thence, passing successively by the following lines and demarcations:

The easterly line of lot 7E, range V along a length of 255 feet; a line parallel to the southerly line of lot 7A, range V along a distance of 255 feet; aline parallel to the easterly line of lot 7E, range V along a distance: of 255 feet; the southerly line of lot 7A, range V in a westerly direction; the easterly line and southerly line of lot 7C, range V as far as the easterly side of the public highway; the said easterly side of said road in a northerly direction as far as the vertex of the northwesterly angle of lot 7C, range V; the northerly line of lot 7C, range V, as far as a point located at a perpendicular distance of 25 feet from the westerly line of lot 7B, range V; a line parallel to the westerly line of lot 7B, range V extended across the public highway between ranges V and VI as far as a point on the northerly side of said road at a perpendicular distance of 25 feet from the westerly line of lot 7C, range VI; a line paralle to the said westerly line of lot 7C, range VI as far as a point located at a perpendicular distance of 50 feet from the centre point of the Leamy Brook; an irregular line maintained at a perpendicular distance of 50 feet from the centre point of the Leamy Brook passing through lots 7C and 7B, range VI as far as a point located at a perpendicular distance of 25 feet west of the

côté nord du chemin public entre les rangs V et VI; ledit côté nord dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 7A rang V et enfin ledit prolongement et ladite ligne est du lot 7A rang V jusqu'au point de départ.

PAUL DOZOIS,
44636-o Ministre des Affaires municipales.

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 318 du 27 mars 1957 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le règlement N° 340 du conseil municipal de la ville de Saint-Eustache, tel que modifié par une résolution en date du 13 novembre 1956, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, et annexé à la ville de Saint-Eustache:

Un territoire comprenant une partie du lot 412 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Eustache ainsi que ses subdivisions présentes et futures et les chemins, rues, ruelles, ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle est du lot 412; de là, en référence au susdit cadastre officiel, successivement, la ligne séparant le lot 412 des lots 280, 281 et 283; la ligne séparative des lots 411 et 412 sur une longueur de 4008.5 pieds; une ligne traversant le lot 412 jusqu'à un point de la ligne séparative des lots 412 et 413 à une distance de 3940 pieds du point de départ, mesurée le long de ladite ligne et enfin cette dite ligne en allant vers le sud-est sur ladite longueur de 3940 pieds jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales.
44636-o PAUL DOZOIS.

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 318 du 27 mars 1957 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le règlement N° 210 du conseil municipal de la ville de Dorion et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil, comté de Vaudreuil, et annexé à la ville de Dorion:

Un territoire, comprenant le lot 1598 et une partie du lot 142 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant d'un point de la ligne sud-est du lot 142 à une distance de 470 pieds au sud-ouest du côté sud-ouest de la route N° 2 mesurée le long de ladite ligne; de là, successivement, en référence au susdit cadastre officiel, ladite ligne sud-est du lot 142 en allant vers le sud-ouest; la ligne sud-est, la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 1598; la ligne nord-ouest du lot 142 jusqu'à la limite actuelle de la ville de Dorion, puis suivant la limite actuelle de la ville de Dorion en continuant dans la ligne nord-ouest du lot 142 jusqu'à un point à une distance de 470 pieds au sud-ouest du côté sud-ouest de la route N° 2

easterly line of lot 7C, range VI; a line parallel to the easterly line of lot 7C, range VI as far as the north side of the public highway between ranges V and VI; said north side of said road as far as the prolongation of the easterly line of lot 7A, range V and finally said prolongation of said easterly line of lot 7A, range V as far as the point of commencement.

PAUL DOZOIS,
44636 Minister of Municipal Affairs.

Notice is hereby given that, by Order in Council number 318, of March 27, 1957, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 340 of the Municipal Council of the city of Saint-Eustache, as modified by a resolution dated November 13, 1956, and to enact that, as from the date of publication of this notice, the territory mentioned in said by-law and described hereinunder is detached from the Municipality of the parish of Saint-Eustache, county of Two-Mountains, and annexed to the town of Saint-Eustache:

A territory comprising a part of lot 412 of the official cadaster of the parish of Saint-Eustache as well as its present and future subdivisions and the roads, streets, lanes, or part thereof enclosed within the following limits, to wit:

Starting from the summit of the east angle of lot 412; thence, with reference to the above said official cadaster, successively, the line dividing lot 412 from lots 280, 281 and 283; the dividing line of lots 411 and 412 along a length of 4008.5 feet; a line crossing lot 412 up to a point of the dividing line of lots 412 and 413 at a distance of 3940 feet from the starting point, measured along the said line and finally this said line going towards the southeast on the said length of 3940 feet up to the starting point.

PAUL DOZOIS,
44636 Minister of Municipal Affairs.

Notice is hereby given that, by Order in Council, number 318 of March 27 1957, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233) His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 210 Municipal Council of the town of Dorion to enact that, as from the date of publication of this notice, the territory mentioned in said by-law and described hereinunder is detached from the Municipality of the parish of Saint-Michel-de-Vaudreuil, county of Vaudreuil, and annexed to the town of Dorion:

A territory, comprising lot 1598 and a part of lot 142 of the official cadastre of the parish of Saint-Michel-de-Vaudreuil, as well as roads, streets, lanes, water-courses or part thereof enclosed with the following limits, to wit:

Starting from a point of the southeast line of lot 142 at a distance of 470 feet southwest of the southwest side of route No. 2 measured along the said line; thence, successively, with reference to the above said official cadaster, the said southeast line of lot 142 going towards the southwest; the southeast line, the southwest line and the northwest line of lot 1598; the northwest line of lot 142 up to the present limits of the town of Dorion, then following the present limits of the town of Dorion by continuing in the northwest line of lot 142 up to a point at a distance of 470 feet southwest of the southwest side of route No.

mesurée le long de ladite ligne et enfin, suivant toujours les limites actuelles de la ville de Dorion, une ligne traversant le lot 142 pour revenir au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
44636-o PAUL DOZOIS.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 2 mars 1957 par le conseil municipal de Sainte-Marguerite, comté de Matapédia, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 27 mars 1957 que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de Sainte-Marguerite, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 27 mars 1957.

Le Ministre des Affaires municipales,
44638-o PAUL DOZOIS.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 4 mars 1957 par le conseil municipal de La Rédemption, comté de Matapédia, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 29 mars 1957, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de La Rédemption, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 2 avril 1957.

Le Ministre des Affaires municipales,
44638-o PAUL DOZOIS.

2 measured along the said line and finally, continuing to follow the present limits of the town of Dorion, a line crossing lot 142 to return to the starting point.

PAUL DOZOIS,
44636 Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated March 2, 1957, of the Municipal Council of Sainte-Marguerite county of Matapédia, and pursuant to the provisions of article 130, of the municipal Code, he has enacted, under date of March 27, 1957, that the publication of all public notices, by-laws resolutions or orders of the Sainte-Marguerite, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, March 27, 1957.

PAUL DOZOIS,
44638 Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated March 4, 1957, of the Municipal Council of La Rédemption, County of Matapédia, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of March 29, 1957, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of La Rédemption, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, April 2, 1957.

PAUL DOZOIS,
44638 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec

Ordonnance N° 79-57
(Région de Baie St-Paul)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 25 mars 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Baie-St-Paul.

La Commission décrète ce qui suit:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Baie St-Paul.

2° La région de Baie St-Paul comprend la municipalité de village de Baie St-Paul, la municipalité de la paroisse de St-Pierre et St-Paul-de-

Department of Agriculture
Dairy Industry

Dairy Industry Commission of the Province of Quebec

Order No. 79-57
(Region of Baie St-Paul)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, March 25th, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, Walter D. Lowe, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, C.-A. Gamache, Q.C., Legal adviser.

Considering the conditions of the dairy Industry within the region of Baie St-Paul.

It is enacted as follows:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Baie St-Paul.

2. The region of Baie St-Paul included the village municipality of Baie St-Paul, the parish municipality of St-Pierre et St-Paul-de-la-Baie-

la-Baie-St-Paul, la municipalité de Rivière-du-Gouffre, la municipalité de la paroisse de St-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.24 F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent;

a) la quantité totale du lait reçu;

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;

d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3:

e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Baie St-Paul, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, 17 cents la pinte et en bidon 68 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 55 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5 cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 79-53 et 79-53A, et entrera en vigueur le 16 avril 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

44639-o

St-Paul, the municipality of Rivière-du-Gouffre, the parish municipality of St-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which receive from them, $4.24 F.O.B. business place of said dealer.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously, deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

a) total quantity of milk received;

b) quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) quantity of milk used for other purposes;

d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Baie St-Paul offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents a half-pint, 9 cents a pint, 17 cents a quart and in bulk 68 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 9 cents a pint and 17 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 55 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5 cents a half-pint.

10. The present Order cancels orders numbers 79-53 and 79-53A, and shall come into force on the 16th of April 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

44639-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-56A
(Région de Sherbrooke)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 avril 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, C.R., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 4 de l'ordonnance N° 4-56 du 19 octobre 1956, telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 novembre 1956, est remplacé par le suivant:

4° "Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en crème, ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait, utilisé pour fins de consommation en nature breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

a) la quantité totale du lait reçu:

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;

d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;

e) le prix payé pour le lait transformé."

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 2 avril 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
44639-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No 4-56A
(Region of Sherbrooke)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, April 2nd, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Advisor.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Article 4 of Order No. 4-56, of October 19th, 1956, published in the *Quebec Official Gazette* of November 10th, 1956, is replaced by the following:

4. "The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon which the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into cream, or butter, or cheese or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceeding month;

a) Total quantity of milk received;

b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) Quantity of milk used for other purposes;

d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) Price paid for milk converted."

2. The present Order shall come into force on April 2nd, 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
44639-o

Département de l'Instruction Publique

N° 365-56.

Québec, le 21 mars 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Shipton, dans le comté de Richmond, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire d'Asbestos, dans le même comté.

Department of Education

No. 365-56.

Quebec, March 21, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of Shipton, in the county of Richmond, territory hereinunder described, to annex it, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of Asbestos, in the same county.

1° Dans le canton Shipton, les lots 1 à 8 inclusivement et 9a, 9b, 9c, 9f et 10c du rang I; 1 à 5 inclusivement du rang II; 1 à 5 inclusivement et 8a, 8b, 9a, 9b, 9c, 10a, 10c, 11a, 11b, 12a et 13 du rang III; 2 à 13 inclusivement du rang IV et 2 à 7 inclusivement et 8c du rang V.

2° Dans le canton Tingwick, comté d'Arthabaska, tout le territoire de la municipalité civile de La Rochelle, érigé par le chapitre 125 de la loi XIV Geo. VI, 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44596-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 304-53.

Québec, le 22 mars 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la Grande Côte, dans le comté de Laval, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Côte St-François, dans le même comté.

Ce territoire comprend la partie du lot 336-B au nord du trait-carré: le 337, la partie du lot 338 au nord du trait-carré: les lots 338-1 et 338-2, la partie du lot 339 au nord du trait-carré; les lots 340 et 340-A, la partie nord du lot 340-B, la partie nord du lot 340-C et les lots 342 et 343.

Ce territoire est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 344, au sud par les lots parties 336-B, 338, parties 339, 340-C, 340-B et 341; à l'ouest par le lot 336-A.

La partie du lot 336-B au nord du trait-carré est bornée au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par les lots 337, 338-338-1 et 338-2, au sud par le rédisu du lot 336-B et à l'ouest par le lot 336-A.

Le lot 337 est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 339, au sud par le lot 338-2 et à l'ouest par le lot 336-B.

Le lot 338-2 est borné au nord par le lot 337, à l'est par le lot 339, au sud par le lot 338-1 et à l'ouest par le lot 336-B.

Le lot 338-1 est borné au nord par le lot 338-1, à l'est par le lot 339, au sud par le lot 338 et à l'ouest par le lot 336-B.

Le lot 338 est borné au nord par le lot 338-1, à l'est par le lot 339, au sud par le résidu du lot 338, à l'ouest par le lot 336-B.

Le lot 339 est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par les ots 340, 340-A et 340-C, au sud par le résidu du lot 339.

Le lot 340 est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 342, au sud par un chemin public et à l'ouest par le lot 339.

Le lot 340-A est borné au nord par un chemin public, à l'est par le lot 342, au sud par les lots 340-B et 340-C, et à l'ouest par le lot 339.

Le lot 340-C est borné au nord par le lot 340-A à l'est par le lot 340-B, au sud par le résidu du lot 340-C et à l'ouest par le lot 339.

Le lot 340-B est borné au nord par le lof 340-A, à l'est par le lot 342, au sud par le résidu du lot 340-B et à l'ouest par le lot 340-C.

Le lot 342 est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 343, au sud par le lot 341 et à l'ouest par les lots 340-B, 340-A, par un chemin public le traversant dans sa lagreur et le lot 340.

Le lot 343 est borné au nord par les limites sud de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le

1. In the township of Shipton, lots 1 to 8 inclusively and 9a, 9b, 9c, 9f and 10c of range I; 1 to 5 inclusively of range II; 1 to 5 inclusively and 8a, 8b, 9a, 9b, 9c, 10a, 10c, 11a, 11b, 12a and 13 of range III; 2 to 13 inclusively of range IV and 2 to 7 inclusively and 8c of range V.

2. In the township of Tingwick, county of Arthabaska, all the territory of the civil municipality of La Rochelle, erected by chapter 125 of the Act XIV Geo. VI, 1950.

O. J. DÉSAULNIERS,
44596-13-2 Superintendent of Education.

No. 304-53.

Quebec, March 22, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of la Grande Côte, in the county of Laval, the territory herebelow described to annex it to the school municipality of Côte St. François, in the same county.

This territory is comprised of part of lot 336-B north of the trait-carré: lot 337, part of lot 338 north of the trait-carré lots 338-1 and 338-2, part of lot 339, north of the trait-carré: lots 340 and 340-A, the northern part of lot 340-B, the northern part of lot 340-C and lots 342 and 343.

This territory is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St. François-de-Sales, on the east, by lot 344, on the south, by parts of lots 336-B, 338, parts 339, 340-C, 340-B and 341; on the west, by lot 336-A.

Part of lot 336-B north of the "trait-carré" is bounded on the north by the limits south of the municipality of the parish of St-François-de-Sales, on the East, by lots 337, 338-338-1 and 338-2, on the south, by the residue of lot 336-B and on the west, by lot 336-A.

Lot 337 is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St-François-de-Sales, on the East, by lot 339, on the south, by lot 338-2 and on the west, by lot 336-B.

Lot 338-2 is bounded on the north by lot 337, on the east, by lot 339, on the sourth, by lot 338-1 and on the west, by lot 336-B.

Lot 338-1 is bounded on the north by lot 338-1, on the east, by lot 339, on the south, by lot 338 and on the west, by lot 336-B.

Lot 338 is bounded on the north by lot 338-1, on the east by lot 339, on the south, by the residue of lot 338, on the west, by lot 436-B.

Lot 339 is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St. François-de-Sales, on the east, by lost 340, 340-A and 340-C, on the south, by the residue of lot 339.

Lot 340 is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St. François-de-Sales, on the east, by lot 342, on the south, by a public road and on the west, by lot 339.

Lot 340-A is bounded on the north by a public road, on the east by lot 342, on the sourth, by lots 340-B and 340-C and on the west, by lot 339.

Lot 340-C is bounded on the north by lot 340-A, on the east by lot 340-B, on the south by the resideu of lot 340-C and on the west, by lot 339.

Lot 340-B is bounded on the north by lot 340-A, on the east, by lot 342, on the south, by the residue of lot 340-B and on the west, by lot 340-C.

Lot 342 is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St-François-de-Sales, on the east, by lot 343, on the south, by lot 341 and on the west by lots 340-B, 340-A, by a public road crossing it through its width and lot 340.

Lot 343 is bounded on the north by the southern limits of the parish of St-François-de-Sales,

lot 344, au sud par le lot 341 et à l'ouest par le lot 342.

Tous ces lots ci-haut décrits font partie de la municipalité de la paroisse St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44597-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1166-56.

Québec, le 23 mars 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Alphonse, dans le comté de Shefford, à celui de la municipalité scolaire du village de St-Alphonse-de-Granby, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
44598-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS,

N° 313-57.

Québec, le 2 avril 1957.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Christ-Roi, dans le comté de Joliette, en celui de "La municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Prairies, dans le comté de Joliette".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44666-14-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

on the east, by lot 344, on the south, by lot 341 and on the west by lot 342.

All these lots above described form part of the municipality of the parish of St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

O. J. DÉSAULNIERS,
44597-13-2-o Superintendent of Education.

No. 1166-56.

Quebec, March 23, 1957.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Alphonse, in the county of Shefford, to that of the school municipality of the village of St. Alphonse-de-Granby, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
44598-13-2 Superintendent of Education.

No. 313-57.

Quebec, April 2, 1957.

Application is made to change the name of the School municipality of Christ-Roi, in the county of Joliette, to that of The School Municipality of Notre-Dame-des-Prairies, in the county of Joliette".

O. J. DÉSAULNIERS,
44666-14-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile, municipalité de Grande Ile, division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 69-35 à 69-52, 69-55 et 69-56 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
44629-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, (cité de Ste-Foy), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 133-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
44629-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel du canton de Shipton, division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que les lots 11D-169, 11D-170, 11D-174, 11D-175, 11D-179, 11D-180, 11D-181, 11D-184, 11D-185, 11D-188, 11D-189, 11D-199, 11D-200, 11D-204, 11D-205, 11D-214, 11D-215, 11D-216, 11D-218, à 11D-221, 11D-223 à 11D-227, 11D-248 à 11D-256, 11D-258, 11D-260 à 11D-270 du rang III sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
44629-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Cécile, municipality of Grande Ile, registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 69-35 to 69-52, 69-55 and 69-56 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, March the 21st, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
44629-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, (city of Ste-Foy), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 133-2 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, March 22, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
44629-o Deputy Minister.

Official cadastre of the township of Shipton registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lots 11D-169, 11D-170, 11D-174, 11D-175, 11D-179, 11D-180, 11D-181, 11D-184, 11D-185, 11D-188, 11D-189, 11D-199, 11D-200, 11D-204, 11D-205, 11D-214, 11D-215, 11D-216, 11D-218 to 11D-221, 11D-223 to 11D-227, 11D-248 to 11D-256, 11D-258, 11D-260 to 11D-270 of range III are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, March the 25th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
44629-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery (Cité de Québec) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 387 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44629-o

Official cadastre of the parish of St-Colomb de Sillery (City of Quebec) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 387 has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 25, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44629-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil municipalité de la Ville de Jacques-Cartier division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 160-338 à 160-367, 160-520 à 160-580 et partie du lot 160-462 (rue) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44629-o

Official cadastre of the parish of St. Antoine-de-Longueuil municipality of the town of Jacques-Cartier registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 160-338 to 160-367, 160-520 to 160-580 and part of lot 160-462 (street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 28th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44629-o

Cadastre officiel du canton de Boishebert division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 28 et 29 du Village de la Baie des Moutons; le lot 12 du Vieux-Poste; les lots 15, 18-B, 19, 20, 31, 32 et 33 de la Baie Rouge; les lots 1 et 3 de la Baie de la Terre sont corrigés. Les lots 35 à 55 de la Baie des Moutons; les lots 46 à 55 de la Tabatière; les lots 37 à 40 du Vieux-Poste; les lots 34 à 36 et 41 à 45 de la Baie Rouge; les lots 8 à 12 de la Baie de la Terre sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44629-o

Official cadastre of the township of Boishebert registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 28 and 29 Village de la Baie des Moutons; lot 12 Vieux-Poste; lots 15, 18-B, 19, 20, 31, 32 and 33 Baie Rouge; lots 1 and 3 Baie de la Terre are corrected. Lots 35 to 55 Baie des Moutons; lots 46 to 55 de la Tabatière; lots 37 to 40 Vieux-Poste; lots 34 to 36 and 41 to 45 Baie Rouge; lots 8 to 12 Baie de la Terre are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 20th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44629-o

AVIS

Cadastre officiel du canton de Bouchette, division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que le lot 9-12 et une partie du lot 9-13 du rang VI sont annulés et le lot 9-15 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44629-o

NOTICE

Official cadastre of the township of Bouchette, registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that lot 9-12 and part of lot 9-13 of range VI are cancelled and lot 9-15 is added in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, March the 28th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44629-o

Cadastre officiel du canton de La Minerve division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que le lot 7-B est annulé et le lot 7 du rang II est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

44629-o

Official cadastre of township of La Minerve registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lot 7-B has been cancelled and lot 7, range II has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 28, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

44629-o

Département des Transports et Communications

AVIS DE L'APPROBATION DE GARDE-BOUE MOBILES ET DE SIGNAUX LUMINEUX ET MÉCANIQUES EN VERTU DE LA LOI DES VÉHICULES AUTOMOBILES

Concernant l'approbation de certains types de garde-boue mobiles et de signaux lumineux et mécaniques suivant les articles 33*a* et 41 de la Loi des véhicules automobiles.

Sous l'autorité des dispositions des articles 33*a* et 41 de la Loi des véhicules automobiles, le soussigné, sous-ministre des Transports et Communications, approuve les types suivants de garde-boue mobiles et de signaux lumineux et mécaniques pour les fins de ces articles de la Loi des véhicules automobiles, à savoir:

"1° GARDE-BOUE MOBILES

"Les garde-boue mobiles seront de caoutchouc, de cuir ou d'autres matières résistantes et leur extrémité inférieure ne devra pas être à une distance de plus de quatorze pouces du sol, calculée lorsque le véhicule n'est pas chargé, et ils devront dépasser le ou les pneus d'au moins deux pouces chaque côté.

"2° APPAREILS MÉCANIQUES INDIQUANT LES VIRAGES

"Ces appareils mécaniques doivent avoir au moins six pouces de longueur et au moins un pouce et demi de largeur et être munis d'un système lumineux suffisant pour permettre au conducteur d'un véhicule venant de l'avant ou de l'arrière de les discerner à une distance d'au moins cent pieds.

"3° INDICATEURS LUMINEUX DÉSIGNANT LES VIRAGES

"Ces indicateurs lumineux

a) seront placés à un même niveau chaque côté du véhicule, tant à l'avant qu'à l'arrière, et devront être aussi espacés que possible l'un de l'autre;

b) devront émettre, à l'avant, un feu intermittent blanc ou jaune et, à l'arrière, un feu intermittent rouge ou jaune;

c) devront être mis en marche, simultanément, tant à l'avant qu'à l'arrière, suivant le virage projeté;

d) devront être visibles de l'avant ou de l'arrière d'une distance d'au moins cent pieds.

"4° LUMIÈRES OU APPAREILS LUMINEUX INDIQUANT L'ARRÊT OU LA DIMINUTION DE VITESSE

"Ces lumières ou appareils lumineux devront émettre un feu rouge ou jaune, seront mis en marche par pression sur le frein de service ou frein à pied et pourront être intégrés dans le système lumineux règlementaire placé à l'arrière du véhicule."

Québec, le 26 mars 1957.

Le Sous-ministre des Transports et Communications,
J. VERREAULT.

44637-o

Department of Transportations and Communications

NOTICE OF APPROVAL OF MUD-FLAPS AND LUMINOUS AND MECHANICAL SIGNALS IN ACCORDANCE WITH THE MOTOR VEHICLES ACT

Concerning the approval of certain types of mud-flaps and luminous and mechanical signals in accordance with sections 33*a* and 41 of the Motor Vehicles Act.

Under the authority of the provisions of sections 33*a* and 41 of the Motor Vehicles Act, the undersigned, Deputy Minister of Transportation and Communications, has approved the following types of mud-flaps and luminous and mechanical signals for the purposes of said section of the Motor Vehicles Act, namely:

"1. MUD-FLAPS

"Mud-flaps shall be of rubber, leather or other resistant substances and the lower extremity thereof shall not be at a distance of more than fourteen inches from the ground when the vehicle is unloaded, and shall extend at least two inches beyond the tire or tires on each side.

"2. MECHANICAL TURN INDICATORS

"These mechanical devices shall be at least six inches in length and at least one and a half inches in width and equipped with an adequate luminous system in order that the driver of a vehicle coming from in front or behind may see them at a distance of at least one hundred-feet.

"3. LUMINOUS TURN INDICATORS

"These luminous indicators

a) shall be placed at the same height on each side of the vehicle, both in front and rear, and should be as far apart as possible;

b) they shall flash a white or yellow signal in front and a red or yellow one in the rear;

c) they shall be put into operation, simultaneously, both in front and behind, depending on the intended turn;

d) they should be seen, either from the front or rear, at a distance of at least one hundred feet.

"4. LIGHTS OR LUMINOUS DEVICES INDICATING A STOP OR REDUCTION IN SPEED

"These lights or luminous devices shall flash a red or yellow light, and shall be put into operation by pressure on the hand or foot brake and may be included in the regular luminous system placed at the rear of the vehicles."

Quebec, March 26, 1957.

J. VERREAULT,
Deputy Minister of Transportation and Communications.

44637

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Combine Insurance Company of America", enregistrée sous le numéro 589, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 411 qui l'autorise, à compter du 3 janiver 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 5316 Sheridan Road, Chicago, Illinois, Etats-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur J. L. Bishop, C.R., 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23 mars 1957.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
44595-13-2-o Surintendant des Assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "La Paix Compagnie d'Assurances Générales du Canada", et en anglais, "La Paix General Insurance Company of Canada", enregistrée sous le numéro 586, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 394 qui l'autorise, à compter du 1er janvier 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronefs, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 465, rue St-Jean, Montréal, P.Q.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 mars 1957.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
44640-14-2-o Surintendant des assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "The United Scottish Insurance Company Limited", enregistrée sous le numéro 587, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 396 qui l'autorise, à compter du 1er janvier 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Responsabilité civile;

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Combined Insurance Company of America", registered under number 589, has obtained the license and certificate of registry number 411, authorizing it, as from the 3rd of January, 1957, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident, Sickness.

The head office of the company is situate at 5316 Sheridan Road, Chicago, Illinois, United States of America.

The company has appointed Mr. J.L. Bishop, Q.C., 360 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23rd of March, 1957.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44595-13-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "La Paix General Insurance Company of Canada" and in French, "La Paix Compagnie d'Assurances Générales du Canada", registered under number 586, has obtained the license and certificate of registry number 394, authorizing it, as from the 1st of January 1957, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situate at 465 St. John Street, Montreal, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of March 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44640-14-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "The United Scottish Insurance Company Limited", registered under number 587, has obtained the license and certificate of registratry number 396, authorizing it, as from the 1st of January 1957, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Inland transportation; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft; And in

Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 20, rue Billiter, Londres, E.C. 3, Angleterre.

La compagnie a nommé monsieur Stanley W. J. Hoit, Suite 200A, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 mars 1957.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
44640-14-2-o Surintendant des assurances.

addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situate at 20 Billiter Street, London E.C. 3, England.

The company has appointed Mr. Stanley W. J. Hoit, Suite 200A, 132 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of March, 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44640-14-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "The Commercial Life Assurance Company of Canada", enregistrée sous le numéro 588, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 407 qui l'autorise, à compter du 21 février 1957, à effectuer dans la province des contrats relatifs à l'assurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur Alan A. Macnaughton, C.R., M.P., 201 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 mars 1957.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
44640-14-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "The Commercial Life Assurance Company of Canada", registered under number 588, has obtained the license and certificate of registry number 407 authorizing it, as from the 21st of February 1957, to undertake in the Province contracts of Life Insurance.

The head office of the company is situate in Toronto, Ontario.

The company has appointed Mr. Alan A. Macnaughton, Q.C., M.P., 201 Notre-Dame Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of March 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
44640-14-2-o Superintendent of Insurance.

Sièges sociaux

BERRI CORPORATION

Avis du bureau chef

Avis est donné que la compagnie "Berri Corporation", constituée en corporation par lettres-patentes en date du 24ème jour d'octobre 1956, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau chef au no 429 de la rue Lagauchetière.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21ième jour de mars 1957.

(Sceau) Le Secrétaire,
44631-o CLAUDE SIMARD.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Charpentiers Associés", en date du 22 février 1957, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44644-o JEAN BRUCHÉSI.

Head Offices

BERRI CORPORATION

Notice of head office

Notice is hereby given that the company "Berri Corporation" incorporated by letters patent dated the 24th day of October, 1956, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at No. 429 Lagauchetière Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 21st day of March, 1957.

(Seal) CLAUDE SIMARD,
44631 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Charpentiers Associés" under date February 22, 1957, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44644 Under Secretary of the Province.

HILL THE MOVER (QUE.) LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que, conformément à l'article 30 de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Hill the Mover (Que.) Ltd., a été constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 18 janvier 1957, et a établi son siège social au N° 8740 Boulevard de L'Acadie, cité de Montréal, province de Québec.

Daté à Montréal, ce 27e jour de mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
A. M. HUMMEL.

44632

HILL THE MOVER (QUE.) LTD.

Notice of situation of head office

Notice is hereby given pursuant to section 30 of the Quebec Companies' Act that Hill The Mover (Que.) Ltd., was incorporated by letters patent granted pursuant to Part I of the Quebec Companies' Act, under date of January 18th, 1957, and has established its head office at No. 8740 Boulevard de L'Acadie, in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at Montreal, this 27th day of March, 1957.

A. M. HUMMEL,
Secretary-Treasurer.

44632-o

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE DELSON
(Comté de Laprairie)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gérald-F. Théberge, Delson, comté de Laprairie, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 22 avril 1957, pour l'achat de $150,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Delson, comté de Laprairie, datées du 1er mai 1957 et remboursables par séries du 1er mai 1958 au 1er mai 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 12 février 1957, telle que modifiée — Construction d'une école secondaire de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $150,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1958	x$13,000.00
1er mai 1959	x 13,500.00
1er mai 1960	x 14,500.00
1er mai 1961	x 15,000.00
1er mai 1962	x 16,000.00
1er mai 1963	3,500.00
1er mai 1964	3,500.00
1er mai 1965	4,000.00
1er mai 1966	4,000.00
1er mai 1967	4,500.00
1er mai 1968	4,500.00
1er mai 1969	5,000.00
1er mai 1970	5,000.00
1er mai 1971	5,500.00
1er mai 1972	5,500.00
1er mai 1973	6,000.00
1er mai 1974	6,000.00
1er mai 1975	6,500.00
1er mai 1976	7,000.00
1er mai 1977	7,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $67,500.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $13,500.00

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF DELSON
(County of Laprairie)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérald-F. Théberge, Delson, county of Laprairie, until 7.30 o'clock p.m., Monday, April 22, 1957, for the purchase of an issue of $150,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of village of Delson, county of Laprairie, dated May 1st, 1957, and redeemable serially from May 1st 1958 to May 1st 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated February 12, 1957 as, modified — Erection of a secondary school of eight classes.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st., 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $150,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
May 1st, 1958	x$13,000.00
May 1st, 1959	x 13,500.00
May 1st, 1960	x 14,500.00
May 1st, 1961	x 15,000.00
May 1st, 1962	x 16,000.00
May 1st, 1963	3,500.00
May 1st, 1964	3,500.00
May 1st, 1965	4,000.00
May 1st, 1966	4,000.00
May 1st, 1967	4,500.00
May 1st, 1968	4,500.00
May 1st, 1969	5,000.00
May 1st, 1970	5,000.00
May 1st, 1971	5,500.00
May 1st, 1972	5,500.00
May 1st, 1973	6,000.00
May 1st, 1974	6,000.00
May 1st, 1975	6,500.00
May 1st, 1976	7,000.00
May 1st, 1977	7,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $67,500.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $13,500.00 each, from 1958

chacun, de 1958 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laprairie, comté de Laprairie.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Laprairie, comté de Laprairie.

Lesdites obligations ne seront pes rachetables par anticipation avant le 1er mai 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mai 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mai 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 avril 1957, à 7.30 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, Delson, comté de Laprairie.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Delson, (Comté de Laprairie), ce 2 avril 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRALD-F. THÉBERGE.

Delson, (Comté de Laprairie), P.Q. 44656-o

to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Laprairie, county of Laprairie.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Laprairie, county of Laprairie.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of May 1st, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to May 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to May 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year. term, after which dates the said bonds may under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, April 22, 1957, at 7.30 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, Delson, county of Laprairie.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Delson, (County of Laprairie), this April 2, 1957.

GÉRALD-F. THÉBERGE,
Secretary-Treasurer.

Delson, (County of Laprairie), P.Q. 44656

Province de Québec

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Gaspé (Comté de Gaspé-Sud)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Alex. Chouinard, secrétaire-trésorier, C.P. 281, Gaspé, comté de Gaspé-Sud, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 22 avril 1957, pour l'achat de $80,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Gaspé, comté de Gaspé-Sud, datées du 1er avril 1957 et remboursables par séries du 1er avril 1958 au 1er avril 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 10 août 1956 — Construction d'une école complémentaire de quatre classes dans l'arrondissement N° 2.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Province of Quebec

The Catholic School Commissioners for the municipality of Gaspé (County of Gaspé-South)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Alex. Chouinard, Secretary-Treasurer, P.O.B. 281, Gaspé, County of Gaspé-South, until 8.00 o'clock p.m., Monday, April 22, 1957, for the purchase of an issue of $80,000.00 of bonds of the Catholic School Commissioners for the Municipality of Gaspé, county of Gaspé-South, dated April 1st, 1957 and redeemable serially from April 1st, 1958 to April 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October, 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 10, 1956 — Construction of a complementary school of four class-rooms in District No. 2.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $80,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1958	x$16,000.00
1er avril 1959	x 17,500.00
1er avril 1960	x 18,000.00
1er avril 1961	1,000.00
1er avril 1962	1,000.00
1er avril 1963	1,000.00
1er avril 1964	1,500.00
1er avril 1965	1,500.00
1er avril 1966	1,500.00
1er avril 1967	1,500.00
1er avril 1968	1,500.00
1er avril 1969	1,500.00
1er avril 1970	1,500.00
1er avril 1971	2,000.00
1er avril 1972	2,000.00
1er avril 1973	2,000.00
1er avril 1974	2,000.00
1er avril 1975	2,000.00
1er avril 1976	2,500.00
1er avril 1977	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un cotroi total de $53,200.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements, soit un de $17,733.34 et les deux autres de $17,733.33 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 10 ans et à courte échéance 15 ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 avril 1957, à 8.00 heures p.m., au couvent des Sœurs du St-Rosaire de Gaspé, Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gaspé, (Comté de Gaspé-Sud), ce 1er avril 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ALEX. CHOUINARD.

C. P. 281, Gaspé,
(Comté de Gaspé-Sud),
P. Q. 44657-o

Table of redemption — $80,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1958	x$16,000.00
April 1st, 1959	x 17,500.00
April 1st, 1960	x 18,000.00
April 1st, 1961	1,000.00
April 1st, 1962	1,000.00
April 1st, 1963	1,000.00
April 1st, 1964	1,500.00
April 1st, 1965	1,500.00
April 1st, 1966	1,500.00
April 1st, 1967	1,500.00
April 1st, 1968	1,500.00
April 1st, 1969	1,500.00
April 1st, 1970	1,500.00
April 1st, 1971	2,000.00
April 1st, 1972	2,000.00
April 1st, 1973	2,000.00
April 1st, 1974	2,000.00
April 1st, 1975	2,000.00
April 1st, 1976	2,500.00
April 1st, 1977	2,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $53,200.00, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, one of which is $17,733.34 and the two others of $17,733.33 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

In addition tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Gaspé, county of Gaspé-South.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term, before April 1st, 1965 inclusively, if issued at fifteen-year short-term, and before April 1st, 1967 inclusively if issued for a twenty-year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday April 22, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the convent of the Sisters of the Holy Rosary of Gaspé, Gaspé, County of Gaspé.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Gaspé, (County of Gaspé-South), April 1st, 1957.

J.-ALEX. CHOUINARD,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 281, Gaspé,
(County of Gaspé-South),
P. Q. 44657

Province de Québec

PAROISSE DE ST-HONORÉ
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, F. Dufour, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 14 rue Hôtel de Ville, St-Honoré, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 hres p.m., mardi, le 23 avril 1957, pour l'achat de $32,500.00 d'obligations de la paroisse de St-Honoré, comté de Chicoutimi, datées du 1er mai 1957 et remboursables par séries du 1er mai 1958 au 1er mai 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 38 — Emprunt de renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $32,500.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mai 1958	$1,500.00
1er mai 1959	1,500.00
1er mai 1960	1,500.00
1er mai 1961	2,000.00
1er mai 1962	2,000.00
1er mai 1963	2,000.00
1er mai 1964	2,000.00
1er mai 1965	2,000.00
1er mai 1966	2,000.00
1er mai 1967	2,500.00
1er mai 1968	2,500.00
1er mai 1969	2,500.00
1er mai 1970	2,500.00
1er mai 1971	3,000.00
1er mai 1972	3,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1965 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 avril 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 14 rue Hôtel de Ville, St-Honoré, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Honoré, (Comté de Chicoutimi), ce 1er avril 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
F. DUFOUR.

Hôtel de Ville, 14 rue Hôtel de Ville, St-Honoré, (Comté de Chicoutimi), P.Q. 44658-o

Province of Quebec

PARISH OF ST-HONORÉ
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned F. Dufour, Secretary-Treasurer, Town Hall, 14 Hôtel de Ville Street, St. Honoré, county of Chicoutimi, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, April 23, 1957, for the purchase of an issue of $32,500.00 of bonds of the parish of St. Honoré, county of Chicoutimi, dated May 1st, 1957 and redeemable serially from May 1st, 1958 to May 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 38 — Renewal loan.

For purposes of adjudication only interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $32,500.00 — 15 years

Year	*Capital*
May 1st, 1958	$1,500.00
May 1st, 1959	1,500.00
May 1st, 1960	1,500.00
May 1st, 1961	2,000.00
May 1st, 1962	2,000.00
May 1st, 1963	2,000.00
May 1st, 1964	2,000.00
May 1st, 1965	2,000.00
May 1st, 1966	2,000.00
May 1st, 1967	2,500.00
May 1st, 1968	2,500.00
May 1st, 1969	2,500.00
May 1st, 1970	2,500.00
May 1st, 1971	3,000.00
May 1st, 1972	3,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec at the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to May 1st, 1965 inclusively; after this date, the daid bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, April 23, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the town hall, 14 Hôtel de Ville Street, St. Honoré, county of Chicoutimi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Honoré, (County of Chicoutimi), April 1st, 1957.

F. DUFOUR,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 14 Hôtel de Ville Street, St. Honoré, (County of Chicoutimi), P.Q. 44658

Vente — Loi de faillite

Province de Québec district de Montréal, Cour Supérieure, N° 1025 (1956). "En faillite" Dans l'affaire de la faillite de: Victor Villeneuve, 1871 rue St-Jacques ouest, Montréal, P.Q., cédant autorisé et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: "Un emplacement situé à l'angle des rues St-Jacques et des Seigneurs, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-quatre (264) et le lot N° un et le N° deux de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent soixante-cinq (265-1 et 2) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 1871 à 1883 de la rue St-Jacques ouest, et 702 à 724 de la rue des Seigneurs, à Montréal.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachés audit immeuble."

Sera vendu, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi, MERCREDI le 8 MAI 1957.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Montréal, le 14 février 1957, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 1er avril 1957.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
PERRAS & PERRAS, syndics,
4 est rue Notre-Dame,
Montréal P.Q. 44662-14-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1025 (1956). "In bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Victor Villeneuve, 1871 St. James Street, west, Montreal, P.Q., authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is by these presents given that the following immoveable, to wit:

Designation: "An emplacement situated at the corner of St. James Street and Seigneurs, in the city of Montreal, known and designated as being lot number two hundred and sixty-four (264) and lot No. one and No. two of the official subdivision of the original lot No. two hundred and sixty-five (265-1 and 2) on the official plan and in the book of reference of the St. Antoine district, with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1871 to 1883 on St. James Street, west, and 702 to 724 Seigneurs Street, at Montreal.

As the whole now stands with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

Shall be sold, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, at ELEVEN o'clock in the forenoon, WEDNESDAY, MAY 8, 1957.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court at Montreal, February 14, 1957, and following the provisions of sections 55 and following of the bankruptcy Act of 1949, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser, must pay Government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information and list charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this first day of April, 1957.

CLAUDE PERRAS.
Trustee.

Office of:
PERRAS & PERRAS, Trustees,
4 Notre-Dame St., east,
Montreal, P.Q. 44662-14-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 403,816, Dame Shirley Rhoda Ellis, demanderesse, vs Dame Mildred Ellis *et vir*. défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge C.-A. Sylvestre, le 26 février 1957, dans une cause dans laquelle Dame Shirley Rhoda Ellis, fille majeure et usant de ses droits, teneur de livres, des cité et district de Montréal, est demanderesse, et Dame Mildred Ellis, épouse séparée de biens de Jacob M. Helfield, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 403,816, Dame Shirley Rhoda Ellis, plaintiff, vs Dame Mildred Ellis *et vir*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice C.-A. Sylvestre, on the 26th day of February 1957, in a case in which Dame Shirley Rhoda Ellis, fille majeure et usant de ses droits, bookkeeper, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Dame Mildred Ellis, wife separate as to property of Jacob M. Helfield, both of the city and district of Montreal, and the latter a party to these presents for the purpose of authorizing his said wife, are defen-

licitation de l'immeuble désigné comme suit:

"Un certain emplacement ayant front sur la rue Hutchison, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro quinze de la resubdivision du lot numéro cinq de la sudivision du lot numéro trente-deux (32-5-n.o.½ de 15)aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la dite rue Hutchison, en arrière par une ruelle ci-après mentionnée, sur un côté au nord-ouest par le lot 32-5-16 aux dists plan et livre de renvoi officiels, et sur l'autre côté au sud-est par le résidu du dit lot numéro 32-5-15 avec bâtisses susérigées portant les numéros civiques 6044, 6046, et 6048 de la dite rue, dont les murs de côté sont mitoyens, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec ceux y ayant droit".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUX MAI 1957, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille quatre cents dollars ($1,400) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 21 mars 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,

44599-13-2-o BOBROVE & BOBROVE.

dants, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

"That certain emplacement fronting on Hutchison street known and designated as the northwest half of the lot number fifteen of the re-subdivision of the lot number five of the subdivision of lot number thirty-two (32-5-n.w. ½ of 15) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by said Hutchison street, in rear by a lane hereinafter mentioned, on one side to the northwest by lot 32-5-16 on said official plan and book of reference, and on the other side to the southeast by the remainder of said lot number 32-5-15, together with the buildings thereon erected bearing the civic numbers 6044, 6046 and 6048 of said street, whereof the side walls are mitoyen, with the right of passage to lane in rear in common with others having rights therein".

The above described immoveable will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder, on the SECOND day of MAY 1957, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand four hundred dollars ($1,400.00) shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, March 21, 1957.

BOBROVE & BOBROVE,

44599-13-2-o Attorneys for Plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

—

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE STE-THÉRÈSE DE L'ENFANT-JÉSUS DE COWANSVILLE

—

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus de Cowansville, Qué., que la propriété et les lots ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère, au bureau du soussigné, à 112 rue John, Cowansville, Qué., le LUNDI VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AVRIL 1957, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes scolaires et municipales ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Georges Bouchard, lot 623, taxes scolaires: $95.52.

Mme Richard J. Ellis, lot 124-72 et 124-80, taxes scolaires: $49.96; taxes municipales: $23.67.

Sales for Taxes

Province of Quebec

—

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-THÉRÈSE DE L'ENFANT-JÉSUS OF COWANSVILLE

—

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the school commission of Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, Cowansville, Que., that the property and lots hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the undersigned, at 112 John Street, Cowansville, Que., MONDAY, TWENTY-SECOND day of APRIL, 1957 at TEN o'clock in the forennon, to satisfy the payment of school and municipal taxes with accrued interest and costs incurred thereon, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Georges Bouchard, lot 623, school taxes: $95.52.

Mrs Richard J. Ellis, lots 124-72, to 124-80, school taxes: $49.96; municipal taxes: $23.67.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi du canton de Dunham.

Donné à Cowansville, P.Q. ce 18ième jour de mars 1957.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
44601-13-2-o RENÉ MEUNIER.

The above immoveables are all described on the official plan and book of reference of the township of Dunham.

Given at Cowansville, this 18th day of March 1957.

(Seal) RENÉ MEUNIER,
44601-13-2-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE LORETTEVILLE
District de Québec

Avis public est par les présentes donné, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la ville de Loretteville, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent cinquante-sept (1957), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Province of Quebec

TOWN OF LORETTEVILLE
District of Quebec

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the town of Loretteville, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of APRIL, nineteen hundred and fifty-seven (1957) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal taxes plus the accrued interests and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral
Adélard Bilodeau.....	Lot 711-9 — Avec bâtisses dessus érigées — With buildings thereon erected.
Roméo Simard.....	P. 1014C (1) — Avec bâtisses dessus érigées — With buildings thereon erected.
Roméo Simard.....	P. 1014-B (2) — Avec bâtisses dessus érigées — With buildings thereon erected.
"	P. 1014-D (3)
"	P. 1014-F (4) — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	1014-E
"	1014-G — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	1014-H — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	1014-I — Avec bâtisses dessus érigées — With buildings thereon erected.
"	1014-K-A — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	1014-4 — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	P. 1014-6 (5)
"	1009-2 — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.

(1) Cette partie du lot 1014-C bornée vers le sud-ouest par le restant du lot 1014-C; vers le nord-est par le lot 1014-B; vers le sud-est par la rue St-Antoine; vers le nord-ouest par le lot 1014-F.

(2) Cette partie du lot 1014-B est bornée vers le nord-est par le restant du lot 1014-B; vers le sud-est par la rue St-Ambroise; vers le sud-ouest par le lot 1014-C et vers le nord-ouest par le lot 1014-F.

(3) Cette partie du lot 1014-D est bornée vers le nord-est par la balance du lot 1014-D propriété de monsieur Léandre Jobin; vers le sud-est par la rue St-Antoine; vers le sud-ouest par le lot 1014-E et vers le nord-ouest par le lot 1014-F.

(4) Cette partie du lot 1014-F est bornée vers le nord-est par le lot 1009-6 et la petite lisière de neuf pieds (9′) par quarante-neuf pieds et sept pouces (49′ 7″) vendue à monsieur Albert McHugh pour augmenter la profondeur de la partie nord-est du lot 1014-B; vers le sud-est par ladite lisière par la balance du 1014-B et les lots 1014-C, 1014-D et 1014-E; vers le sud-ouest par la rue St-Jacques et vers le nord-ouest par le lot 1014-G.

(5) Cette partie du lot 1014-6 est bornée vers le nord par le lot 1014-5; vers le sud-est par les lots 1014-6-1 et 1014-K-1; vers le sud-ouest par la rue St-Jacques et le lot 1014-6-1; vers le nord-ouest par le lot 1014-A.

(1) This part of lot 1014-C is bounded towards the south-west by the remaining of said lot 1014-C; towards the north-east by lot 1014-B; towards the south-east by St. Antoine Street; towards the north-west by lot 1014-F.

(2) This part of lot 1014-B is bounded towards the north-east by the remaining of lot 1014-B; towards the south-east by St. Ambroise Street; towards the south-west by lot 1014-C; and towards the north-west by ot 1014-F.

(3) This part of lot 1014-D is bounded towards the north-east by the remaining of lot 1014-D belonging to Léandre Jobin; towards the south-east by St. Antoine Street; towards the south-west by lot 1014-E and towards the north-west by lot 1014-F.

(4) This part of lot 1014-F is bounded towards the north-east by lot 1009-6 and by the small piece of nine feet (9′) by forty-nine feet and seven inches (49′7″) sold to Albert McHugh; towards the south-east by the said piece and the remaining of lot 1014-B and by lots 1014-C, 1014-D and 1014-E; towards the south-west by St. Jacques Street; and towards the north-west by lot 1014-G.

(5) This part of lot 1014-6 is bounded towards the north by lot 1014-5; towards the south-east by lots 1014-6-1 and 1014-K-1; towards the south-west by St. Jacques Street and lot 1014-6-1; towards the north-west by lot 1014-A.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel revisé de la ville de Loretteville (paroisse St-Ambroise de la Jeune Lorette) et situés dans la ville de Loretteville.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de Loretteville, ce (23) vingt-troisième jour du mois de mars, mil neuf cent cinquante-sept (1957).

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
44600-13-2-o (Signé) J. R. DURAND.

The above immoveables are all in the official revised cadastre of the town of Loretteville (parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette) and situated in the town of Loretteville.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the town of Loretteville, this (23rd) twenty-third day of the month of March, nineteen hundred and fifty-seven (1957).

(Seal) (Signed) J. R. DURAND,
44600-13-2-o Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SHERBROOKE

Avis public est, par les présentes donné par Stephen W. Broderick, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Sherbrooke, que les propriétés immobilières ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique dans l'édifice du bureau d'enregistrement de la cité de Sherbrooke, à l'endroit où ont lieu les assemblées du Conseil de Comté, JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain (1957), à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes pour lesquelles ils sont responsables et les frais encourus.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given by Stephen W. Broderick, Secretary-treasurer of the municipality of the county of Sherbrooke, that the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction at the Registry Office Building, in the city of Sherbrooke where the sittings of the County Council are held, on THURSDAY the THIRTEENTH day of JUNE next (1957) at TEN o'clock in the forenoon in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred:

Immeubles de la municipalité d'Ascot Corner
Immoveables in the municipality of Ascot Corner

Noms — Names	Lot	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Galipeau, Alfred	Pt. 26E	3	$	$97.45	$97.45
Delafontaine, Bertrand	24B	3	30.00	43.50	73.50
Richard, Alfred Est	26A, 26B	2	48.00	68.00	116.00
McCurdy, Wilbert	19A	3	22.00		22.00
Courchesne, Albert	24E, 25A	2	112.00	162.65	274.65
Goulet, Lucien	Pt. 26A	2	9.00		9.00
Paquette, Zénophat	Pt. 27F	1	60.00		60.00
Moreau, Alphonse	28F, 28G, 28H,				
"	28D, Pt. 28E	6	116.00		116.00
Sanders, Oliva	22A, 21B, 21C	9	166.00	237.10	403.10
Triganno B.V. Mme	1D Pt. 2D	1	138.00	219.35	357.35
Paquette Edmond	Pt. 28A	11	136.00	197.45	333.45

Immeubles de la municipalité du canton d'Orford
Immoveables in the municipality of the township of Orford

Maurice Powers	Pt. 849	14	9.70	30.95	40.65

Immeubles de la municipalité du canton de Compton
Immoveables in the municipality of the township of Compton

Sirois, Albert	11	10	132.95	120.75	253.70

Immeubles de la municipalité de St-Élie d'Orford
Immoveables in the municipality of St. Elie d'Orford

Brochu, Julien	280	6	36.02	89.69	125.71
Boutin, Rosario	829	14		89.48	89.48
Desrochers, William	630-2	A	8.15	20.01	28.16
Fortin, Éméline	833-1-2	14		20.70	20.70
Gingras, Henri	834-3	14		13.75	13.75
Gaudreau, Ernest	829-4-5	14		17.97	17.97
Marchand, Adélard	833-8	14		36.61	36.61
Pomerleau, Roland	283, 286	6			
Pomerleau, Roland	378	7		123.97	123.97
Veilleux, Arthur	491-2	8	16.50	44.93	61.43

Immeubles, re: la Commission Scolaire de Compton-Waterville municipalité de Compton Station
Immoveables in the Compton-Waterville School Commission municipality of Compton Station

Geo. Hopper	13A, S-1/3 14C,				
"	17B, 18C	1			
"	18C	2		371.71	371.71
Clarence, Fowler	15F	3		46.53	46.53
Armand, Cormier	Pt. 24A	1		32.04	32.04

Donné à Compton, Québec, ce 22e jour de mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
S. W. BRODERICK.

44641-14-2

Given at Compton, Quebec, this 22nd day of March 1957.

S. W. BRODERICK,
Secretary-Treasurer.

44641-14-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de Magistrat, N° 15,791. { ELPHÈGE BOISCLAIR marchand de Macamic, saisissant, vs NAPOLÉON DUPUIS, de Laferté, saisi.

AVIS DE VENTE

Les droits acquis sur les los 12 et 13 du rang 2, du canton Privat, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Laferté, le SEIZIÈME jour d'AVRIL 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J.-A. GAUTHIER.
Amos, 12 mars 1957. 44534-11-2-o

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 9273. { RAYMOND POIRIER, journalier de Lac Granet, district d'Abitibi, demandeur saisissant vs BERNARD McVEIGHT, mineur, de Sullivan, district d'Abitibi, défendeur, saisi.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 50c de la subdivision du lot 46 rang 9 canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Bernard de Sullivan, district d'Abitibi, le HUITIÈME jour de MAI 1957 à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J.-A. GAUTHIER.
Amos, 28 mars 1957. 44642-14-2-o

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 12,119. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs PAUL-ÉMILE BEAUREGARD, de St-Félix de Kingsey, comté de Drummond, défendeur.

1° Le lot numéro un B (N° 1 B) dans le cinquième rang du canton de Kingsey, comté de Drummond, avec toutes les bâtisses y érigées.

2° La moitié sud-ouest des lots numéros un A et un D (½ S. O. 1 A et 1 D) dans le sixième rang du canton de Kingsey, comté de Drummond, ayant une superficie de cinquante-cinq acres.

Sujet cependant les susdits terrains au droit de passage N° 101,650 B 105 en faveur de la Compagnie Shawinigan Water & Power Co., pour ses lignes de transmission de l'énergie électrique.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Magistrate's Court, No. 15,791 { ELPHÈGE BOISCLAIR merchant of Macamic, seizing creditor, vs NAPOLÉON DUPUIS, of Laferté, saized.

NOTICE OF SALE

The rights acquired on lots 12 and 13 of range 2, of the township of Privat, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Laferté on the SIXTEENTH day of APRIL, 1957 at TWO o'clock in the afternoon.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, March 12, 1957. 44534-11-2

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 9273. { RAYMOND POIRIER, journeyman of Lake Granet, district of Abitibi, distraining plaintifi vs BERNARD McVEIGHT, miner, of Sullivan, district of Abitibi, defendant distrained.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being lot number 50c of the subdivision of lot 46, range 9, of the township of Dubuisson, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of St. Bernard de Sullivan, district of Abitibi, the EIGHT day of MAY 1957 at TWO o'clock in the afternoon, daylight saving time.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, March 28, 1957. 44642-14-2

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 12,119. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff vs PAUL-ÉMILE BEAUREGARD, of St. Félix de Kingsey, county of Drummond, defendant.

1. Lot number one B (No. 1 B) in range five of the township of Kingsey, county of Drummond, with all buildings erected thereon.

2. The southwesterly half of lots number one A and one D (S. W. ½ 1 A and 1 D) in range six of the township of Kingsey, county of Drummond having an area of fifty-five acres.

However, the abovementioned pieces of land are subject to right-of-way No. 101,650 B 105 in favour of the Shawinigan Water & Power Co., for electric power transmission lines.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Félix de Kingsey, comté de Drummond, le JEUDI, DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL 1957 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 11 mars 1957. 44515-11-2-o

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Félix de Kingsey, county of Drummond, THURSDAY the EIGHTEENTH day of APRIL 1957 at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, this March 11, 1957. 44515-11-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Dans la Cour du Magistrat,
District de Beauce

St-Joseph de Beauce N° 19,581. à savoir: CHARLES GAGNON, garagiste à Vallée-Jonction, contre OMER DULAC de Ste-Justine,

county of Dorchester, maintenant de 15, rue Ste-Marie, Marieville, à savoir: Le lot N° 2 du cadastre officiel pour le rang 9 canton Langevin, ainsi que les bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Ste-Justine, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 2 avril 1957.
[Première insertion: 6 avril 1957.]
[Seconde insertion: 20 avril 1957.]
44660-14-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Magistrate' Court,
District of Beauce

St. Joseph of Beauce, No. 19,581. to wit: CHARLES GAGNON, garage-keeper, at Valley-Junction, against OMER DULAC of Ste-

Justine, county of Dorchester, presently of 15 Ste. Marie street, Marieville, to wit: Lot No. 2 of official cadaster for range 9, township Langevin, as well as the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Ste-Justine, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph de Beauce, April 2, 1957.
[First insertion: April 6, 1957.]
[Second insertion: April 20, 1957.]
44660-14-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 22,190. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant vs EUGÈNE MALTAIS, (fils de François), de Ste-Anne, Comté de Chicoutimi, P.Q. Intimé.

Contre l'Intimé:

1. Le lot numéro cinq (5) du cinquième rang au cadastre officiel du canton Simard, contenant environ cent acres en superficie; sauf à distraire la partie vendue par Joseph Boudreault à la Municipalité Scolaire de la paroisse de Ste-Anne suivant acte enregistré à Chicoutimi, le 8 août 1930, No. 55,007;

2. Le lot numéro six (6) du même cinquième rang au cadastre officiel du canton Simard, contenant environ cent acres en superficie; sauf à distraire l'emplacement de l'école N° 4, de la paroisse de Ste-Anne, tel qu'actuellement clôturé;

3. Le lot numéro cinq (5) du quatrième rang au cadastre officiel du canton Simard, de cent acres en superficie;

Avec toutes les bâtisses construites sur ces lots, circonstances et dépendances.

Sauf les droits concédés par M. Joseph Boudreault sur les immeubles à la Compagnie Electrique du Saguenay, suivant acte devant J.M. Lacroix, notaire, le 12 juillet 1945, enregistré à Chicoutimi, le 30 juillet 1945, N° 80,621.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Chicoutimi, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 11 mars 1957. 44517-11-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 22,190. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated having its head office at Quebec, Petitioner, vs EUGÈNE MALTAIS, (son of François), of Ste. Anne, county of Chicoutimi, P.Q., respondent.

Against the respondent:

1. Lot number five (5) of the fifth range of the official cadaster of the township of Simard, containing about one hundred acres in superficial area; save to withdraw that part sold by Joseph Boudreault, to the School Municipality of the parish of Ste-Anne according to registered deed at Chicoutimi, on August 8, 1930, No. 55,007;

2. Lot number six (6) of the same fifth range of the official cadaster of the township of Simard, containing about one hundred acres in superficial area; save to withdraw from the emplacement of school No. 4, of the parish of Ste. Anne, as presently fenced-in;

3. Lot number five (5) of the fourth range of the official cadaster of the township of Simard, with fifty acres in superficial area;

With all the buildings erected on these lots, circumstances and dependencies.

Save all the rights conceded by Mr. Joseph Boudreault on the immoveables to the "Compagnie Electrique du Saguenay", according to deed before J. M. Lacroix, notary, on July 12, 1945, registered at Chicoutimi, on July 30, 1945, No. 80,621.

To be sold "in block" at the door of the parochial church of Ste-Anne of Chicoutimi, WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of APRIL, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, March 11, 1957. 44517-11-2

GASPÉ

Fieri Facias

Cour Supérieure, Percé, P.Q. N° 4152. SERVICE FINANCE REG'D (company) 466, de la Couronne Québec, requérant, contre JOHNY EDWARDS de Ste Anne des Monts, Gaspé-Nord, district de Gaspé, intimé.

Un terrain de forme irrégulière sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste Anne des Monts, mesurant une largeur de cinquante-neuf pieds et huit-dixièmes (59.8) à la ligne nord ouest et de cent vingt-cinq pieds (125′) à la ligne sud est sur une profondeur de cent soixante-cinq pieds et cinq-dixièmes (165.5) à la ligne nord est et de cent cinquante-quatre pieds (154′) à la ligne sud ouest avec la maison dessus construite circonstances et dépendances connu et désigné comme étant le lot portant le numéro quatorze-B (14-B) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Cap Chat et borné comme suit: au nord ouest par le boulevard Perron au nord est par le lot 13-2 de Georges Marie Gagnon et au sud-ouest par le lot 14-A-7 du Directeur loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste Anne des Monts LUNDI le SIXIÈME jour de MAI 1957 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Percé, P.Q., mars 29 1957. 44651-14-2-o

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Cour de Magistrat, Ste Anne des Monts, N° 4514. ALPHONSE OUELLET, (Gaspe Motor Sales), du village de Gaspé requérant contre JOSEPH JEANNOTTE de Pointe Navarre, comté de Gaspé, intimé.

La propriété devant être vendue est la suivante: "Un certain morceau ou parcelle d'un terrain situé à Pointe Navarre, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gaspé Baie Sud, comme faisant partie du lot numéro deux (2), du rang Darmouth, dans ledit canton de Gaspé Baie Sud, ayant une superficie d'un acre et demi (1½), plus ou moins, borné au nord par le Chemin de la Reine, à l'est par le lot N° 1, propriété de Raymond Adams, au sud et à l'ouest par le résidu du lot numéro deux (2), avec toutes bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Pointe Navarre LUNDI le SIX MAI 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Percé, P.Q. 29 mars 1957. 44650-14-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, Ste Anne des Monts, N° 3540. ALPHONSE OUELLET, village de Gaspé, requérant contre PAUL alias LÉOPOLD COULOMBE, journalier, de Grande Vallée, comté et district de Gaspé.

Un certain morceau de terre de figure irrégulière sis et situé à Grande Vallée, comté de Gaspé, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Seigneurie de Grande Vallée des Monts comme lot numéro sept (7) du rang ouest de la Rivière Petite Vallée, borné au nord par le

GASPÉ

Fieri Facias

Superior Court, Percé, P.Q. No. 4152. SERVICE FINANCE REG'D (company) 466, Crown Street, Quebec, petitioner, versus JOHNY EDWARDS, of St. Anne des Monts, Gaspé North, district of Gaspé, respondent.

A piece of land of irregular shape situated and lying in range one of the parish of St. Anne des Monts, measuring in width, fifty-nine feet and eight tenths (59.8) at the northwesterly line and one hundred and twenty-five feet (125′0) at the southeasterly line by a depth of one hundred and sixty-five feet and five tenths (165.5) at the northeasterly line and one hundred and fifty-four feet (154′) at the southwesterly line with house erected thereon, cirsumstances and dependencies known and designated as being lot bearing number 14B (14-B) on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Cap Chat and bounded as follows: northwesterly by the Perron Boulevard, northeasterly by lot 13-2 of Georges Marie Gagnon and southwesterly by lot 14-A-7 of the Director of Veterans' Land Act.

To be sold at the door of the Church of St. Anne des Monts, MONDAY, the SIXTH day of MAY 1957 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Percé, P.Q. March 29, 1957. 44651-14-2

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Magistrate's Court, St. Anne des Monts, No. 4514. ALPHONSE OUELLET, (Gaspe Motor Sales) of village of Gaspé, plaintiff, vs JOSEPH JEANNOTTE of Pointe Navarre, county of Gaspé, defendant.

The property to be sold is the following: "A certain piece or parcel of land situate at Pointe Navarre county of Gaspé Province of Quebec, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gaspé Bay South as part of lot number two (2) of the Dartmouth, range in the said township of Gaspé Bay South having a superficies of one and one half (1½) acres more or less bounded on the north by the Queen's Highway on the east by the lot No. 1 property of Raymond Adams on the south and west by the residue of lot number two (2) with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Pointe Navarre, on MONDAY, the SIXTH of MAY 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Percé, P.Q. March 29, 1957. 44650-14-2

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, St. Anne des Monts, No. 3540. ALPHONSE OUELLET, village of Gaspé, petitioner against PAUL alias LÉOPOLD COULOMBE, laborer, of Grande Vallée, county and district of Gaspé.

A certain plot of land of irregular figure situated at Grande Vallée, county of Gaspé, better known and designated on the official plan and in the book of reference of the Seigniory of Grande Vallée des Monts as lot number seven (7) of the west range of the Petite Vallée

lot numéro 6-2 à l'est par la rivière Petite Vallée au sud par le lot numéro 8 et à l'ouest par la Seigneurie de Grande Vallée avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Grande Vallée LUNDI, le SIXIÈME jour de MAI 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Percé, P.Q. 29 mars 1957. 44649-14-2-o

River bounded on the north by lot number 6-2, on the east, by Petite Vallée River, on the south by lot number 8 and on the west, by the Seigniory of Grance Vallée, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Grande Vallée, MONDAY, the SIXTH day of MAY, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Percé, P.Q. March 29, 1957. 44649-14-2

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, Ste Anne des Monts, N° 4434. KRUSE MOTORS LTD du village de Gaspé requérant contre NOËL & HARVEY SYNNOTT de l'Anse au Griffons comté de Gaspé.

Un certain morceau ou parcelle d'un terrain situé à l'Anse aux Griffons, comté de Gaspé, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Cap Rosiers comme faisant partie du lot numéro soixante-huit-B (68-B) du premier rang sud dudit canton de Cap Rosiers, borné au nord par la propriété occupée par Eddy Chouinard, au sud par le deuxième rang nord de Cap Rosiers, à l'est par la propriété occupée par J. H. Boulay et à l'ouest par la propriété occupée par Lauréat Synnott, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Anse au Griffons le SIXIÈME jour de MAI 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Percé, P.Q., 29 mars 1957. 44648-14-2-o

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, St. Anne des Monts, No. 4434. KRUSE MOTORS LTD of village of Gaspe, plaintiff vs NOËL & HARVEY SYNNOTT, of l'Anse aux Griffons, county of Gaspe.

A certain piece or parcel of land situate at l'Anse au Griffon, county of Gaspe known and designated on the official plan and book of reference of the township of Cap Rosiers as part of lot number sixty-eight-B (68-B) of the first range south of the said township of Cap Rosiers, bounded on the north by the property occupied by Eddy Chouinard on the south by the second range north of Cap Rosiers on the east by the property occupied by J. H. Boulay and on the west by the property occupied by Lauréat Synnott with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of l'Anse aux Griffons the SIXTH day of MAY, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Percé, P.Q. March 29, 1957. 44648-14-2

Fieri Facias

Cour Supérieure, Percé, P.Q. N° 4050. ANDRÉ BOLDUC, Rivière aux Renards P.Q. requérant contre JOSEPH LANTIN de Sacré-Cœur des Landes, Ste-Anne des Monts comté de Gaspé-Nord, district de Gaspé, Province de Québec, intimé.

La propriété devant être vendue est la suivante: Un certain morceau ou parcelle de terrain situé à Sacré-Cœur des Landes, Ste-Anne des Monts, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Tourelle comme étant le lot N° trente-quatre (34) du rang E.R.C., borné au nord par le lot trente-trois (33), au sud par le lot numéro trente-cinq (35), à l'est par le chemin public et à l'ouest par la propriété des Terres et Forêts.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts comté de Gaspé-Nord, le SIXIÈME jour de MAI 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Percé, P.Q. 29 mars 1957. 44647-14-2-o

Fieri Facias

Superior Court, Percé, P.Q. No. 4050. ANDRÉ BOLDUC, Rivière aux Renards, P.Q. against JOSEPH LANTIN of Sacré-Cœur des Landes, Ste Anne des Monts, county of Gaspe-North, district of Gaspe, Province of Quebec, defendant.

The property to be sold is the following: A certain piece or parcel of land situate at Sacré-Cœur des Landes, Ste Anne des Monts known and designated on the official plan and book of reference of the township of Tourelle as lot number thirty-four (34) of range E.R.C., bounded on the north by lot number thirty-three (33) on the south by lot number thirty-five (35) on the east by the public highway and on the west by property of lands and forests.

To be sold at the parochial church door of Ste Anne des Monts, county of Gaspe-North, the SIXTH day of MAY 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Percé, P.Q. March 29, 1957. 44647-14-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19,618. P. W. A. WELLS, hôtelier de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur vs WILLIE SIROIS, de St-Honoré, défendeur.

"Un terrain contenant cent trente-six pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur,

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19,618. P. W. A. WELLS, hotelkeeper of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff vs WILLIE SIROIS, of St. Honoré, defendant.

"A lot of land containing one hundred and thirty-six feet frontage by one hundred and

mesure anglaise, borné au nord au chemin public, au sud et à l'est à Joseph Rossignol et à l'ouest à Pierre Landry; lequel terrain fait partie du lot numéro trente-neuf (39-p) au cadastre officiel pour le canton Armand, dans le rang C, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Honoré, comté de Témiscouata, LUNDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL 1957, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, ce 13 mars 1957. 44533-11-2-o
[Première insertion: samedi, le 16 mars 1957]

fifty feet in depth, English measure, bounded on the north by the public highway, on the south and on the east by Joseph Rossignol and on the west, by Pierre Landry; which lot of land forms part of lot number thirty-nine (39-p) on the official cadaster for the township of Armand in range C, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the Church of the Parish of St. Honoré, county of Témiscouata, MONDAY the FIFTEENTH day of APRIL, 1957, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, this March 13, 1957 44533-11-2
[First insertion: Saturday, March 16, 1957]

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec —
District de Mégantic

Cour Supérieure, District d'Arthabaska, N° 11548. } ARMAND LANDRY, entrepreneur de St-Pierre Baptiste, demandeur; vs ERNEST GUÉRETTE, de St-Adrien d'Irlande, comté de Mégantic, défendeur.

La demie sud-est de la demie nord-ouest du lot 536 du canton d'Irlande, contenant 50 acres, en superficie, plus ou moins, mesurant deux arpents et demi de largeur sur la profondeur du rang, borné d'un bout au nord-est au chemin public, entre les rangs neuf et dix; à l'autre bout au sud-ouest au cordon entre les rangs huit et neuf, d'un côté au nord-ouest à la moitié nord-ouest de la moitié nord-ouest du même lot, appartenant à Adélard Nadeau, ou son représentant, et de l'autre côté au sud-est à la moitié sud-est du même lot, avec bâtisses.

Une propriété contenant cent acres en superficie, plus ou moins, mesurant cinq arpents de largeur, sur la profondeur du rang, connue comme étant les lots 585, 586 et 587 du canton d'Irlande, moins et à distraire du lot 587 la partie appartenant à Joseph Carrier ou son représentant, sous réserve des mines et droits de mines à qui de droit.

Pour être vendues à la porte de l'église de St-Adrien d'Irlande, comté de Mégantic, JEUDI, le NEUF de MAI 1957 à TROIS heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT LAMONDE.
Thetford Mines, ce 1er avril 1957.
44659-14-2-o

MEGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Megantic

Superior Court, District of Arthabaska, No. 11548. } ARMAND LANDRY, contractor of St. Pierre Baptiste, plaintiff, vs ERNEST GUÉRETTE, of St. Adrien d'Irlande, county of Megantic, defendant.

The southeast half of the northwest half of lot 536 of the township of Irlande, containing 50 acres in area, more or less, measuring two arpents and a half in width by the depth of the range, bounded at one end, northeasterly, by the public road, between ranges nine and ten; at the other end, southwesterly, by the string between ranges eight and nine, on one side northwesterly by the northwesterly half of the northwest half of same lot, belonging to Adelard Nadeau, or his representative, and on the other side southeasterly by the southeast half of same lot, with buildings.

A property containing an area of one hundred acres, more or less, measuring five arpents in width by the depth of the range, known as being lots 585, 586 and 587 of the township of Irlande, save and except that part of lot 587 belonging to Joseph Carrier or his representative, under reserve of mines or mining rights to the person entitled.

To be sold at the door of the Church of St. Adrien d'Irlande, county of Megantic, THURSDAY, the NINTH day of MAY 1957 at THREE o'clock in the afternoon, (daylight saving time).

ALBERT LAMONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Thetford Mines, this April 1st, 1957.
44659-14-2

NICOLET

Fieri Facias
Canada, Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, N° 2128. } M. NAPOLÉON ROUSSEAU, directeur de funérailles domicilié et résidant en la ville de Nicolet, district de Nicolet, et y faisant affaires comme directeur de funérailles et embaumeur sous les nom et raison sociale de Rousseau & Frère, demandeur vs M. ÉDOUARD LANEUVILLE, résidant au village de Ste-Angèle de Laval, comté et district de Nicolet, défendeur.

"Un emplacement situé dans la paroisse de Ste-Angèle de Laval, d'environ 50 pieds de front, plus ou moins, sur environ 100 pieds de profondeur, plus ou moins, prenant son front à W. M.

NICOLET

Fieri Facias
Canada, Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 2128. } MR. NAPOLÉON ROUSSEAU, Funeral Director, domiciled and residing in the town of Nicolet, district of Nicolet, and therein carrying on business as Feneral Director and Embalmer under the style and name of Rousseau & Frère, plaintiff, vs Mr. ÉDOUARD LANEUVILLE, residing in the village of St-Angèle de Laval, county and district of Nicolet, defendant.

"An emplacement situated in the parish of St-Angèle de Laval, with about 50 feet frontage, more or less, by about 100 feet in depth, more or

Lévesque ou représentants, et en profondeur à Thomas Laneuville ou représentants, joignant au sud-ouest à Isaïe Landry ou représentants et au nord-est à un chemin de Louis Lemarier ou représentants, ledit emplacement étant le lot N° 53 du cadastre de Ste-Angèle de Laval, et partie du lot N° 52 dudit cadastre, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Angèle de Laval, le SEIZIÈME jour d'AVRIL (1957) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 9 mars 1597. 44516-11-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 16921. JOSAPHAT BOUCHER, journalier, des cité et district de Trois-Rivières, demandeur; GEORGES BOUCHER, autrefois de Bécancourt, district de Nicolet, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

"La moitié indivisé d'une terre située au rang du Côteau de Roche, ou troisième rang Dutord, à Bécancour, étant connue et désignée par le numéro trois cent douze (312), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancour, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

"La moitié indivisé d'une terre située au quatrième rang du Fief Dutord à Bécancour, du contenu de trois quarts d'arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a à prendre devant aux représentants Louis Mayrand, à aller se terminer en profondeur à l'endroit appelé "La Ravine", laquelle profondeur est de vingt-et-un arpent, plus ou moins ce terrain faisant partie du lot de terre numéro trois cent trente-quatre (P. 334), du cadastre du comté de Nicolet pour la paroisse de Bécancour, entre le représentant Anthime Cyrenne au sud-ouest et Louis Leblanc, au nord-est; en bois debout.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Bécancour, le HUITIÈME jour de MAI (1957) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 1er avril 1957. 44652-14-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 83631. LA CAISSE POPULAIRE DE LÉVIS, société régie par la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son siège social dans la cité de Lévis, P.Q. contre MAURICE JEAN, de la cité de Lévis, P.Q.

"Un emplacement situé à Lévis, côté nord de la rue Wolfe, connu sous les lots numéro soixante-neuf et soixante-dix-huit (69 et 78) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame en la cité de Lévis, avec les bâtisses dessus constuites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis, comté de Lévis, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr. J. R. GOBEIL.
Québec, le 12 mars 1957. 44532-11-2-o
[Première insertion: 16 mars 1957]
[Deuxième instrion: 6 avril 1957]

less, taking its frontage alongside W. M. Lévesque or representatives, and its depth alongside Thomas Laneuville or representatives, being joined on the southwest by Isaïe Landry or representatives and on the northeast, by a road of Louis Lemarier or representatives, the said emplacement being lot No. 53, of the cadaster of Ste-Angèle de Laval and part of lot No. 52 of the said cadaster, with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Ste-Angèle de Laval, on the SIXTEENTH day of APRIL, (1957) at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, March 9, 1957. 44516-11-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 16921. JOSAPHAT BOUCHER, laborer, of the city and district of Trois-Rivières, plaintiff; GEORGES BOUCHER, heretofore of Bécancourt, district of Nicolet, and presently of unknown parts, defendant.

The undivided half of a farm situated on range Côteau de Roche, or third range Dutord, at Bécancour, as being known and designated by number three hundred and twelve (312), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Bécancour, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The undivided half of a farm situated on the fourth range of the Fief Dutord at Bécancour, of the contents of three quarters of an arpent in width by the depth to be taken before the representatives Louis Mayrand, to terminate by the depth of the place called "La Ravine", which depth is twenty-one arpents, more or less, this plot of land forming part of lot of land number three hundred and thirty-four (Pt. 334), of the cadaster of the county of Nicolet for the parish of Bécancour, between representative Anthime Cyrenne on the southwest and Louis Leblanc, on the northeast; in standing wood.

To be sold at the parochial church door of Bécancour, on the EIGHTH day of MAY, (1957) at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, April 1st, 1957. 44652-14-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 83631. LA CAISSE POPULAIRE DE LÉVIS, association governed by the Cooperative Syndicates' Act of Quebec, having its head office in the city of Levis, P.Q., against MAURICE JEAN, of the city of Levis, P.Q.

"An emplacement situated at Levis, on the north side of Wolfe Street, known under lots number sixty-nine and seventy-eight (No. 69 and 78) of the official cadastre for woard Notre-Dame in the city of Levis, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "in block" at the parochial church door of Notre-Dame de Levis, county of Levis, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 12, 1957. 44532-11-o
[First insertion: March 16, 1957]
[Second insertion: April 6, 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 86-193. { LA CITÉ DE QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires dans les cité et district de Québec contre ADJUTOR T. MORIN, journalier, de la cité de Québec.

"Le lot numéro six cent cinquante-huit (N° 658) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du quartier St-Roch, en la cité de Québec, borné au nord-ouest par le lot numéro six cent cinquante-sept (N° 657), au sud-est par le lot numéro six cent cinquante-neuf, (N° 659) au nord-est par le lot numéro six cent quarante-trois (N° 643) et au sud-ouest par la rue Massue. Mesurant quarante-huit pieds huit pouces (48'8") sur la ligne qui le divise du lot numéro six cent cinquante-sept (N° 657), quarante-huit pieds sept pouces (48'7") sur la ligne qui le divise du lot numéro six cent cinquante-neuf (N° 659), vingt-deux pieds six pouces (22'6") sur la ligne qui le divise du lot numéro six cent quarante-trois (N° 643) et vingt-deux pieds deux pouces (22'2") sur la rue Massue. Contenant en superficie mille quatre-vingt pieds (1,080') mesure anglaise ou neuf cent cinquante pieds (950') mesure française. Avec maisons dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL.
Québec, le 3 avril 1957. 44661-14-2-o

[Première insertion: 6 avril 1957.]
[Deuxième insertion: 27 avril 1957.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 86-193. { THE CITY OF QUEBEC, corporation legally constituted having its head office and business in the city and district of Quebec, versus ADJUTOR T. MORIN, journeyman, of the city of Quebec.

"Lot number six hundred and fifty-eight (No. 658) of the plan and book of reference of the official cadastre of St. Roch Ward, in the city of Quebec, bounded northwesterly by lot number six hundred and fifty-seven (No. 657), southeasterly by lot number six hundred and fifty-nine, (No. 659) northeasterly by lot number six hundred and forty-three (No. 643) and southwesterly by Massue Street. Measuring forty-eight feet and eight inches (48'8") along the line dividing it from lot number six hundred and fifty-seven (No. 657), forty-eight feet and seven inches (48'7") along the line dividing it from lot number six hundred and fifty-nine (No. 659), twenty-two feet and six inches (22'6") along the line dividing it from lot number six hundred and forty-three (No. 643) and twenty-two feet and two inches (22'2") along Massue Street. Containing an area of one thousand and eighty feet (1,080') English measure or nine hundred and fifty feet (950') French measure. With houses erected thereon, circumstances and dependencies".

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TENTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

DR J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 3, 1957. 44661-14-2

[First insertion: April 6, 1957.]
[Second insertion: April 27, 1957.]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 2932. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, requérant, vs ALPHONSE CYR, 1510 rue Notre-Dame du Rosaire, Sherbrooke, intimé.

Comme appartenant audit intimé:

"La moitié est du lot numéro quinze (½ E. 15) du rang cinq sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton Clifton, comté de Compton d'une superficie de cent acres, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Edwidge de Clifton, MERCREDI, le HUIT MAI 1957, à DIX heures de l'avant-midi. (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 29 mars 1957.

[Première insertion, le 6 avril 1957.]
44643-14-2-o

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 2932. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its corporate seat in Quebec, applicant, vs ALPHONSE CYR, 1510 Notre-Dame du Rosaire street, Sherbrooke, appellee.

As belonging to the said appellee:

"The east half of lot number fifteen (½ E. 15) of range five upon the official plan and book of reference for the township Clifton, county of Compton, of a superficies of one hundred acres, more or less, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Edwidge de Clifton, WEDNESDAY, the EIGHTH day of MAY 1957, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 29th of March 1957.

[First insertion, the 6th of April 1957.]
44643-14-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour de Magistrat, N° 35392 { GEO. LAMBERT INC., corporation avec siège social à Trois-Rivières, demanderesse, vs RENÉ LEFEBVRE, domicilié à Trois-Rivières, (777 Ste-Angèle), défendeur.

"Un emplacement situé du côté sud-ouest de la

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Magistrate's Court, No. 35392. { GEO. LAMBERT INC., corporation with head office at Trois-Rivières, plaintiff, vs RENÉ LEFEBVRE, domiciled at Trois-Rivières (777 Ste-Angèle), defendant.

"An emplacement situated on the southwest

rue St-Alphonse, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, contenant 31½ pieds de largeur par la profondeur des lots ci-après mentionnés, connus et désignés comme étant la totalité du lot N° sept et comme prenant 1½ pied de largeur dans la ligne sud-est du lot N° huit de la subdivision officielle du lot N° quatre cent six (406-7 et P. S.E. 8) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, borné en front, vers le nord-est, par ladite rue St-Alphonse; d'un côté vers le sud-est par le lot N° 406-6 du susdit cadastre; en profondeur, par la ligne de profondeur desdits lots et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par la balance dudit lot N° 406-8, du susdit cadastre, restant la propriété du vendeur, avec bâtisse dessus construite.

Et le droit d'accotement sur le pent sud-est de la bâtisse construite sur la balance dudit lot N° 8 de la subdivision officielle dudit lot N° quatre cent six (406-8) du susdit cadastre et cela à titre de servitude à perpétuité."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marie Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, le SEIZIÈME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 11 mars 1957. 44518-11-2-o

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 17013. { ARTHUR MENDEL, des cité et district de Montréal, y faisant affaires seul

sous la raison sociale de Gray Electric Company Reg'd., demandeur vs ROGER DESSUREAULT de Shawinigan-Falls district de Trois-Rivières, défendeur.

"Un lot de terre situé en la paroisse de St-Sauveur d'Almaville, connu et désigné comme étant le numéro seize au plan de subdivision d'une partie du lot numéro neuf cent quatre (P. 904-16) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Notre-Dame du Mont-Carmel, mesurant cinquante-neuf pieds de largeur par en profondeur quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Jeanne d'Arc à Shawinigan-Sud, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 11 mars 1957. 44519-11-2-o

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 17520. { CLÉMENT TESSIER, marchand de bois, domicilié dans les cités et district

de Trois-Rivières, demandeur, vs ÉVARISTE PRONOVOST, cultivateur, domicilié en la paroisse Ste-Geneviève de Batiscan, comté de Champlain, district de Trois-Rivières, défendeur, & RODRIGUE BAILLY, député-régistrateur, de la division d'enregistrement de Champlain, à Ste-Geneviève de Batiscan, mis-en-cause.

"1° Le lot numéro six cent dix-neuf (619) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève de Batiscan, comté de Champlain.

2° Le lot numéro six cent vingt (620) audit cadastre.

side of St. Alphonse Street, in the city of Cap-de-la-Madeleine, containing 31½ feet in width by the depth of the lots hereinafter mentioned, known and designated as being of the same totality of lot No. seven and as taking 1½ feet in width in the southeast line of lot No. eighth of the official subdivision of lot No. four hundred and six (406-7 and Pt. S.E. 8) of the official cadaster of the county of Champlain, for the city of Cap-de-la-Madeleine, bounded in front, on the northeast, for the said St. Alphonse Street; on one side on the southeast by lot No. 406-6 of the above said cadaster; in depth, by the depth line of the said lots and on the other side, towards the northwest by the balance of the said lot No. 406-8, of the said cadaster, remaining the property of the vendor, with building thereon erected.

And the right of the sidepath on the slope southeast of the building erected on the remainder of the said lot No. 8 of the official subdivision of the said lot No. four hundred and six (406-8) of the above said cadaster and this according to title of perpetual servitude."

To be sold at the parochial church door of Ste. Marie Madeleine, at Cap-de-la-Madeleine, on the SIXTEENTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, March 11, 1957. 44518-11-2

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 17013. { ARTHUR MENDEL, of the city and district of Montreal, therein carrying

on business alone under the name of Gray Electric Company Reg'd., plaintiff, vs ROGER DESSUREAULT, of Shawinigan-Falls, district of Trois-Rivières, defendant.

"A lot of land situated in the parish of St. Sauveur d'Almaville, known and designated as being number sixteen on the subdivision plan of a part of lot number nine hundred and four (Pt. 904-16) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of Notre-Dame du Mont-Carmel, measuring fifty-nine feet in width by a depth of ninety-feet, English measure, with the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Ste. Jeanne d'Arc at Shawinigan-South, on the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, March 11, 1957. 44519-11-2

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 17520. { CLÉMENT TESSIER, lumber merchant, domiciled in the city and district

of Trois-Rivières, plaintiff, vs ÉVARISTE PRONOVOST, farmer, domiciled in the parish of Ste-Geneviève de Batiscan, county of Champlain, district of Trois-Rivières, defendant, & RODRIGUE BAILLY, deputy-registrar, of the registration division of Champlain, at Ste. Geneviève de Batiscan, mis-en-cause.

"1. Lot number six hundred and nineteen (619) on the official cadaster of the parish of Ste-Geneviève de Batiscan, county of Champlain.

2. Lot number six hundred and twenty (620) of the said cadastre.

3° Le lot numéro six cent vingt-quatre (624) audit cadastre.

4° Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-quinze (595) audit cadastre, avec une maison située, sur ledit lot N° 595 au nord du chemin public, une grange, une étable, une porcherie des hangars, une laiterie, circonstances et dépendances;

5° Une partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-trois (583) ptie audit cadastre, contenant cinq arpents en largeur le long du chemin public et à la profondeur sur trois arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au sud par la route de la rivière à La Lime, à l'ouest par le lot N° 582, au nord et à l'est par une partie du lot N° 583 appartenant à Émile Jacob, sans bâtisses;

Moins et à distraire une partie sur laquelle est bâtie l'école de un demi-arpent en largeur sur un arpent en profondeur;

6° Une autre partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-trois (583) audit cadastre, contenant trois arpents en largeur sur quatorze arpents en profondeur, plus ou moins, bornée du côté sud-ouest par le lot No. 596 et au sud-est par le lot No. 582, au nord-est par une partie dudit N° 583 appartenant aujourd'hui à Émile Jacob et au nord-ouest par le lot N° 584, sans bâtisses".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Geneviève de Batiscan, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent cinquante-sept à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 12 mars 1957. 44520-11-2-o

3. Lot number six hundred and twenty-four (624) of the said cadaster.

4. Lot number five hundred and ninety-five (595) of the said cadaster, with a house situated on the said lot No. 595 north of the public road, a barn, a stable, a piggery, sheds, a dairy, circumstances and dependencies;

5. A part of lot number five hundred and eighty-three (583) Pt. on the same cadaster, containing five arpents in width along the public highway and along the depth of three arpents in depth, more or less, bounded on the south by the road of La Lime River, on the west, by lot No. 582, on the north and on the east, by a part of lot No. 583 belonging to Émile Jacob, without buildings;

Less and to withdraw a part upon which is built a school of one-half arpent in width by one arpent in depth;

6. Another part of lot number five hundred and eighty-three (583) of the said cadaster, containing three arpents in width by fourteen arpents in depth, more or less, bounded on the southwest side by lot No. 596 and on the southeast by lot No. 582, on the northeast, by a part of the said No. 583 belonging today to Émile Jacob and on the northwest, by lot No. 584, without buildings".

To be sold at the parochial church door of Ste-Geneviève de Batiscan, on the TWENTY-FOURTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and fifty-seven at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, March 12, 1957. 44520-11-2

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 315

Québec, le 27 mars 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux photographes professionnels des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
L'Association des Photographes Professionnels de la Province de Québec (Section des Cantons de l'Est) Inc.;

Et, D'AUTRE PART:
L'Association des Employés en Photographie des Cantons de l'Est;
pour les employeurs et les salariés du métier visé, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 juin 1956;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 315

Quebec, March 27, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to professional photographers the Eastern Townships.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
"L'Association des Photographes Professionnels de la Province de Québec (Section des Cantons de l'Est) Inc.";

And, ON THE OTHER PART:
"L'Association des Employés en Photographie des Cantons de l'Est",
for the employers and employees of the trade concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 2, 1956;

WHEREAS the provisions of the said petition have acquired a preponderant significance and

prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le métier visé et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées contre ladite requête ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 juin 1956.

I. *Définitions:* Dans le décret, les mots et les termes suivants sont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Photographie professionnelle: La photographie professionnelle est l'art, la profession ou l'occupation de celui qui:

1° à l'aide d'accessoires photographiques tel que: caméras, agrandisseurs, imprimeuses, etc. peut produire, au moyen de substances sensibles à l'action de la lumière, des images de personnes, d'animaux ou de choses;

2° à l'aide de l'action de la lumière et de l'action des produits chimiques, peut transférer d'un matériel devenu insensible à un matériel sensibilisé, ces images appelées négatifs ou positifs selon le cas;

3° à l'aide de l'action des produits chimiques, peut rendre ces images latentes visibles et permanentes.

Ceci ne doit pas inclure la cinématographie, le procédé appelé "Blue printing", la photogravure, le photostat, les rayons X et tous autres procédés semblables.

b) Photographe professionnel: Le photographe professionnel est celui qui, pour fins de rémunération, exerce l'art, la profession, ou l'occupation de la photographie professionnelle, et qui a obtenu du bureau des examinateurs du Comité paritaire, un certificat le qualifiant photographe professionnel.

c) Photofinisseur: Le photofinisseur est celui qui, dans la profession ci-haut décrite, a complété son temps d'apprentissage, mais qui ne possède pas toutes les qualifications nécessaires pour obtenir le certificat le qualifiant photographe professionnel.

d) Atelier: L'atelier est l'endroit où le photographe professionnel ou le photofinisseur exerce son art, sa profession ou son occupation et l'endroit où se fait l'apprentissage.

e) Studio: Le studio est l'endroit ou le salon, où, à l'aide de sa caméra, le photographe professionnel exerce son art, sa profession ou son occupation, en étant au service de son client.

f) Laboratoire: Le laboratoire est l'endroit communément appelé chambre noire, où le photofinisseur et le photographe professionnel font le développement, l'impression et l'agrandissement des photographies.

g) Photo: Le mot "photo" désigne la reproduction des images de personnes, d'animaux ou de choses au moyen de procédés photographiques.

h) Portrait: Le mot "portrait" désigne une photo de personne prise dans un studio de photographie, et reproduite au moyen de procédés photographiques.

i) Artisan: Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de photographe, seule et pour son propre bénéfice.

importance for the establishing of working conditions in the trade concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act were duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with however the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 2, 1956.

I. *Definitions:* In the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) Professional photography: Professional photography is the art, profession or occupation of a person who:

1° With photographic accessories such ass cameras, enlargers, printers, etc., and by means of substances sensitive to light, can make pictures of persons, animals or things;

2° Through the action of light and of chemical products, can transfer from a material which has become insensition to a sensitized material, pictures called negatives or positives, as the case may be;

3° Through the action of chemical products, may render visible and permanent such latent images.

The term shall not include cinematography, the blue printing process, photogravure, photostat work, X rays and any other similar process.

b) Professional photographer: The professional photographer is one who, in consideration of payment, practices the art, profession or occupation of professional photography and who has been certificated by the Board of Examiners of the Parity Committee as professional photographer.

c) Photofinisher: The photofinisher is one who, in the above mentioned profession, has completed his apprentisechip period but is not competent enough to be certificated as professional photographer.

d) Shop: The shop is the place where the professional photographer or photofinisher practices his art, profession or occupation and the place where apprenticeship is served.

e) Studio: The studio is the place or parlour where the professional photographer practices his art, profession or occupation with his camera by offering his services to his customers.

f) Laboratory: The laboratory is the place commonly called "dark room" where the photofinisher or professional photographer develoos prints and enlarges pictures.

g) Photograph, photo, picture: These words mean a picture made by the fixing of images of persons, animals or things by means of photographic processes.

h) Portrait: This word means a picture of a person taken in a photographic studio and by means of photographic processes.

i) Artisan: The word "artisan" means any person who practices the photographer's trade alone and for his own benefit.

j) Retoucheur: Le mot "retoucheur" désigne toute personne qui corrige des défauts quelconques sur les photographies sur les négatifs ou positifs.

k) Colorieur: Le mot "colorieur" désigne toute personne qui applique de la couleur sur des photographies, des négatifs ou des positifs.

l) Commis: Le mot "commis" désigne toute personne préposée à la réception, à la vente, à la livraison des marchandises et des photographies, à la surveillance, au téléphone, à la caisse, au séchage et classage de photos et de négatifs.

m) Apprenti: Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de photographe professionnel, tel que défini au paragraphe "*b*" du présent article.

n) Employé régulier: Le terme "employé régulier" désigne tout salarié qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé ou pas moins de (30) trente heures de travail par semaine.

o) Employé à temps partiel: Le terme "employé à temps partiel" désigne tout salarié qui, embauché de façon intermittente, travaille moins de trente (30) heures par semaine ou de cinq (5) heures par jour.

II. *Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle de ce décret comprend tous les photographes et photofinisseurs, employeurs et salariés des deux sexes, qui exécutent des travaux de photographie professionnelle et toutes opérations qui s'y rapportent.

Le présent décret ne s'applique pas aux personnes qui font de la photographie devant servir exclusivement aux journaux et à des fins d'ordre privé et non commerciales.

III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les districts électoraux de Drummond, Frontenac, Mégantic, Wolfe, Sherbrooke, Richmond, Shefford, Compton, Brome, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Bagot, Rouville et Arthabaska.

IV. Aux fins d'application du décret, les apprentis et les salariés sont classifiés de la façon suivante:

Apprenti, 1ère année: Son travail comprend: aide de laboratoire, entretien, messagerie et comptoir.

Apprenti, 2ème année: La qualification de 1ère année et en plus il doit approfondir la technique de laboratoire pour le rendre apte à rencontrer les exigences aussi bien du fini artistique, commercial ou amateur.

Apprenti, 3ème année: Les qualifications de 1ère et 2ème années; en plus est préposé à tout travail de photographie excepté la pose commerciale ou artistique.

Photofinisseur: Les qualifications de 1ère, 2ème et 3ème années en plus est préposé à tout travail de photographie commerciale, plus le droit d'administrer un atelier ou l'on s'occupe exclusivement du travail de chambre noire.

Photographe professionnel: Qualification du photofinisseur et en plus peut faire tout travail de photographie artistique et commerciale, plus le droit d'administrer ou d'opérer un studio à son compte ou pour le compte d'un autre. Pour obtenir cette qualification il doit avoir fait un stage d'au moins six (6) mois dans un studio reconnu."

V. *Salaire minima:* Les salaires minima sont les suivants:

Commis:	*par heure*
1ère année	$ 0.46
2ème année	0.55

j) Retoucher: The word "retoucher" means any person who corrects faults or defects on photographies, negatives or positives.

k) Colorer: The word "colorer" means any person who applies color on photographies, negatives or positives.

l) Clerk: The word "clerk" means any person whose work is concerned with the reception, sale, delivery of merchandise and photographies, supervision, telephone, cash, drying and classification of pictures and negatives.

m) Apprentice: The word "apprentice" means any person who learns the professional photographer's trade, as described in subsection "*b*" of the present section.

n) Regular employee: The words "regular employee" mean any employee who works the standard work week of the establishment where he is employed, or not less than thirty (30) hours per week.

o) Part-time employee: The words "part-time employee" mean any employee who is employed intermittently and works less than thirty (30) hours per week or five (5) hours per day.

II. *Jurisdiction: a) Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the present decree extends to all male or female photographers and photofinishers, employers and employees, engaged in professional photography and all operations connected therewith.

The present decree shall not apply to persons doing photographic work to be used exclusively by newspapers or for private non commercial purposes.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the electoral districts of Drummond, Frontenac, Mégantic, Wolfe, Sherbrooke, Richmond, Shefford, Compton, Brome, Stanstead, St. Hyacinthe, Bagot, Rouville and Arthabaska.

IV. For the purposes of enforcement of the decree, apprentices and employees shall be classified as follows:

1st year apprentices: Their work includes laboratory assistance, maintenance, messenger's and counter work.

2nd year apprentice: The qualification of 1st year apprentices and further knowledge of laboratory technique in order to comply with the requirements of an artistic, commercial or amateur finish.

3rd year apprentice: The qualifications of 1st and 2nd year apprentices; also the execution of any photographic work excepting commercial or artistic pictures.

Photofinisher: The qualifications of 1st, 2nd and 3rd year apprentices and the execution of any commercial photography work including the right to operate a shop engaged exclusively in dark room work.

Professional photographers: The qualification of photofinishers including any artistic and commercial photography and the right to manage or operate a shop on their own or somebody else's account. To obtain such qualification, he must have served a minimum of six (6) months in a recognized studio."

V. *Minimum wages:* The following shall be the minimum wage rates:

Clerk:	*Per hour*
1st year	$ 0.46
2nd year	0.55

Apprenti:	*par semaine*
1ère année	$15.00
2ème année	20.00
3ème année	30.00
Photofinisseur	40.00
Photographe professionnel	50.00

Note: Le salaire horaire du salarié à temps partiel doit être basé sur les taux ci-haut mentionnés.

Tous les salaires et autres avantages supérieurs à ceux déterminés dans le décret ne peuvent être diminués.

VI. *Taux à la pièce pour salariés:*

Retouche d'un négatif:	
négatif de figure, ½ à 1 pouce	$ 0.35
négatif de figure, 1 à 1½ pouce	0.50
négatif de figure, 1½ à 3 pouces	0.75
négatif de groupe	1.00
Coloriage:	
5 x 7	0.50
8 x 10	1.00
11 x 14	1.50
16 x 20	3.00

Aucun travail à la pièce n'est autorisé à l'atelier.

VII. *Frais de déplacement: a*) Pour l'employé régulier, les frais de déplacement doivent tous être payés par l'employeur.

b) Pour l'employé à temps partiel, les frais de déplacement dans un rayon de deux (2) milles sont à la charge du salarié, mais au-delà de deux (2) milles, ils doivent être remboursés par l'employeur à raison de $0.10 du mille.

VIII. *Commission: a*) Le photographe régulier doit recevoir en plus une commission de 10% sur les ventes payées qu'il a faites à l'extérieur de l'atelier.

b) Le photographe à temps partiel qui pose à l'extérieur du studio doit recevoir $0.50 par pose utilisée; le matériel et l'équipement est fourni par l'employeur. Il doit recevoir de plus une commission de 10% sur les ventes payées qu'il a faites à l'extérieur de l'atelier.

IX. *Dispositions générales: a*) Il est permis aux employeurs d'embaucher des employés à temps partiel pour faire la retouche et le coloriage à condition que ces travaux soient faits en dehors de l'atelier.

b) Il est permis aux employeurs d'embaucher au maximum deux (2) employés à temps partiel pour photographier en dehors du studio les mariages, les réceptions, etc., pourvu que ces employés possèdent au moins leur certificat de qualification d'apprenti de 3ème année.

c) Un employé régulier n'a le privilège de travailler que pour un même employeur, il n'a pas le privilège d'être employé à temps régulier pour un employeur et à temps partiel pour un autre employeur.

X. *Durée du travail: a*) La semaine normale de travail est de quarante-six (46) heures pour toutes les catégories de salariés.

b) Les heures de travail faites en plus de quarante-six (46) heures par semaine doivent être payées temps et demi, que ce travail soit fait le dimanche, les jours de fête ou sur semaine.

c) Tous salariés dont les services sont requis pour moins de quarante-six (46) heures durant une même semaine doivent recevoir une rémunération basée sur les taux hebdomadaires en regard de la semaine normale de travail.

d) Lorsque la célébration du Premier jour de l'An, de l'Épiphanie, de l'Ascension, de la Toussaint, de l'Immaculée Conception, de Noël, de la Saint-Jean-Baptiste, du 1er juillet (Confédération) et de la fête du Travail, est faite un jour ouvrable, le nombre d'heures de la semaine

Apprentice:	*Per week*
1st year	$15.00
2nd year	20.00
3rd year	30.00
Photofinisher	40.00
Professional photographer	50.00

Note: The hourly rate of pay of part-time employees shall be based on the above rates.

All wages and other advantages exceeding those determined herein shall not be reduced.

VI. *Piece work rates:*

Retouching a negative:	
Face negative, ½ to 1 inch	$ 0.35
Face negative, 1 to 1½ inches	0.50
Face negative, 1½ to 3 inches	0.75
Group negative	1.00
Coloring:	
5 x 7	0.50
8 x 10	1.00
11 x 14	1.50
16 x 20	3.00

No piece work shall be done in the shop.

VII. *Travelling expenses: a*) In the case of regular employees, travelling expenses shall all be paid by the employer.

b) In the case of part-time employees, travelling expenses within a radius of 2 miles shall be paid by the employees and expenses outside that radius shall be paid by the employer at the rate of $0.10 per mile.

VIII. *Commission: a*) Regular photographers shall also receive a 10% commission on sales paid and made outside the shop.

b) Part-time photographers taking pictures outside the studio shall receive $0.50 per picture used, material and equipment to be supplied by the employer. He shall also receive a 10% commission on sales paid and made outside the shop.

IX. *General provisions: a*) Employers may employ part-time employees for retouching and coloring work providing such work be done outside the shop.

b) Employers may employ but two part-time employees to take pictures outside at weddings, receptions, etc., providing such employees hold the thirds year competency card.

c) Regular employees shall work for one employer only and shall not be permitted to work regularly for an employer and on a part-time basis for another employer.

X. *Duration of work: a*) The standard work week consists of 46 hours for all categories of employees.

b) Hours worked in excess of 46 hours per week shall be paid time and one half, whether the work be done on Sunday, on holidays or on week days.

c) All employees whose services are required for less than 46 hours during a same week shall receive a remuneration based on the weekly rate computed on the standard work week.

d) When the celebration of New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day, July 1 (Confederation) and Labour Day occurs on a working day, the number of hours of the standard week shall be

régulière doit être diminué du nombre d'heures qu'il y a dans une journée régulière de travail, et sans pour cela que sa paie hebdomadaire soit réduite. Si le salarié est tenu de travailler à la demande de l'employeur, les jours de fêtes chômées, il doit recevoir une indemnité de temps et demi pour le nombre d'heures durant lesquelles il a travaillé. Le temps et demi est calculé d'après le salaire hebdomadaire payé en regard de la semaine normale de travail.

Si la date de la célébration des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et de la Confédération était changée par les autorités municipales ou autres pour des circonstances spéciales, ces fêtes sont décrétées fêtes chômées le jour choisi.

XI. *Apprentissage:* a) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant seize (16) ans révolus; il doit avoir un certificat d'étude de neuvième (9ème) année ou l'équivalent.

b) Pas plus d'un apprenti de chacune des qualifications 1ère, 2ème et 3ème années ne peuvent être employés par un même photographe professionnel ou photofinisseur.

c) L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier qualifié.

d) L'apprentissage comporte trois (3) années de travail du métier sous la surveillance d'un photographe professionnel. L'année de travail pour fins d'apprentissage doit comprendre au moins dix (10) mois de travail. Toutefois, le temps consacré à l'étude dans une école reconnue par le Comité paritaire et couronnée par l'obtention d'un diplôme doit être crédité au compte de l'apprenti.

e) Après chaque année d'apprentissage, l'apprenti doit se présenter au Bureau des Examinateurs du Comité paritaire pour subir ses examens dans le but d'obtenir son degré d'apprentissage.

Au cas d'insuccès, le candidat a droit de reprise d'examen par intervalles de six (6) mois.

f) Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire peut reconnaître une école de photographie. Toutefois, aucune école de photographie ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un studio de photographie.

g) Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre ou garder un apprenti à son emploi dans la juridiction territoriale du décret, si préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs par devant le Comité paritaire.

h) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet *ad hoc* la date d'entrée et de sortie de son apprenti.

i) Aucune personne ne peut obtenir son certificat de qualification comme photographe professionnel, sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage.

Dans chaque atelier ou studio de photographie, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui pratique ou non la photographie professionnelle, il doit y avoir un photographe professionnel, employeur ou salarié, porteur d'un certificat de qualification de photographe professionnel, ce dernier ne devant être attitré qu'à un seul studio.

j) Au cas où un employeur veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, il doit en donner avis au Comité paritaire.

reduced by the number of hours of a standard work day but the weekly pay shall not be reduced.

When so required by the employer, employees shall work on holidays and be paid at the rate of time and one half for all hours worked. Time and one half rates shall be computed on the basis of the weekly wages paid for the standard work week.

Should the date of celebration of St. John the Baptist Day and Confederation Day be changed by municipal or other authorities on account of special circumstances, such holidays shall be observed on the day proclaimed by said authorities.

XI. *Apprenticeship:* a) No apprentice shall begin his apprenticeship before sixteen (16) years of age. He must have a ninth-year certificate or the equivalent thereof.

b) There shall not be more than one 1st year, one 2nd year and one 3rd year apprentices in the employ of a professional photographer or photofinisher.

c) Employers shall make their apprentices work on the various operations of the trade so that they may become skilled workers.

d) Apprenticeship consists of three (3) years of trade work under the direction of a professional photographer. A year of work, for apprenticeship purposes, shall include a minimum of 10 months of work. However, time spent as students in a school recognized by the Parity Committee and terminated by the obtaining of a diploma shall be credited to the apprentice.

e) After each year of apprenticeship, apprentices shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for their examinations in order to be promoted.

In the event of failure, the candidate may sit for another examination after each period of six (6) months.

f) In the interest of the profession, the Parity Committee may recognize a school of photography. However, no school of photography may be operated jointly or together with a photographer's studio.

g) No employer or other person may hire or have an apprentice in his employ, within the territorial jurisdiction of the decree, without first entering into an apprenticeship contract with the said apprentice, his parents or tutors, witnessed by the Parity Committee.

h) In order to control the duration of apprenticeship and the transfer of apprentices from one concern to another, employers shall register in a booklet the date of employment and of discharge of their apprentices.

i) No one may obtain his certificate of competency as professional photographer without first complying with the present apprenticeship by-law.

In every photographer's shop or studio owned by a company, an association, a corporation or a person who practices professional photography or not, there shall be a professional photographer (employer or employee) holder of a certificate of competency as professional photographer, the latter working for one studio only.

j) In the event where an employer wishes to discharge an apprentice who has been more than eight (8) days in his service, he shall notify the Parity Committee to that effect.

XII. *Vacances payées:* Tout employeur assujetti au décret doit donner chaque année des vacances payées de six (6) jours ouvrables à tout salarié qui a un (1) an et plus de service. La rémunération pour cette semaine de vacances est de 2% du salaire gagné depuis la dernière vacance.

Une deuxième semaine de vacances doit être accordée aux salariés qui ont cinq (5) ans et plus de services continus pour le même employeur et les deux (2) semaines de ces salariés doivent être rémunérées à raison de 4% du salaire gagné depuis la dernière vacance.

Le paiement de ces vacances doit être remis aux ayants droits avant le début desdites vacances.

Le salarié qui laisse le service de l'employeur ou est congédié, a droit, à titre de rémunération de vacances, à 2% du salaire gagné depuis les dernières vacances.

XIII. *Durée du décret:* Le décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er juin 1957.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juin de l'année 1957 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

L. DÉSILETS,
44628-o Greffier du Conseil Exécutif.

XII. *Vacation with pay:* Employers governed by the decree shall give, each year, a vacation with pay comprising six working days to every employee who has one year of service or more. The remuneration for this vacation week shall be 2% of the wages earned since the last vacation.

A second week of vacation shall be granted to employees with five or more years of service for the same employer and the two weeks vacation shall be paid at the rate of 4% of the wages earned since the last vacation.

Vacation pay shall be given before the vacation.

Employees who leave their employer or who are discharged are entitled to a vacation pay equal to 2% of their wages earned since the last vacation.

XIII. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until June 1st, 1957.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before June 1st of the year 1957 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

L. DÉSILETS,
44628-o Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la refrigération, rendue obligatoire par la section "F" du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une nouvelle section "F" dont le texte suit:

"SECTION "F"

Dispositions particulières concernant les installations de refrigération

I. *Juridiction professionnelle;* Cette section régit les travaux d'installation de réfrigération industrielle, commerciale et domestique exécutés dans la juridiction territoriale ci-haut mentionnée, y compris les appareils à l'ammoniaque, au fréon, au méthyle au soufre et autres.

II. *Apprentis et apprentissage;* La période d'apprentissage dans l'industrie est de quatre (4) ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie de la Province de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements).

Mécanicien Junior; Le terme "mécanicien junior" désigne tout salarié qui s'est qualifié comme mécanicien en vertu de la Loi des mécani-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941), chapter 163 and amendments, that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the refrigeration industry, rendered obligatory by part "F" of the decree No. 1121 of October 19, 1955, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council a new part "F" as follows:

"PART "F"

Special provisions concerning refrigeration installations

I. *Professional jurisdiction:* This part shall apply to all industrial, commercial and domestic refrigeration installations executed within the territorial jurisdiction herein before specified, including ammonia and freon, methyl, sulphur, etc., operations.

II. *Apprentices and apprenticeship:* The period of apprenticeship in the industry shall be one of four (4) years, as set forth in the Pipe Mechanics Act of the Province of Quebec (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 and amendments).

Junior Mechanics: A "junior mechanic" shall be a workman who has qualified as a mechanic under the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes

ciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), il doit servir comme mécanicien junior pendant une période d'une (1) année.

Compagnon Mécanicien; Le terme "compagnon mécanicien" désigne tout salarié qui a été employé pendant au moins cinq (5) ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements) et, est détenteur de la licence nécessaire.

III. *Durée régulière du travail;* La durée régulière du travail est de huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, constituant une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du tavail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, purvu que ne s'ensuive pas une journée de travail de plus de huit (8) heures, et une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

IV. *Travail supplémentaire;* 1° Tout travail exécuté le samedi entre 8.00 a.m. et midi doit être payé au taux de salaire et demi et les heures suivantes au taux de salaire double.

2° Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 10.00 p.m. doit être payé au taux de salaire et demi et tout travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. doit être payé à raison de salaire double.

3° Tout travail exécuté les dimanches, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël doit être payé à raison de salaire double.

4° Toutefois, lorsque la célébration de la Saint-Jean-Baptiste, du jour de la Confédération et du jour d'Actions de Grâces est fixée par proclamation du Gouvernement fédéral ou du Gouvernement provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

5° *Dédommagement;* Tout ouvrier ou salarié se rapportant au travail, qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée de travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une rémunération équivalente à au moins quatre (4) heures de travail par jour, à moins qu'il ait refusé d'exécuter tout autre travail requis de lui, ou à moins que les travaux soient suspendus pour des causes qui ne dépendent pas de la volonté de l'employeur.

V. *Équipes supplémentaires;* Lorsqu'on a recours à des équipes supplémentaires de salariés, il n'y a pas d'heures fixes pour le commencement ou la cessation du travail d'aucune équipe. Elles ne doivent pas, toutefois, faire plus de huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine. Ces équipes supplémentaires de salariés doivent recevoir un supplément de dix ($0.10) cents l'heure en plus des taux réguliers.

VI. *Taux de salaires:* 1° A compter du 1er avril 1957 au 31 mars 1958, les taux minima de salaires suivants doivent être payés aux salariés ci-après mentionnés:

	Ammoniaque	*Fréon, Méthyle, Soufre*
Compagnon mécanicien	$2.10	$2.00
Mécanicien junior	1.90	1.80
Apprenti:		
1er semestre	0.90	0.90
2ème semestre	1.00	1.00

of Quebec 1941, chapter 173 and amendments) and he shall serve as a junior mechanic for a period of one (1) year.

Journeyman Mechanic: A "journeyman mechanic" shall be one who has served at least five (5) years, in conformity with the provisions of the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 and amendments) and he shall hold a license thereunder.

III. *Regular duration of labour:* The regular period of labour shall be eight (8) hours per day, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, constituting a maximum of forty (40) hours per week.

For operations carried out outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing times in order to adapt them to the time of leaving and returning of public transportation, providing the change does not entail the working of more than eight (8) hours per day, and forty (40) hours in one week.

IV. *Overtime:* 1. All work done on Saturdays between 8.00 a.m. and 12.00 noon shall be paid at the rate of time and one-half, and of double time thereafter.

2. All work performed between the hours of 5.00 p.m. and 10.00 p.m. shall be paid at the rate of time and one-half, and all work performed between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid et the rate of double time.

3. All work performed on Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be paid double time.

4. However, days proclaimed by the Federal or Provincial Government, as the case may be, for the celebration of: St. John the Baptist Day, Confederation Day and Thanksgiving Day shall be observed on the date fixed.

5. *Indemnity:* Any workman or employee reporting for work, who has not been notified in advance that his services would not be required, or when the duration of work is less than the regular work day, shall be entitled to four (4) hours pay unless he refuses to do other work required of him, or unless work is suspended for causes beyond the employer's control.

V. *Extra shifts:* When extra shifts of workmen are employed, there shall be not specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed eifht (8) hours per day and forty (40) hours per week. Such extra shifts of workmen shall be paid a premium of ten cents ($0.10) per hour above the regular rates.

VI. *Wages rates:* 1. From 1st April 1957 to 31st March 1958 the following minimum wage rates per hour shall be paid to the undernoted categories of workmen :

	Ammonia	*Freon, Methyl, Sulphur*
Journeyman Mechanic	$2.10	$2.00
Junior Mechanic	1.90	1.80
Apprentice:		
1st six months	0.90	0.90
2nd six months	1.00	1.00

2ème année	1.10	1.10
3ème année	1.25	1.25
4ème année	1.40	1.40

2° A compter du 1er avril 1958 au 31 mars 1959, les taux minima de salaires suivants doivent être payés aux salariés ci-après mentionnés:

	Ammoniaque	*Fréon, Méthyle, Soufre*
Compagnon mécanicien	$2.20	$2.10
Mécanicien junior	2.00	1.90
Apprenti:		
1er semestre	0.90	0.90
2ème semestre	1.00	1.00
2ème année	1.10	1.10
3ème année	1.25	1.25
4ème année	1.40	1.40

Les salaires doivent être payés chaque semaine ou bi-mensuellement, selon la coutume établie, en argent comptant ou par chèque; dans le dernier cas, les ouvriers ne doivent pas recevoir leurs chèques plus tard que le vendredi-midi.

Tout compagnon ayant la direction d'un travail d'installation et ayant sous ses ordres trois (3) autres compagnons ou mécaniciens juniors ou plus doit recevoir vingt ($0.20) cents de plus l'heure que le taux du compagnon.

Il ne doit y avoir qu'un (1) apprenti par compagnon mécanicien ou mécanicien junior.

VII. *Frais de transport et temps pour fins de déplacement:* Les salariés travaillant en dehors des limites de la cité, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières. Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier, et vice versa, doit être payé aux taux simple, mais il ne doit pas dépasser huit (8) heures par jour. Le prix du transport des limites de la cité sera aussi payé par l'employeur.

L'employeur doit assumer aussi les frais de chambre et pension dans le cas de travaux éloignés de la cité de Montréal et du lieu de résidence du salarié.

Voitures: Les salariés requis de se servir de leurs propres voitures pour leur travail au service de leur employeur doivent recevoir $0.10 du mille. Lorsqu'en service durant cinq jours consécutifs, dans la semaine ils doivent recevoir un minimum de six ($6.00) dollars par semaine ou de un ($1.25) dollar et vingt-cinq cents par jour s'ils sont requis de s'en servir moins de cinq jours consécutifs.

VIII. *Travail urgent:* Tout travail urgent qui, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté en deça des heures régulières de travail peut être fait en d'autres périodes de la journée moyennant un supplément de dix ($0.10) cents l'heure. Ce travail demeure toujours sujet au maximum de huit (8) heures par jour à salaire simple.

IX. *Travail de service:* Les mécaniciens affectés au travail de service doivent être rémunérés à raison de $2.10 l'heure jusqu'au 31 mars 1958, et $2.20 l'heure à compter du 1er avril 1958 jusqu'au 31 mars 1959, pour tout travail affectué sur les appareils à l'ammoniaque et $2.00 l'heure jusqu'au 31 mars 1958, et $2.10 l'heure à compter du 1er avril 1958 jusqu'au 31 mars 1959, pour tout travail effectué sur les appareils au fréon, au méthyle, au soufre, etc. Cependant, lorsqu'un mécanicien, dans l'exécution d'un travail de service, requiert les services d'apprentis, ils doivent être rémunérés selon les taux mentionnés à l'article VI. Ces taux s'appliquent aussi au travail exécuté les dimanches et les samedis, et

2nd year	1.10	1.10
3rd year	1.25	1.25
4th year	1.40	1.40

2. From 1st April 1958 to 31st March 1959 the following minimum wage rates per hours shall be paid to the undernoted categories of workmen :

	Ammonia	*Freon, Methyl, Sulphur*
Journeyman Mechanic	$2.20	$2.10
Junior Mechanic	2.00	1.90
Apprentice:		
1st six months	0.90	0.90
2nd six months	1.00	1.00
2nd year	1.10	1.10
3rd year	1.25	1.25
4th year	1.40	1.40

In accordance with present practice, wages shall be paid by the week, or every two weeks, as the case may be, in cash or by cheque; in the latter case, workmen shall receive their cheques no later than Friday noon.

Any journeyman in charge of an installation with three (3) or more other journeymen or junior mechanics shall receive twenty cents ($0.20) over and above the journeyman's hourly rate.

There shall not be more than one (1) apprentice to each journeyman mechanic or each junior mechanic.

VII. *Travelling time and expenses:* Employees working outside the city limits shall get to and leave the job at regular hours. The time needed to travel from the cith limits to the job, and *vice versa*, shall be paid single time, but shall not exceed eight (8) hours per day. The cost of such transportation from the city limits shall also be paid by the employer.

The employer shall also assume the costs of board and room in the case of operations distant from the City of Montreal and domicile of the workman.

Car allowance: Employees requested to use their own cars on Employer's business shall receive ten cents ($0.10) per mile. If they use same for five consecutive days in the week they shall receive a minimum of six dollars ($6.00) per week, or one dollar and twenty-five cents ($1.25) per day, if required to use same for less than five consecutive days.

VIII. *Urgent work:* All urgent work which, for sufficient reason, cannot be executed within the regular hours of work may be done at other periods of the day, at a premium of ten cents ($0.10) an hour, subject always to the maximum of eight (8) hours per day at single time.

IX. *Service operations:* All mechanics working on refrigeration service shall be paid at the rate of $2.10 an hour until 31st March, 1958, and $2.20 an hour from 1st April, 1958 until 31st March, 1959, while working on ammonia service; and $2.20 an hour until 31st March, 1958, and $2.10 an hour from 1st April, 1958 until 31st March, 1959, while working on Freon, Methyl, Sulphur, etc., service; but should a mechanic when doing service work require the help of apprentices, they shall receive the rate of pay as shown in section VI. These rates of pay shall include all work done on Saturdays and Sundays, and these mechanics will not be governed by any of the following clauses in this part cover-

ces mécaniciens ne sont régis par aucune des clauses suivantes de la présente section couvrant la durée ou les conditions de travail: III, IV, V et VIII.

Nonobstant les dispositions précédentes, ces mécaniciens et apprentis seront rémunérés au taux de salaire et demi pour tout travail exécuté les jours de fête suivants: le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël.

La présente subdivision ne s'appliquera aux équipements mobiles.

Il est, toutefois entendu et stipulé que les hommes employés à la maintenance, tel que défini dans l'acte de l'entente collective, ne sont pas gouvernés par le décret.

X. *Avis de cessation finale de l'emploi:* Il n'est pas nécessaire de donner avis de cessation finale de l'emploi, pour quelque cause que ce soit et ce, en vertu d'une pratique et d'une coutume depuis longtemps observées dans l'industrie. Il ne s'agit pas ici de l'avis qui doit être donné en vertu des dispositions du paragraphe IV-5.

XI. *Vacances payées:* Les articles 43 à 52 du décret se rapportant aux vacances payés s'applique à la présente section.

Note: Les conditions générales de travail prévues dans le décret principal demeurent en vigueur sauf s'il en est disposé autrement dans la présente section.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 avril 1957. 44628-o

ing working time or conditions or work: III, IV, V and VIII.

Notwithstanding the above, such mechanics and apprentices on service shall receive time and one-half for work done on the following holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

The present subsection shall not apply to moveable equipment.

It is, however, understood and stipulated that maintenance men, as defined in the Collective Agreement Act, are not governed by the Decree.

X. *Notice of final termination of employment:* for any cause whatsoever, as distinct from the import of subsection IV-5, shall be unnecessary in respect of employees paid by the hour, in accordance with immemorial practice and usage in the industry.

XI. *Vacation with pay:* Articles 43 to 52 of the decree, concerning vacations with pay, shall apply to the present part.

Note: The general working conditions contained in the main decree continue to apply except in cases covered by the present part.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 6, 1957. 44628-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 14

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Archambault vs Chaumont 1267

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

315 — Concernant une convention collective de travail relative aux photographes professionnels des Cantons de l'Est 1298

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1233

AVIS DIVERS:

Association des Détaillants de Gazoline du Québec Inc. (Règlements) 1267
Canadian Commodity Exchange Inc. (Directeurs) 1265
Chantier Coopératif U.C.C. Petit-Saguenay (Fondation) 1266
Charpentiers Associés (Fondation) 1281
Constructions de Chez Nous, Limitée

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Archambault vs Chaumont 1267

ORDER IN COUNCIL:

315 — Concerning a collective labour agreement relating to professional photographers in the Eastern Townships 1298

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1233

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Détaillants de Gazoline du Québec Inc. (By-Laws) 1267
Canadian Commodity Exchange Inc. (Directors) 1265
Chantier Coopératif U.C.C. Petit-Saguenay (Foundation) 1266
Charpentiers Associés (Foundation) 1281
Constructions de Chez Nous, Limitée

(Dist. de l'actif) 1264
La Caisse Populaire de Notre-Dame de la Garde (C.J.C.) (Fondation) 1267
La Corporation de Plage Saint-Laurent (Règlements) 1267
Laurentides, ville des 1263
L'Association Patronale des Détaillants de Gazoline et Garagistes des Comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette (Changement de nom) 1265
Le Service Social des Sourdes-Muettes (Règlements) 1266
Les Industries Laurentides Limitée — The Laurentide Industries Limited (Directeurs) 1266
Les Loisirs Notre-Dame-des-Neiges (Règlements) 1266
Rodin's Inc. (Directeurs) 1266
Syndicat Spécialisé des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Compagnie Lowney's, St-Cuthbert, cté de Berthier (Formation) 1263
The Quebec Forest Industries Association, Limited (Règlements) 1264
The Quebec Forest Industries Association, Limited (Règlement) 1264
The Quebec Forest Industries Association, Limited (Règlements) 1265
The Quebec Forest Industries Association, Limited (Règlements) 1264

(Dist. of the assets) 1264
La Caisse Populaire de Notre-Dame de la Garde (C.J.C. (Foundation) 1267
La Corporation de Plage Saint-Laurent (By-Laws) 1267
Laurentides, town of 1263
L'Association Patronale des Détaillants de Gazoline et Garagistes des Comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette (Change of name) 1265
Le Service Social des Sourdes-Muettes (By-Laws) 1266
Les Industries Laurentides Limitée — The Laurentide Industries Limited (Directors) 1266
Les Loisirs Notre-Dame-des-Neiges (By-Laws) 1266
Rodin's Inc. (Directors) 1266
Syndicat Spécialisé des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Compagnie Lowney's, St-Cuthbert, cté de Berthier (Formation) 1263
The Quebec Forest Industries Association, Limited (By-Laws) 1264
The Quebec Forest Industries Association Limited (By-Law) 1264
The Quebec Forest Industries Association, Limited (By-Laws) 1265
The Quebec Forest Industries Association, Limited (By-Laws) 1265

CHARTES — ABANDON DE:

Constructions de Chez Nous, Limitée .. 1268
Wolf Underwear Ltd 1268

CHARTERS — SURRENDER OF:

Constructions de Chez Nous, Limitée .. 1268
Wolf Underwear Ltd 1268

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Asarko Nickel Company Limited 1268

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Asarko Nickel Company Limited 1268

COMPAGNIES DISSOUTES:

Aberdeen Agencies Limited 1268
Armel Limited 1269
Granby Trading Incorporated 1269
Joyal Motor Sales Limited 1269
La Carrière Gravel, Limitée 1269
Lake View Realty Co. Ltd 1269
Lumber Trading & Building Supplies, Inc. 1270
Menley & James, Limited, of Canada .. 1270
Mil Kap Co. Ltd 1270
Mountainside Limited 1270
Rissman's Limited 1271

COMPANIES DISSOLVED:

Aberdeen Agencies Limited 1268
Armel Limited 1269
Granby Trading Incorporated 1269
Joyal Motor Sales Limited 1269
La Carrière Gravel, Limitée 1269
Lake View Realty Co. Ltd 1269
Lumber Trading & Building Supplies, Inc. 1270
Menley & James, Limited, of Canada .. 1270
Mil Kap Co. Ltd 1270
Mountainside Limited 1270
Rissman's Limited 1271

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Annexé à la cité de Hull 1271
Annexé à la ville de Dorion 1272
Annexé à la ville de St-Eustache 1272
La Rédemption, munic 1273
Ste-Marguerite, munic 1273

AGRICULTURE:
Industrie laitière;

Ordonnance N° 4-56A — Sherbrooke .. 1275
Ordonnance N° 79-57 — Baie St-Paul .. 1273

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de;

Asbestos (Cath.) 1275
Côte St-François 1276

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Annexed to the city of Hull 1271
Annexed to the town of Dorion 1272
Annexed to the town of St-Eustache .. 1272
La Rédemption, munic 1273
Ste-Marguerite, munic 1273

AGRICULTURE:
Dairy Industry;

Order No. 4-56A — Sherbrooke 1275
Order No. 79-57 — Baie St-Paul 1273

EDUCATION:
School Municipality of;

Asbestos (Cath.) 1275
Côte St-François 1276

Notre-Dame-des-Prairies 1277
St-Alphonse-de-Granby 1277

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre;

Boishebert, canton 1278
Bouchette, canton 1278
La Minverve, canton 1278
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse 1278
Ste-Cécile, paroisse 1277
St-Colomb-de-Sillery, paroisse 1278
Ste-Foy, paroisse 1277
Shipton, canton 1277

TRANSPORT ET COMMUNICATIONS:

Avis de l'approbation de garde-boue mobiles et de signaux lumineux et mécaniques en vertu de la Loi des véhicules automobiles 1279

TRAVAIL:
Industries ou métiers de;

Automobile, comté de Drummond (Règlements) 1262
Chemise, Province (Règlements) 1254
Code de plomberie de la Province dans les limites de la cité des Trois-Rivières 1263
Construction, district des Cantons de l'Est (Prélèvement) 1252
Construction, région de Montréal (Modification) 1303
Convention collective de travail relative aux employés de garage, région de Trois-Rivières 1257
Marbre, Province (Modification) 1259
Peinture (Prélèvement) 1255

LETTRES PATENTES:

Action Development Corporation 1234
Agence Immobilière Belœil Limitée — Belœil Real Estate Agency Limited . 1235
Alfa Construction Corp. 1235
Arcade Realty Inc. 1235
Beautiful House, Casa-Bella, Ltd. 1236
Belvedere Enterprises of Montréal Inc. — Entreprises Belvédère de Montréal Inc. 1236
Bocage Notre-Dame Inc. 1236
Canmont Investment Corp. 1237
Cité Automobiles Inc. 1237
City Fire Adjustment and Inspection Limited 1237
Clermont Électrique Inc. 1238
Coaticook Lumber Co. Ltd. 1238
Continental Finance Corp. Ltd. 1238
Dulac Chibougamau Mines Limited ... 1239
Dumain Ltée 1239
Fernand Asselin Inc. 1240
Granoc Mines Ltd 1240
Guaranteed Generator & Starter Products Ltd. 1240
Hunch Quebec Exploration Limited ... 1241
Ile Bizard Realties Ltd. — Immeubles Ile Bizard Ltée 1241
International Steel & Metal Corporation 1241
Jack Lehman Inc. 1242
J. Brissette Limitée 1242
La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc. 1242
La Société Industrielle de Matane Inc. 1243
Le Domaine Notre-Dame Inc. 1243
Le Salon de la Jeunesse Inc. — Youth Exhibition Inc. 1243
Les Entreprises Renald Limitée 1244

Notre-Dame-des-Prairies 1277
St-Alphonse-de-Granby 1277

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch;

Boishebert, township 1278
Bouchette, township 1278
La Minerve, township 1278
At-Antoine-de-Longueuil, parish 1278
Ste-Cécile, parish 1277
St-Colomb-de-Sillery, parish 1278
Ste-Foy, parish 1277
Shipton, township 1277

TRANSPORTATION AND COMMUNICATIONS:

Notice of approval of meed-flaps and luminous and mechanical signals in accordance with the Motor Vehicles Act 1279

LABOUR:
Industry or Trades of;

Automobile, Drummond county (By-Laws) 1262
Shirt, Province (Levy) 1254
Plumbing Code of the Province application to the city of Trois-Rivières 1263
Buildings, Eastern Township District (Levy) 1252
Construction, region of Montreal (Amendment) 1303
Collective labour agreement relative to the garage employees, region of Trois-Rivières 1257
Marbre, Province (Amendment) 1259
Paint (Levy) 1255

LETTERS PATENT:

Action Development Corporation 1234
Agence Immobilière Belœil Limitée — Belœil Real Estate Agency Limited . 1235
Alfa Construction Corp. 1235
Arcade Realty Inc. 1235
Beautiful House, Casa-Bella, Ltd. 1236
Belvedere Enterprises of Montreal Inc. — Entreprises Belvédère de Montréal Inc. 1236
Bocage Notre-Dame Inc. 1236
Canmont Investment Corp. 1237
Cité Automobiles Inc. 1237
City Fire Adjustment and Inspection Limited 1237
Clermont Électrique Inc. 1238
Coaticook Lumber Co. Ltd. 1238
Continental Finance Corp. Ltd. 1238
Dulac Chibougamau Mines Limited ... 1239
Dumain Ltée 1239
Fernand Asselin Inc. 1240
Granoc Mines Ltd 1240
Guaranteed Generator & Starter Products Ltd. 1240
Hunch Quebec Exploration Limited ... 1241
Ile Bizard Realties Ltd. — Immeubles Ile Bizard Ltée 1241
International Steel & Metal Corporation 1241
Jack Lehman Inc. 1242
J. Brissette Limitée 1242
La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc. 1242
La Société Industrielle de Matane Inc. 1243
Le Domaine Notre-Dame Inc. 1243
Le Salon de la Jeunesse Inc. — Youth Exhibition Inc. 1243
Les Entreprises Renald Limitée 1244

Les Minéraux Laurentiens Limitée.... 1244
Levasseur Électrique Limitée..... 1244
Linfield Limitée 1245
Longview Investment Corp..... 1245
Lora Hosiery Mills Ltd..... 1245
Magic Creamery Products Limited.... 1246
Metro 5c — $1.00 Stores Inc..... 1246
Motel Fontaine Bleue, Inc..... 1246
N. P. Goodhue Petroleum Limited.... 1247
Numix Products Ltd..... 1247
Omaf Realties Ltd..... 1247
Parent Carrières & Pavages Inc. — Parent Quarries & Paving Inc..... 1248
Personel Research Associates Limited.. 1248
Pratt Hardware & Lumber (St. Jérôme) Ltd..... 1248
Romaine Electric Company 1149
Salaberry Mining Corporation..... 1249
Service des Loisirs Saint-Charles..... 1250
Teknika Inc..... 1250
The English Province of Holy Cross... 1250
The Mont Tremblant Lodge Club..... 1251
Tremblay & Frères Meubles Ltée..... 1251
W. J. Bell Limited..... 1252

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances;

Combined Insurance Company of America (Permis) 1280
La Paix Compagnie d'Assurances Générales du Canada — La Paix General Insurance Company of Canada..... 1280
The Commercial Life Assurance Company of Canada..... 1281
The United Scottish Insurance Company Limited..... 1280

SIÈGES SOCIAUX:

Berri Corporation..... 1281
Hill The Mover (Que.) Ltd..... 1282

SOUMISSIONS:

Delson, comm. scolaire du village..... 1282
Gaspé, comm. scolaire catholique..... 1283
St-Honoré, paroisse..... 1285

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Villeneuve, Victor..... 1286

VENTE PAR LICITATION:

Ellis vs Ellis *et vir*..... 1286

VENTES POUR TAXES:

Loretteville, ville..... 1288
Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, comm. scolaire..... 1287
Sherbrooke, comté de..... 1289

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Boisclair vs Dupuis..... 1290
Poirier vs McVeight..... 1290

ARTHABASKA:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Beauregard..... 1290

BEAUCE:

Gagnon vs Dulac..... 1291

Les Minéraux Laurentiens Limitée.... 1244
Levasseur Électrique Limitée..... 1244
Linfield Limitée 1245
Longview Investment Corp..... 1245
Lora Hosiery Mills Ltd..... 1245
Magic Creamery Products Limited.... 1246
Metro 5c — $1.00 Stores Inc 1246
Motel Fontaine Bleue, Inc..... 1246
N. P. Goodhue Petroleum Limited.... 1247
Numix Products Ltd..... 1247
Omaf Realties Ltd..... 1247
Parent Carrières & Pavages Inc. — Parent Quarries & Paving Inc..... 1248
Personel Research Associates Limited.. 1248
Pratt Hardware & Lumber (St. Jérôme) Ltd..... 1248
Romaine Electric Company 1149
Salaberry Mining Corporation..... 1249
Service des Loisirs Saint-Charles..... 1250
Teknika Inc..... 1250
The English Province of Holy Cross... 1250
The Mont Tremblant Lodge Club..... 1251
Tremblay & Frères Meubles Ltée..... 1251
W. J. Bell Limited..... 1252

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance;

Combined Insurance Company of America (License)..... 1280
La Paix Compagnie d'Assurance Générales du Canada — La Paix General Insurance Company of Canada..... 1280
The Commercial Life Assurance Company of Canada..... 1281
The United Scottish Insurance Company Limited..... 1280

HEAD OFFICES:

Berri Corporation..... 1281
Hill the Mover (Que.) Ltd..... 1282

TENDERS:

Delson, school comm. of the village.... 1282
Gaspé, catholic school comm..... 1283
St-Honoré, parish..... 1285

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Villeneuve, Victor..... 1286

SALE BY LICITATION:

Ellis vs Ellis *et vir*..... 1286

SALES FOR TAXES:

Loretteville, town..... 1288
Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, school comm..... 1287
Sherbrooke, county of..... 1289

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Boisclair vs Dupuis..... 1290
Poirier vs McVeight..... 1290

ARTHABASKA:

Quebec Farm Credit Bureau vs Beauregard..... 1290

BEAUCE:

Gagnon vs Dulac..... 1291

CHICOUTIMI:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Maltais 1291

GASPÉ:

Bolduc vs Lantin 1293
Kruse Motors Ltd. vs Synnott *et al* 1293
Ouellet vs Coulombe 1292
Ouellet vs Jeannotte 1292
Service Finance Reg'd. (Company) vs Edwards 1292

KAMOURASKA:

Wells vs Sirois 1293

MÉGANTIC:

Landry vs Guérette 1294

NICOLET:

Boucher vs Boucher 1295
Rousseau vs Laneuville 1294

QUÉBEC:

Cité de Québec vs Morin 1296
La Caisse Populaire de Lévis vs Jean .. 1295

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec .. 1296

TROIS-RIVIÈRES:

Geo. Lambert Inc. vs Lefebvre 1296
Mendel vs Dessureault 1297
Tessier vs Pronovost 1297

CHICOUTIMI:

Quebec Farm Credit Bureau vs Maltais 1291

GASPÉ:

Bolduc vs Lantin 1293
Kruse Motors Ltd. vs Synnott *et al* 1293
Ouellet vs Coulombe 1292
Ouellet vs Jeannotte 1292
Service Finance Reg'd. (Company) vs Edwards 1292

KAMOURASKA:

Wells vs Sirois 1293

MEGANTIC:

Landry vs Guérette 1294

NICOLET:

Boucher vs Boucher 1295
Rousseau vs Laneuville 1294

QUEBEC:

City of Quebec vs Morin 1296
La Caisse Populaire de Lévis vs Jean .. 1295

SAINT FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau 1296

TROIS-RIVIÈRES:

Geo. Lambert Inc. vs Lefebvre 1296
Mendel vs Dessureault 1297
Tessier vs Pronovost 1297

44627-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.